

# COMMUNISME

GROUPE COMMUNISTE INTERNATIONALISTE



## LE LÉNINISME CONTRE LA RÉVOLUTION

- Révolution
- Crise de la valorisation et mouvement révolutionnaire
- Le léninisme contre la révolution (partie 1)
- Afrique du Sud: le prolétariat met une raclée au syndicat officiel

Organe central  
en français  
du  
**Groupe  
Communiste  
Internationaliste**

**Aux lecteurs**

Camarades, notre revue ne peut pleinement contribuer à l'organisation de la lutte révolutionnaire internationale sans la participation active de ses lecteurs et sympathisants.

Toute contribution est vivement encouragée, soit pour améliorer le contenu de cette revue (en envoyant des informations, des publications, des analyses de situations, des illustrations, etc.), soit pour améliorer sa diffusion (en s'abonnant, en la faisant circuler, en suggérant d'autres moyens ou lieux de distribution, etc.).

Utilisez ces matériaux, diffusez-les, discutez-les, reproduisez-les... Ils ne sont la propriété de personne, ils font partie de l'expérience accumulée d'une classe qui vit, qui lutte pour supprimer sa propre condition de salariée et par là, toute classe, toute exploitation.

Notre plus chaleureux salut communiste, notre appui inconditionnel à tous les prolétaires qui luttent pour affirmer nos intérêts mondiaux et autonomes de classe, contre le capitalisme, contre son Etat, contre les partis pseudo-ouvriers et syndicats, qui en perpétuent la survivance.

Contribuons à l'organisation de notre classe en parti mondial pour abolir les classes, pour abattre le monde de la marchandise, pour le communisme, pour la communauté humaine.

Pour nous contacter, écrivez à l'adresse suivante, sans mentionner le nom du groupe.

B.P. 33  
Saint-Gilles (BRU) 3  
1060 Bruxelles  
Belgique

# S O M M A I R E

Révolution.....	1
Crise de la valorisation et mouvement révolutionnaire .....	8
Le léninisme contre la révolution Partie 1: social-démocratie, léninisme, stalinisme.....	15
Afrique du Sud: Le prolétariat met une raclée au syndicat officiel .....	44

---

**ERRATUM** : une erreur s'est glissée sur la couverture de notre précédente revue en français. On y lisait « *Pour la radicalisation et l'extension de la révolution* » au lieu de « *Pour la radicalisation et l'extension de la révolte* », induisant une sérieuse différence de contenu et d'appréciation dans le titre. La situation actuelle nous ayant amené à écrire pour la présente revue le texte *Révolution*, le lecteur voudra bien y trouver quelques éléments d'éclaircissement sur notre conception de la révolte et de la révolution.

---

# Révolution

## ANTAGONISME TOTAL

---

La contradiction actuelle entre *le capital et l'être humain* ne peut trouver un terme que dans la révolution mondiale ou dans la destruction de l'humanité.

Au plus la catastrophe devient omniprésente, au plus le capitalisme montre toute sa terreur, au plus le prolétariat est poussé à se révolter ! Au plus il y a d'attaques contre la Terre et contre le vivant pour les besoins de la valorisation de la valeur, pour la reproduction élargie du capital, au plus il y a de résistances et de révoltes contre le pouvoir bourgeois et l'Etat mondial du capital !

Il n'en demeure pas moins une terrible disproportion, en faveur du capital, entre ces attaques et la lutte actuelle de notre classe. Ce décalage, ce rapport de force globalement en faveur de l'État provient de toute une série de processus historiques et de mécanismes idéologiques que nous avons déjà abordés à diverses reprises, notamment dans l'introduction de notre contribution « *Catastrophe capitaliste et luttes prolétariennes* » dans notre revue *Communisme* n° 60 (en novembre 2008) et dans « *Prolétaire, moi ? Contribution à la définition du prolétariat* » publié dans *Communisme* n°62 (en décembre 2010). Nous avons cependant pu souligner positivement en 2008 la simultanéité des révoltes prolétariennes dans le monde et, en 2011 (dans notre précédente revue)<sup>1</sup>, une plus grande émulation, une plus grande reconnaissance mutuelle, d'une lutte à l'autre, d'un pays ou d'une région

à l'autre, quant au fait de s'affronter aux mêmes conséquences d'un même système mondial.

Dans la présente contribution, nous revenons sur la tendance à la multiplication et à l'extension des luttes sous la pression des attaques capitalistes, tout en ciblant les formes actuelles des mécanismes de répression sociale qui poussent ces luttes à se couper de leur perspective fondamentale, la révolution.

Nous ne disons pas que cela soit mécanique ou automatique mais que, dans la phase actuelle, la reproduction élargie du capital mondial implique une attaque générale contre la vie qui pousse et force le prolétariat à la révolte.<sup>2</sup>

La barbarie de la société capitaliste est inocultable. Partout on attaque des êtres humains et on détruit la Terre pour que l'argent génère plus d'argent. Partout on tue et on torture pour les besoins du taux de profit de la bourgeoisie mondiale.

Pour ce faire, il y a toujours plus de flics en tout genre, toujours plus de prisons, d'hôpitaux psychiatriques ou autres formes d'enfermement, toujours plus de militarisation de la vie, de publicité au nom de l'ordre et de la sécurité, toujours plus de guerres impérialistes et de massacres d'êtres humains.

Les puissants de ce monde, avec une parfaite conscience de classe et avec le désespoir d'une classe dont la société est en complète putréfaction, continuent gaiement leur croisade infernale : plus de police, plus d'armes et d'armées, plus de guerres et de massacres, plus de destruction et plus de terrorisme d'Etat à l'échelle planétaire.

Les prolétaires se battent, comme ils peuvent et où ils peuvent, et il n'y a aucun doute que nous sommes et nous serons toujours plus nombreux à le faire à travers le monde. Mais cela ne suffit pas pour imposer la révolution. Sans organisation, sans perspective, sans direction... le mouvement va d'activisme en activisme et sa force gigantesque s'épuise.

La lutte contre le capitalisme continue à croître et on peut prévoir avec certitude qu'il y aura tôt ou tard un saut quantitatif et qualitatif provoqué par une nouvelle augmentation généralisée des prix alimentaires partout dans le monde qui, inévitablement, se profile à nouveau<sup>2</sup>.

Le capital ne peut éliminer la faim et la misère, il ne fait que l'augmenter. Il y aura plus de souffrance, plus de gens dans la rue, plus de révoltes. Il n'y aura même plus de zone plus ou moins exemptée de cette nécessaire augmentation de la misère et de la précarité comme il en existait avant. C'est et ce sera la force de la révolte. La lutte contre l'ennemi nous unifie même si nous ne nous reconnaissons pas encore comme une même classe, qui s'organise en force antagonique à tout l'ordre existant.

Du point de vue même de la révolte, le problème continue à être sa capacité à se transformer en révolte sociale planétaire avec une puissance révolutionnaire, en

---

1- Voir « *Catastrophe capitaliste et révoltes prolétariennes partout* », *Communisme* n°63 (juin 2011)

2- Sur cette question des réactions de notre classe aux attaques du capital, voir « *Catastrophe capitaliste et révoltes prolétariennes* » (*Communisme* n°60, novembre 2008).

force révolutionnaire mondiale sans quoi, l'enfer capitaliste ira en s'empirant.

## **ACTIVISME, IDÉOLOGIES ET MANQUE DE PERSPECTIVE**

Au plus les contradictions sociales se développent et que la révolution devient toujours plus indispensable, au plus les idéologies qui nous dévient de cet objectif se développent. On n'a jamais autant entendu parler d'anticapitalisme et aussi peu de révolution sociale. Face à la catastrophe actuelle, il est normal que la lutte prolétarienne soit plus intense et qu'elle le sera de plus en plus. Mais cela ne nous rapproche pas de la révolution s'il n'y a pas de rupture classiste, ni de rupture programmatique et si la majorité continue à gesticuler encamisolée dans les « indignés » et sous le drapeau des « 99% ».

Aujourd'hui, toute la social-démocratie s'indigne face au capitalisme<sup>3</sup>. Tandis qu'à d'autres moments, il s'agit d'empêcher les prolétaires de sortir dans la rue, maintenant qu'ils le font et qu'il est évident qu'ils seront toujours plus nombreux à le faire, il faut contenir cette rage sociale en lui donnant un encadrement citoyen et rationnel. C'est ce qui a été fait avec la campagne internationale des « indignés » (et il y a quelques années avec les « anti-sommets »)<sup>4</sup> qui, plutôt que de représenter la lutte et l'élan de la protes-

tation sociale, cherche à l'encadrer et à la castrer par la vieille idéologie bourgeoise et citoyenne. Les livres de référence, les manifestes, tout ce que la grande presse a estampillé comme « indignés » n'est et ne pouvait être autre chose qu'une camisole de force avec lequel on voulait assujettir le prolétariat qui était déjà dans la rue.

L'activisme que la gauche bourgeoise déploie est un aspect de ce plan d'ensemble. Plutôt que d'aller à la racine commune de tous les problèmes (le capital), on appelle à un activisme frénétique, à chaque fois pour des causes différentes, contre tel gouvernement, contre le libéralisme ou le néolibéralisme, contre tel serrage de ceinture ou autre suppression de subsides... pour que de la sorte, chacune de ces luttes se retrouve sans lendemain dès que le gouvernement change ou qu'un plan en remplace un autre. L'activisme fait partie de toute cette idéologie à la mode qui se décline en apologie du local, de l'autonomie régionale, du particularisme et de l'individualisme, en alternativisme et en gestionnisme.

L'usure activiste fait partie intégrante de la domination de classe que la social-démocratie exerce sur le prolétariat parce que cet activisme laisse ce dernier sans perspective révolutionnaire. D'où le fait que toute revendication de direction révolutionnaire, de théorie révolutionnaire, de lutte pour l'internationalisme et de perspective révolutionnaire unifiée soient perçues comme théoricienne, puriste et autoritaire. L'idéologie de l'activisme se trouve aux antipodes des besoins de la lutte prolétarienne qui requiert une affirmation classiste, une unification des objectifs et des perspectives, une centralisation des efforts et des luttes.

Le prolétariat même, dans son immense développement de ces dernières années, est enfermé dans cet activisme et entravé par le manque de perspective révolutionnaire. De toute évidence, il y a plus d'usure que de direction et plus de dispersion que d'organisation et de conscience. Toutes les puissances idéologiques (moyens tech-

**L'idéologie de l'activisme se trouve aux antipodes des besoins de la lutte prolétarienne qui requiert une affirmation classiste, une unification des objectifs et des perspectives, une centralisation des efforts et des luttes.**

nologiques et de communication, partis, syndicats, moyens de diffusion, provocateurs et services policiers...) poussent à l'activité immédiate et localiste pour que la classe rejette l'activité plus globale et internationaliste. Et effectivement, ils ont réussi à imposer au sein du prolétariat une préférence réelle pour des niveaux plus individualistes, spontanéistes, localistes, autonomistes, inconséquents et désorganisés. Le rapport de force au sein de notre propre classe joue en défaveur de toute réelle organisation internationaliste, de la cohérence programmatique, de l'activité théorique, de la lutte pour comprendre et développer pratiquement le programme de la révolution mondiale.

C'est précisément à cause de ce manque de perspective et de programme que les puissantes protestations sociales contre le capital qui embrasent tout un pays, ou même plusieurs pays, peuvent être déviées par l'action militaire des forces impérialistes et être transformées en guerres interbourgeoises comme en Afrique du Nord, au Moyen Orient...

## **NÉCESSITÉ DE LA RÉVOLUTION ET D'UNE DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE**

On entend beaucoup parler d'anticapitalisme et de dépassement du capitalisme de manière totalement inconséquente, comme si le capitalisme pouvait être détruit sans révolution. C'est devenu tellement à la mode d'être « anticapitaliste » que ce discours devient

3- Comme à son habitude, la gauche de la bourgeoisie se plaint du fait que le capitalisme a commis des injustices et qu'à cause « des financiers, des banquiers, des manipulateurs, des bourgeois et des spéculateurs internationaux », la situation est insoutenable pour la population. Or, en prétendant y opposer un capitalisme « honnête, productif, régional et national », c'est évidemment la globalité indivisible du capitalisme qu'on nous demande de sauver. Cet anticapitalisme de façade est ainsi une manière d'enfermer la lutte dans la camisole de force de la gauche citoyenne.

4- Voir à ce sujet notre texte « Contre les sommets et anti-sommets » dans *Communisme* n°52 (février 2002).

normal de la part de partis politiques et même de gouvernements. Mais ce n'est que du blabla. Aucun d'entre eux ne parle de se battre réellement pour la révolution sociale et ils appellent encore moins le prolétariat à s'organiser en force révolutionnaire pour rendre la destruction du capitalisme effective. Et sans cela, ce n'est que du mensonge!

Aujourd'hui, plus que jamais, le mouvement social du prolétariat a besoin d'une direction révolutionnaire. Non pas dans le sens vulgaire, léniniste et stalinien du mot: une direction de chefs à laquelle devrait s'opposer l'autre face, celle de la démocratie, la «libertaire», celle des anti-chefs. Au contraire, ce que nous entendons par direction, c'est savoir où va le mouvement et par quels moyens atteindre ses objectifs.

Non, il ne manque ni de démocratie, ni de chefs, ni de procédures pour élire, déléguer ou se constituer en assemblée (constituante ou pas), il n'est pas nécessaire non plus de populariser plus le pouvoir, ni de rendre le pouvoir plus «de base»: le capitalisme lui-même fonctionne sous la forme popularisée du pouvoir et il invite à y participer. Il ne s'agit pas non plus de faire en sorte que les décisions soient prises par plus ou moins de prolétaires ;

la liberté d'élection, la massivité ou la popularité n'ont jamais été des garanties. Au contraire, ce dont nous manquons c'est de direction révolutionnaire, de direction vers la révolution.

Partout, il y a des luttes contre la catastrophe en acte de la société bourgeoise, les prolétaires luttent de Aysen (au Chili) à New York, du Caire à Madrid, des mineurs des Asturies à ceux d'Afrique du Sud,... ils luttent pour la même chose, contre le même ennemi et partout, quand la lutte va suffisamment loin, la même question est posée: que faire ?

Non, nous ne parlons pas des doutes qui se posent à nous, les prolétaires, dans les affrontements quotidiens, dans les différentes phases de luttes... dans ces moments là, il y a plein d'inventivité et d'imagination. La rupture même des limites sectorielles ou de n'importe quelle autre ligne de démarcation que l'ennemi impose à notre classe (à travers diverses organisations social-démocrates, partis, syndicats etc.) agit comme un stimulant pour nous donner de la force, du courage et une direction contre lui. Quand nous parlons de «que faire ?», nous nous référons à comment aller plus loin et imposer nos besoins contre la société bourgeoise et cela, il faut aujourd'hui

plus que jamais l'appeler par son nom: l'indispensable révolution sociale.

Le grand problème est que nous, prolétaires, même lorsque nous nous sentons forts et organisés comme cela s'est passé par exemple en Argentine en 2001-2002 et en Grèce en 2008, nous ne savons pas comment faire la révolution, nous ne savons pas ce qu'elle signifie, nous manquons de direction révolutionnaire et c'est alors qu'apparaissent toutes les déviations (politicistes, gestionnistes...) qui liquident notre perspective.

Il y a à cela plusieurs raisons. La première est que si le prolétariat a effectivement effectué un bon nombre de «révolutions», dans le sens de renverser le pouvoir politique de tel ou tel pays, il n'a pas encore fait la révolution sociale dans le sens où les révolutionnaires l'entendent depuis toujours: destruction des rapports sociaux capitalistes, naissance d'une société sans exploités ni exploités. Ou, dit autrement, même quand dans la rue, les révolutionnaires sont arrivés à s'imposer momentanément, la révolution n'est jamais arrivée à entamer un mouvement clair de destruction du capitalisme, à commencer à organiser la production sociale sans marchandise <sup>5</sup>.



Si nos enfants devaient avoir faim, les vôtres verseront leur sang

5- Etant donné toutes les falsifications existantes sur tout ce qui est décisif, nous rappelons que l'association de producteurs décidant collectivement de ce qu'il est nécessaire de produire pour la société (c'est-à-dire en planifiant), abolissant de la sorte le caractère privé et indépendant de toutes les décisions productives et le caractère marchand de ce qui est produit, n'a jamais été envisagé par les révolutionnaires comme un objectif lointain mais bien comme la première des tâches qu'une révolution doit accomplir, parallèlement à l'expropriation des capitalistes. C'est la social-démocratie, le léninisme, le stalinisme qui, ont au contraire établi un programme exigeant du prolétariat d'accomplir les «tâches démocratiques bourgeoises» (qui ne sont autres que le développement capitaliste des forces productives)... et repoussant ainsi le programme révolutionnaire aux calendes grecques. Tel fut la manière classique de nier le programme de la révolution et de constituer un «socialisme» propre à chaque pays, dans lequel le capitalisme continuait à fonctionner avec l'ensemble de ses catégories.



Nous ne sommes pas indignés... nous en avons plein les couilles.

La seconde raison est due au fait que les prolétaires ne se reconnaissent pas dans ce programme que nous devrions appeler minimum, au sens (révolutionnaire et pas social-démocrate) où la destruction du capitalisme est indispensable pour la vie même, au sens où il s'agit du « minimum vital » pour entamer une nouvelle vie réellement humaine. Même les prolétaires qui luttent dans la rue aujourd'hui et qui rejettent le capitalisme se retrouvent face à un grand vide de perspective et de direction (par la méconnaissance pratique du programme et des tâches révolutionnaires concrètes) à cause des idéologies qui déforment et occultent la révolution, à cause de la rupture organique avec les révolutionnaires du passé, leurs expériences de lutte et la théorie que le mouvement révolutionnaire en a tirée. C'est ainsi au moment où le rapport de forces entre les classes tend à être moins défavorable au prolétariat que nous devons justement résoudre les problèmes réels que nous rencontrons pour nous organiser internationalement et assumer une perspective révolutionnaire unifiée.

#### **FAUSSES SORTIES ET PROGRAMME RÉVOLUTIONNAIRE**

Ainsi, toutes les théories dominantes servent à occulter tant la nécessité de la révolution que la signification et le contenu de celle-ci. Il ne suffit pas « d'être anticapitaliste » ou de se dire « révolutionnaire ». Ce qui manque concrètement c'est d'agir contre le pouvoir d'Etat, de dire comment le capitalisme se détruit, comment on fait la révolution et agir en conséquence.

Les gouvernements qui non seulement se disent socialistes mais prétendent être en train « de construire le socialisme » sont à nouveau de plus en plus nombreux. En réalité, ils appliquent l'une ou l'autre mesure populiste (en augmentant un peu le salaire réel <sup>6</sup>), l'une ou l'autre nationalisation, en font tel ou tel défi à « l'impérialiste » (en se situant de manière invariante du côté de l'impérialisme concurrent) comme Chavez, Ahmadinejad, Correa... et tout continue à fonctionner comme avant. Pour preuve, tôt ou tard éclate dans ces pays un conflit entre le profit du capital

et les êtres humains qui défendent la Terre et leur survie.

Ce n'est pas en étatisant les moyens de production qu'on détruit le capitalisme, ni en faisant en sorte que chacun produise ou fasse ce qu'il veut. Actuellement, un ensemble de théories gestionnistes du capitalisme reviennent à la mode. On parle de changer le monde sans prendre le pouvoir, de communiser la société, d'autogestion généralisée. La question n'est pas dans le nom ou la dénomination du processus de changement social, la question vitale est que sans détruire le pouvoir de la société bourgeoise, il n'y aura aucun changement social, seulement un inéluctable approfondissement de la catastrophe.

La révolution sociale pose inévitablement la question du POUVOIR social, sans quoi il ne peut y avoir de révolution. Sur ce sujet, nous renvoyons le lecteur à notre contribution antérieure intitulée *Pouvoir et Révolution*<sup>7</sup>.

Aujourd'hui, le pouvoir est entre les mains de la bourgeoisie. Quels que soient le gouvernement, le parti, le régime, la

6- Le lecteur ne doit pas oublier que le bon fonctionnement du capitalisme implique une augmentation du salaire réel, c'est-à-dire du « pouvoir d'achat » des prolétaires et que cette augmentation constitue une partie du modèle idéal du capitalisme. Bien évidemment cette reproduction élargie du capital est totalement compatible avec une augmentation du taux d'exploitation (diminution du salaire relatif) et c'est ce qui explique généralement les époques de prospérité dans le capitalisme. Aujourd'hui, tandis qu'une tendance à la baisse du salaire réel se confirme dans la majorité des pays, les gouvernants des pays qui connaissent une augmentation du salaire réel (en partie très peu vérifiable pour la population dans son ensemble) la présentent comme une exception due à leur « socialisme », à leur « bolivarianisme », à leur politique « anti-néolibérale ». Ace sujet, on peut renvoyer en particulier aux discours de ceux qui gouvernent au Venezuela, au Nicaragua, en Iran, en Equateur, en Argentine... et qui prétendent maintenant donner des leçons à leurs pairs des Etats-Unis, de Grèce, d'Espagne, d'Allemagne, d'Italie, du Portugal... en termes de pistes pour sortir de la crise.

7- Dans notre revue Communisme n°56 (octobre 2004).

dictature ou le parlementarisme auxquels on fait référence et quelle que soit la méthode du gouvernement en place, le pouvoir social est entre les mains de la bourgeoisie parce que cela ne dépend pas de qui gouverne, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire.

Par «pouvoir», nous devons comprendre la capacité d'une classe sociale à imposer ce qui est essentiel à son propre être<sup>8</sup>. Le pouvoir de la bourgeoisie consiste à réaliser ce qui lui convient le mieux en fonction du capital, c'est-à-dire à imposer par la force son besoin de valoriser la valeur au meilleur rythme possible (taux de profit), indépendamment du fait que cela soit totalement contraire à l'espèce humaine et, en général, malgré les effets néfastes que cela peut occasionner à tous les êtres vivants. C'est cela que les révolutionnaires appellent la dictature de la bourgeoisie ou si l'on veut, la dictature du profit, du capital.

La révolution consiste à détruire ce pouvoir. Sans la destruction de ce pouvoir, quel que soit le gouvernement ou même dans le cas hypothétique où une région ou un pays serait «sans pouvoir», la dictature de la bourgeoisie s'imposera à travers le marché ou, si l'on veut, comme dictature de la valorisation du capital résultant de la loi de la valeur et de ce «non gouvernement», de cette main invisible ou «anarchie capitaliste» qui garantit ce résultat<sup>9</sup>.

Cela n'a aucun sens de parler de destruction de la valeur et de la marchandise et jusqu'à «communiser», sans la destruction de ce pouvoir, sans que s'impose pratiquement contre le despotisme de la loi de la valeur, le pouvoir des besoins humains. Seuls les besoins humains constitués en puissance sociale, en force sociale organisée peuvent détruire la valeur se valorisant.

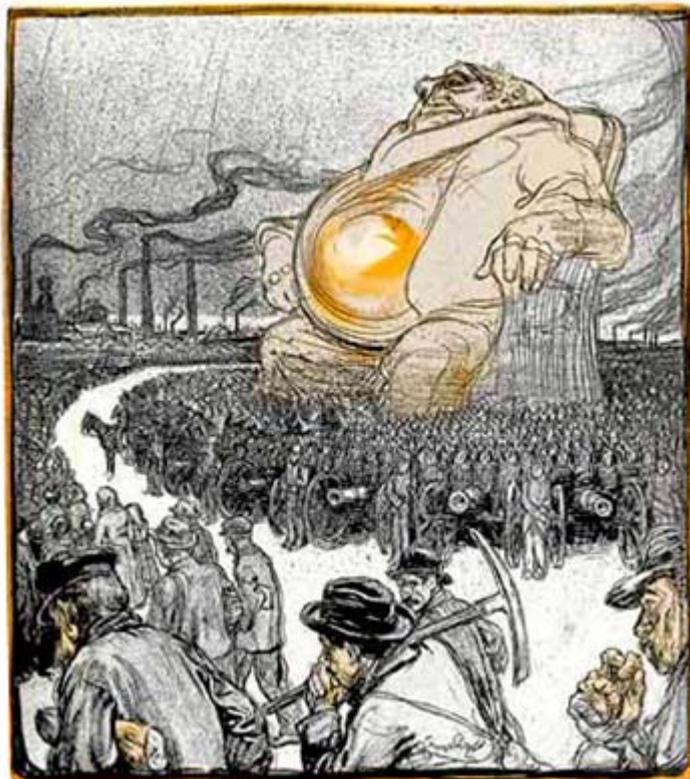
**Voilà la direction révolutionnaire dont nous avons besoin.**

Il ne s'agit a u c u n e m e n t d'une abstraction: ce pouvoir des besoins humains est en développement, il est en train de resurgir dans la rue, de renaître dans chaque lutte prolétarienne, dans chaque opposition radicale à la logique du profit capitaliste. Seul le développement de ce pouvoir pourra détruire le pouvoir de la loi de la valeur.

Voilà la direction révolutionnaire dont nous avons besoin. Ou, autrement dit, il est indispensable de combattre tout courant qui nie cette perspective de révolution sociale, de constitution du prolétariat en force sociale détruisant le pouvoir de l'économie bourgeoise, le pouvoir de la loi de la valeur, le pouvoir de nous affamer.

À BAS  
LA LIBERTÉ CAPITALISTE !

La tyrannie du capital, c'est-à-dire celle du taux de profit, se base justement sur la liberté. La dictature du taux de profit ne peut s'imposer socialement qu'à partir de la liberté de l'individu, la liberté d'acheter et de vendre, la liberté de propriété privée, la liberté de produire ce qu'on veut... la liberté de crever de n'importe quel manque<sup>10</sup>. Et même plus, dictature du taux de profit et liberté individuelle ne peuvent être comprises comme des concepts séparables mais comme les deux faces d'une même forme



**Contre le despotisme de la loi de la valeur**

8- Une fois de plus, nous ne parlons pas de définitions théoriques et académiques mais du pouvoir social réel, capable ses décisions d'imposer à toute la Terre, à toute l'espèce humaine, à toute espèce vivante.

9- L'expression «anarchie capitaliste» fait référence au fait que rien d'humain ne dirige l'économie bourgeoise. La bourgeoisie a toujours fait l'apologie de cette anarchie sous la forme de la «main invisible du marché» censée réguler le bien-être social, tandis que les révolutionnaires l'ont toujours dénoncée comme la cause de la catastrophe. En effet, cette «anarchie du marché» n'est autre que la dictature de la loi de la valeur et donc du capital. Elle est évidemment antagonique à l'anarchie pour laquelle les révolutionnaires ont lutté depuis toujours en tant que but final de la révolution et qui a le même sens que «communisme», à savoir la communauté humaine qui dirige consciemment ses propres rapports et son propre destin, débarrassée des lois et principes «supérieurs» incarnés dans le pouvoir, l'argent, l'Etat et ses armées, dans la domination de classe et patriarcale, dans les religions... qui condensent et manifestent des intérêts opposés aux besoins humains: la propriété privée, le profit.

10- A ce sujet voir notre texte «De la liberté» dans la revue Communisme n°47 (mai 1998).

**La question centrale de la révolution est donc de détruire cette liberté de produire pour un marché, de détruire le caractère privé et indépendant de la production de marchandises**

sociale de production. La clé de la société de la valeur est justement le caractère privé de la production, ou autrement dit, que toute la production soit organisée socialement en faisant abstraction de son but social comme si chacun, en produisant pour lui, produisait pour la société, comme si chacun, avec son libre et égoïste arbitre, à la recherche de son meilleur profit, contribuait au bien-être de la société. Et nous savons très bien à quelle barbarie, à quelle catastrophe conduit depuis son origine cette idéologie de la « main invisible » !

La question centrale de la révolution est donc de détruire cette liberté de produire pour un marché, de détruire le caractère privé et indépendant de la production de marchandises, base de la dictature historique du capital. Cette destruction requiert donc que la production soit directement sociale, que ce soit la société entière qui décide ce que l'on produit et comment, en fonction de l'être humain. Ce résultat n'est possible que si une dictature s'exerce contre la dictature du capital, c'est-à-dire si l'on détruit la production privée et indépendante pour le marché, si l'on détruit l'entreprise même comme entité de décision.

Soyons plus explicites encore: si une entreprise autogérée par ses travailleurs qui se prétend « non capitaliste », libre et autonome, doit également être détruite, c'est justement à cause du caractère privé et indépendant de sa production. Une entreprise n'est pas capitaliste parce qu'elle est dirigée par un patron ou parce qu'elle est constituée en société anonyme

mais parce qu'elle produit de manière indépendante et parce que sa production devient sociale uniquement au travers du marché.

Voilà pourquoi il est aussi réactionnaire qu'utopique d'appeler à l'autogestion ou à la communisation sans imposer la dictature sociale effective contre le capital et sans que la société décide a priori de ce qu'il est nécessaire de produire. C'est ce processus social que les révolutionnaires ont appelé dictature du prolétariat (ou dictature révolutionnaire ou également dictature de l'anarchie), processus par lequel le prolétariat comme force organise socialement ce qu'il produit. C'est seulement si la production est décidée et déterminée par et pour la société dans son ensemble que l'on peut anéantir la liberté de la production privée et indépendante qui est la base de la société marchande. Voilà la clé de l'abolition de la société marchande, du travail salarié et des classes sociales, incluant l'auto-dissolution du prolétariat (et de sa dictature) dans la communauté humaine mondiale.

**POUR CONCRÉTISER**

On ne peut parler de détruire le capitalisme sans détruire son pouvoir. Sans abolir la liberté capitaliste, sans anéantir l'autonomie et l'indépendance des unités de production privées, il est absurde de parler d'une nouvelle société ou de communisation.

Il n'y a pas de demi-teinte, il n'y a pas de demi-mesure. Au cours du processus révolutionnaire, le pouvoir ne peut pas disparaître par magie ou ne plus être entre les mains de personne. Tout alternativisme qui pousse à poser des actes sans détruire le pouvoir du capital ne peut servir qu'au capital.

C'est la même chose pour ce qui concerne toute prétention d'autogestion d'une entreprise ou autre entité productive. Comme cela s'est toujours vérifié avec les collectivisations ou entreprises autogérées, elles se maintiennent d'abord en tant qu'unités autonomes (et l'on y teste un ensemble de critères pour maintenir la tant proclamée autonomie), comme si elles constituaient un autre pouvoir ou une opposition au pouvoir. Dans les faits, elles fonctionnent en étant intégrées au capital au travers du marché et pour cette même raison, elles finissent tou-



jours par servir le pouvoir capitaliste, unique pouvoir qui domine actuellement le monde. Cristina Kirchner remercie aujourd'hui les bastions du gestionisme en Argentine (2001/2003)! Ces modèles d'autonomie et de gestion ouvrière vont jusqu'à se prétendre un exemple pour les pays européens et les Etats-Unis en matière de gestion du capitalisme en crise (ce qui inclut cette récupération politicienne des lieux autogérés et des collectivisations).

Le capitalisme ne peut pas non plus disparaître par la communisation d'espaces, de produits ou de services, d'entreprises ou de « toute la société ». Aucune communisation ne peut s'imposer en tant que société nouvelle si l'on ne détruit pas la loi de la valeur qui se réimpose inévitablement par le fonctionnement même du marché. Toute apologie de la communisation qui ne pose pas la question du pouvoir et de la destruction pratique de l'autonomie des unités productives n'est qu'une forme idéologique de plus du gestionnisme du capital.

La destruction du marché, de la valeur, de la loi de la valeur... doit détruire

socialement le pouvoir social du capital, le pouvoir de l'autonomie décisionnelle. Le véritable programme de la révolution est unitariste, il est cette totalité de pouvoir, de destruction et d'abolition. La nouvelle société ne peut être autre chose que le processus même de cette abolition de la propriété, du profit, de tous les critères capitalistes. Ce qui serait socialement nouveau ne peut être autre chose que la négation de tout cela et c'est pour cela que, ce qu'il y a de plus valable dans ce que les révolutionnaires de toutes les époques nous ont légué, ce sont leurs directives destructrices de la société présente, l'imposition du pouvoir de la révolution contre toute la formation sociale bourgeoise.

Dans le capitalisme, la « politique » et « l'économie » se présentent comme des sphères séparées qui s'équilibreraient mutuellement pour le « bien commun ». En réalité, il s'agit deux aspects de la même domination de classe, de la même réalité capitaliste globale. Dans ses diverses expressions pratiques et théoriques, le programme révolutionnaire met souvent davantage l'accent sur l'un ou l'autre des aspects de cette

société mais il est fondamentalement une totalité car il est la négation de cette société dans sa totalité, au-delà du « politique » et de l'« économique ». Pareille distinction au sein de la société du capital se prolonge évidemment dans les limites mêmes du langage, produit des sociétés de classe et dont héritent à toute époque les révolutionnaires, limites qui rendent difficile l'appréhension de la totalité et de son mouvement. Ce qui est sûr, c'est que toutes les séparations revendiquées comme telles entrent en contradiction avec le développement de la lutte, avec la révolution, qu'il s'agisse d'une « prise de pouvoir politique » d'où devraient ensuite sortir « des réformes économiques » ou encore « de collectivisations et d'autogestion » croyant rendre le pouvoir bourgeois caduque sans l'attaquer frontalement. La révolution est nécessairement dictature du genre humain et de ses besoins pour écraser la dictature capitaliste, dictature du prolétariat pour abolir le travail salarié, l'argent, les classes et l'État, jusqu'à ce que l'humanité entière soit une communauté, soit la communauté.

# Vive la révolution sociale mondiale !

# Crise de la valorisation et mouvement révolutionnaire

Les analyses sur l'état actuel du capitalisme foisonnent. Le *mainstream* économiste bourgeois s'assimile plus que jamais à un messianisme de la « reprise ». Ses clercs s'agitent au milieu du chaos marchand en se livrant à divers rituels ancestraux, les uns « tirant la sonnette d'alarme », les autres « appelant à la raison » ; les plus audacieux pratiquent encore l'oracle, lisant l'avenir dans les cendres des journaux économiques ou dans les entrailles des banquiers ayant fait don de leur anatomie à la science. Tous vivent dans un monde de *phénomènes* économiques : mouvements d'argent, de capitaux et de produits financiers divers, valeurs boursières, taux de change, taux d'intérêts, indices et indicateurs en tous genres, rapports d'experts et bulletins d'agences de notations, comptes d'entreprises et d'États, déclarations officielles en tous genres, ... grande foire aux chiffres où le traficotage et la manipulation sont la règle, de l'aveu même des économistes.

Dans ce monde, chaque « crise » successive doit aussitôt être désignée d'un petit nom et affublée d'un responsable (tel pays, tel secteur, telle politique, tels excès ou dérive...) pour éviter qu'elle apparaisse pour ce qu'elle est, à savoir une

manifestation de la catastrophe qu'est ce mode de production dans sa totalité : ainsi avons-nous vu défiler la crise « alimentaire », la crise « asiatique », la crise « des subprimes », la crise « financière », les « crises de la dette »... tandis que les analystes ont évoqué au fil des années « l'effet tequila » pour le Mexique, « l'effet tango » pour l'Argentine, « l'effet samba » pour l'Amérique latine dans son ensemble, « l'effet vodka » pour la Russie

ou encore le fameux « effet domino ». L'idéologie de la crise est produite au même rythme que les crises elles-mêmes, jusque dans sa version conspirationniste selon laquelle « la crise » serait une pure invention destinée à créer l'actuel climat anxiogène, propice à la domination.

Dans toute idéologie, le vrai côtoie le faux et lui donne sa caution. Nous sommes bombardés de désinformation sous-tendue par ce message : cette so-



ciété de production de marchandises est l'ultime horizon historique pour l'humanité. Tandis que partout, le progrès et la civilisation ne sont que ravages, asservissement et massacres, nous devrions nous sacrifier pour *plus* de progrès, *plus* de civilisation. Hors de celle-ci, l'humanité ne pourrait que retourner à un « état de nature » la condamnant à toutes les régressions, à la pénurie, à la barbarie...

Une chose pourtant nous est sûre : la seule piste de compréhension de ce monde –et de ce qui s'y joue aujourd'hui– est celle qui embrasse la perspective de sa négation totale, qui met en cause les fondements du rapport social capitaliste (valeur, travail, argent...), affirme son caractère historique et éphémère, non seulement à partir de ses contradictions actuelles, mais plus fondamentalement du point de vue de l'opposition millénaire entre la propriété privée et les besoins humains, du point de vue de *la lutte contre ce monde*.

Diverses analyses (certes minoritaires) maintiennent le fil rouge de la critique radicale, dénoncent les mystifications à la mode (la plus courante, qui n'est pas la plus récente pour autant, consistant à vilipender le capital financier pour réhabiliter l'économie dite « réelle »), reprennent les choses à la racine pour montrer à la suite de Marx en quoi la valeur est dans cette société la *forme sociale totale*, en quoi est contenu dans sa dynamique de constituer un désastre effréné pour l'humanité (que les affaires soient prospères ou pas), et en quoi le capital est plus que jamais –et à un niveau jamais atteint– aux prises avec les impasses de sa propre valorisation, de sa propre reproduction. L'extrême difficulté pour la valeur de se valoriser (entendons : au rythme que lui impose sa propre logique aveugle), autrement dit pour le capital de s'accroître, dénote bel et bien une crise systémique, inédite par son ampleur <sup>1</sup>. La frénésie de mobilité des capitaux aux seules fins d'aller



se valoriser instantanément dans toutes les niches possibles sur la planète –et les quitter aussitôt que se présente une meilleure opportunité de taux de profit– paraît presque dérisoire en regard de la proportion incommensurable prise ces dernières décennies par les transactions strictement financières et plus particulièrement par le capital fictif.

Tout cela ne fait que montrer comment, ne trouvant plus assez de possibilité de valorisation dans la production de marchandises, *le capital consomme à crédit son propre futur*, et ce dans une mesure qu'il ne pourra *jamais* rattraper. Concrètement, jetons sur la table une poignée de dollars froissés. Voilà la monnaie qui est au cœur de tous les flux de transactions significatifs depuis qu'elle s'est imposée comme monnaie mondiale en 1944. Pour la première fois dans l'histoire, un signe de valeur (qui en soi n'a aucune valeur) s'est substitué à la valeur « réelle » (du point de vue marchand) de l'or au niveau des transactions internationales. Aujourd'hui cependant, du plus gros au plus modeste investisseur de la planète, plus personne ne se demande si ce dollar vaut encore quelque chose mais combien de temps il va encore fonctionner *comme s'il valait quelque chose*.

Non seulement sa convertibilité en or a été officiellement abandonnée en 1971 mais depuis mars 2006, pendant que la « seconde guerre du golfe » se muait en occupation de longue durée, la quantité de dollars mise en circulation dans le monde est devenue le secret d'un État en guerre permanente, ce qui constitue une décision tout aussi majeure, même si moins commentée. C'est à cette date en effet que la Réserve fédérale américaine a décidé de ne plus rendre public le fameux indice M3, amputant ainsi de toute donnée quantifiable ce qui n'était déjà plus que de la confiance dans du papier et des chiffres. Certes, peu importe pour le bourgeois que la pompe à flux

1- De là à conclure comme ces idéologues de génie que, pour se survivre à elle-même, l'économie marchande devrait « décroître »... Tandis qu'à la fin des années '60, c'est la « droite » du Capital (dont le « Club de Rome ») qui soutenait qu'il n'était pas possible de croître indéfiniment, aujourd'hui cette idée de « décroissance » se présente davantage comme de « gauche ». Il s'agit dans tous les cas d'affaiblir la critique radicale du capital par la contamination idéologique de pseudo-recettes, sans constituer nullement une réelle politique économique alternative pour le capital, pour la simple raison que celui-ci dans son essence ne peut que croître, même si cela le conduit à des contradictions insurmontables.

marchands et financiers mondiaux creuse des gouffres de dette et que les cours boursiers soient un château de cartes traversé de courants d'air, car du profit, c'est du profit, qu'il provienne de la vente de marchandises ou de transactions financières opaques basées sur du capital fictif, les deux étant d'ailleurs inextricablement liés puisque la production (et l'achat) de marchandises reposent elles-mêmes massivement sur la fiction monétaire. La règle, qui n'est évidemment pas affaire de « déficit éthique » ou « démocratique » mais de nécessité capitaliste *élémentaire*, demeure de pomper tout ce qu'il y a moyen de pomper, de sucer le sang de cette société jusqu'à la dernière goutte de son dernier-né.

Toutefois, la perspective que la réalité rattrape la fiction, et en particulier que le dollar se dévalorise brutalement et massivement, cataclysme pour l'économie mondiale qui entraînera dans sa chute beaucoup d'autres monnaies également utilisées dans les transactions internationales, est inéluctable.

A chaque « scandale financier » où toutes les ficelles de l'État sont tirées pour faire renflouer les caisses des banques par le prolétariat, nous enchaînant à de nouvelles dettes et nous étrangeant par les restrictions et la répression qui les accompagnent, cette interdépendance mondiale de tout l'édifice capitaliste ainsi que sa vulnérabilité apparaissent plus clairement. Ajoutons que la Livre Sterling, l'Euro ou le Yen ne sont pas dans un meilleur état, à un degré plus ou moins aigu selon les faillites bancaires, les plans de

sauvetage (grâce auxquels les prêteurs bancaires s'engraissent encore au passage) et la capacité à imposer les attaques qui en découlent contre notre classe. En dépit des maquillages officiels pour ménager les concurrences entre États et juguler les risques aigus d'hyperinflation, l'émission illimitée de monnaie demeure fondamentalement la seule recette, comme s'il était durablement possible d'éteindre avec du papier l'incendie social que ce système ne cesse d'allumer.

Au-delà des phénomènes strictement politiques et monétaires couramment évoqués (rapports entre pays et entre « puissances » impérialistes concurrentes), l'hégémonie mondiale du dollar repose sur un développement économique et militaire singulier qui « s'incarne » dans les USA, dont les intérêts impérialistes particuliers coïncident avec l'intérêt global du capital. Que le pays d'émission de la monnaie mondiale soit aujourd'hui le plus endetté du monde, virtuellement en faillite totale et abyssale,

n'est paradoxal qu'en apparence, c'est-à-dire si l'on oublie le rôle central du crédit et de l'endettement dans toute la dynamique historique du capital, depuis ses origines, si l'on perd de vue que le capital trouve plus que jamais dans la fiction une pseudo-solution à sa propre réalité. En l'occurrence, c'est justement par l'endettement généralisé (de l'État, des banques, des entreprises...), par l'émission effrénée de dollar et par un keynésianisme de guerre plus que jamais d'application (soutien étatique massif de l'industrie de l'armement, financement des bases et opérations militaires...) que les États-Unis se maintiennent comme « locomotive de la croissance » mondiale et comme État-gendarme mondial. Pour toutes ces raisons, rien n'est moins évident pour le capital que d'envisager une solution de rechange dans la perspective de la dévaluation massive du dollar.

On sait que le réseau des bases américaines quadrille les continents et océans. L'armée officielle des États-Unis

et les coalitions internationales se répartissent le boulot avec les sociétés militaires privées, épaulées par les services secrets, les conseillers militaires et autres instructeurs en torture... constituant une force de frappe engagée en permanence dans diverses opérations pour ses propres intérêts impérialistes mais aussi plus globalement contre toute insurrection que les polices et armées locales ne sont pas à même de juguler, fussent-elles déjà soutenues, financées, équipées, coachées par les États-Unis ou par un État-gendarme



« satellite » tel qu'Israël, l'Angleterre, la France,... En dépit des revers que le Pentagone subit dans son exercice du terrorisme étatique mondial, en dépit des déconvenues notoires de l'US Army dans sa mission d'imposer la paix sociale et la bonne marche des affaires, les Etats-Unis demeurent le principal bras armé du capital. Le dollar intervient à la fois comme monnaie mondiale dont la crédibilité dépend de sa capacité à être défendu militairement, et comme moyen de financement de cet appareil militaire, par la sollicitation de la « planche à billet » (image d'ailleurs un peu désuète, vu la dématérialisation massive de la création monétaire), de façon illimitée et *sans la moindre contrepartie*. Par la force et par la « raison », le maintien de l'ordre social capitaliste engage ainsi à maintenir un *statu quo* international de « confiance » en faveur du dollar.

Pour en revenir aux perspectives qui s'offriraient encore au capital, non seulement la plus improbable « relance de la croissance » resterait totalement insignifiante mais il est tout autant invraisemblable qu'elle puisse se produire sur une autre base que l'endettement et la fiction actuels, ce qui ne ferait que regonfler des bulles prêtes à éclater tôt ou tard sur une plus grande échelle. Il n'est évidemment pas exclu que le capital connaisse un nouveau sursaut massif de destruction, autrement dit une bonne guerre, cette vieille recette pour relancer des cycles de valorisation, gloire immortelle de nos aïeux en prime. De plus, la guerre bourgeoise, impérialiste, demeure ce qu'on a fait de mieux pour écraser la guerre sociale (à moins que cela ne la réveille comme cela s'est déjà produit, et là c'est quitte ou double). Deux bémols sont pourtant à appliquer à ce primesautier élan d'enthousiasme guerrier : on peut d'abord mettre en doute la capacité du capital à mobiliser le prolétariat aussi massivement que nécessaire dans un conflit mondial qui devrait être sans commune mesure avec tous ceux

qui l'ont précédé afin de répondre aux nécessités présentes de destruction de travail mort (infrastructures, stocks...) et de travail vivant (prolétaires excédentaires). Ensuite, il ne faut pas perdre de vue que depuis ses débuts, le capital ne peut jamais remettre les compteurs à zéro, ne peut jamais se relancer dans un cycle de valorisation que sur la base du niveau de productivité historiquement atteint. Or, si l'augmentation de la productivité est une quête incessante pour les capitalistes particuliers dans leur concurrence permanente et acharnée, par contre, au niveau du taux de profit moyen, la productivité est une calamité : elle fait baisser le profit par unité produite et implique donc de produire toujours

plus de marchandises, condamnées à se dévaloriser sur un marché saturé. Cette hypothétique « relance » ne fera aussi que poursuivre à une échelle supérieure les ravages de l'épuisement de la terre (sol, eau, air...) avec tout ce que cela entraîne de dégradation de nos conditions de survie et de guerre permanente menée à coups de massacres contre notre classe pour l'appropriation de la terre.

Certaines des critiques radicales auxquelles nous faisons allusion plus haut en tirent diversement que la crise ultime du capital s'accomplirait inexorablement sous nos yeux, que la valorisation du capital serait depuis longtemps éteinte, que le travail ne serait maintenu que comme rapport social de domestication



**La seule issue humaine est la lutte révolutionnaire du prolétariat pour l'abolition de la société marchande, de la société de classe**

et de coercition, qu'enfin l'histoire n'attendrait que le moment où la conscience collective rattrapera cet état de fait. A la faveur d'une dévalorisation d'une telle ampleur que l'argent perdrait *de facto* toute fonction, nous n'aurions d'autre choix que de réorganiser la vie sur de nouvelles bases. En somme, ce n'est qu'au terme du processus *objectif* d'accomplissement des contradictions du capital que nous pourrions nous affirmer comme sujets de notre émancipation. Dans ce type de conception ici très rapidement brossée, nous décelons une tendance à la négation du sujet révolutionnaire et de la révolution elle-même. La mystification la plus répandue parmi les critiques de « la lutte des classes » (qui considèrent que l'opposition de classe est interne au capitalisme, non porteuse de son dépassement) consiste à partir systématiquement de la conception social-démocrate des classes et du dit « mouvement ouvrier », en particulier dans sa version marxiste-léniniste (apologie du progrès capitaliste, du travail comme identité du prolétariat et du prolétariat comme représentant du travail dans cette société, pour la défense de cette société). Nous publions dans la présente revue la première partie de notre critique systématique du léninisme, comme idéologie globale contre la révolution, bien au-delà de l'individu « Lénine » et des États qui s'en sont réclamés.

Contre cette conception, nous sommes de ceux qui affirment que le mouvement communiste émerge sans cesse *au sein* de la société capitaliste dont il est « le négatif à l'œuvre », comme il l'a été à

travers toutes les sociétés de classe, depuis sa forme d'antithèse simple, à savoir la résistance de la

communauté originaire contre l'asservissement, le progrès, la civilisation, jusqu'à la lutte actuelle de notre classe <sup>2</sup>. Nous soutenons également le point de vue de classe selon lequel le capitalisme, même en proie aux cataclysmes de sa propre dévalorisation, ne cédera pas un pouce de sa domination hors de la lutte du prolétariat contre cette domination.

De la même manière que l'affirmation du prolétariat liquide la concurrence et la guerre au même rythme que se développe sa lutte, l'affirmation de la putréfaction de la société impose toutes ses déterminations essentielles au prolétariat en poussant à la concurrence, à tout type de guerre dans laquelle les prolétaires s'entretuent en défendant les intérêts de diverses forces bourgeoises et par là l'intérêt de la bourgeoisie dans son ensemble, à savoir la liquidation de la révolution.

Le capital sera sans doute amené –plus qu'il ne l'a fait jusqu'à présent– à se désintéresser de zones entières pour des raisons de valorisation et à se rabattre sur des pôles préservés offrant de meilleures garanties en terme de paix sociale. Mais dans ces zones sinistrées comme partout, si la lutte émancipatrice du prolétariat ne se développe pas, rien ne s'oppose au modèle de gestion dominant avec ses habituelles guerres et conflits de diverses intensités où chaque prolétaire devient la chair à canon de l'autre, le degré de violence quotidienne se trouvant encore exacerbé par la mise en circulation délibérée de drogues toujours plus frelatées et neurotoxiques. Et chaque fois que l'État craint l'extension d'un mouvement de lutte, il tente de l'isoler avant d'intervenir avec toute

sa brutalité débridée contre hommes, femmes et enfants sous des prétextes que sa machine de guerre médiatique mondiale s'emploie depuis longtemps à imposer comme légitimes à savoir « la lutte contre le terrorisme » et « contre le trafic de drogue ».

L'exemple du Mexique est aujourd'hui sinistrement éloquent. Toute la société se trouve submergée dans un niveau ahurissant de violence sociale généralisée, érigée en véritable mode de gouvernement sous le couvert d'une « guerre au narcotrafic » ayant déjà causé plus de 50000 morts et 12000 disparus, sans que ces morts et disparus n'occupent dans les dépêches des agences de presse la place qu'y occupent les morts et disparus causés par les régimes mis en cause par les propriétaires de ces agences, à savoir les États-Unis et ses succursales en Europe. La décomposition sociale et communautaire sous le coup brutal des politiques économiques successives (et en premier chef l'accord de libre-échange ALENA) va de pair avec la répression et la militarisation de toute la vie sociale, avec le concours direct de l'armée des États-Unis.

Au centre de cette violence se déploie la concurrence acharnée entre les cartels de la drogue des États-Unis et du Mexique dans lesquels sont impliqués les hautes sphères des deux États, avec l'action permanente de tous types d'agences officielles (comme la CIA) et d'armées de mercenaires, auxquels s'ajoute encore la violence des diverses mafias qui rackettent la migration vers les États-Unis. De tout cela résulte une série ininterrompue de massacres en tous genres perpétrés par les différentes milices des cartels, les diverses forces paramilitaires, les forces de police et l'armée (mexicaine et/ou étasunienne). Des transferts s'opèrent en permanence entre ces différents corps, y compris la transmission de pratiques de répression et de contre-insurrection. De fait, l'État

---

2- A ce propos voir notre contribution « *Pro-létaire, moi ? Contribution à la définition du prolétariat* » dans *Communisme* n°62 (décembre 2010).

**Rien n'a fondamentalement changé sous le capital.**

commet beaucoup de massacres, sur la base de cette confusion répressive permanente, contre les prolétaires qui luttent pour la Terre, qui résistent à la destruction de la nature, de même contre des manifestations de femmes ouvrières ou de groupes d'étudiants.<sup>3</sup>

En définitive, tout ce que l'on peut craindre du capital dans les pires scénarios existe déjà, à différents endroits du globe, à divers degrés... et il faut justement une écœurante propagande permanente pour masquer, tronquer, travestir, assurer qu'il s'agit de quelques situations dramatiques particulières n'ayant surtout aucun rapport avec les fondements mêmes de ce système et que la « communauté internationale » (toujours représentées par l'élite des marchands d'armes mondiaux) s'emploie à résoudre de son mieux, c'est-à-dire à coups de massacres « humanitaires ». Et bien sûr, chaque nouvelle guerre, chaque niveau supérieur de brutalité voit ses partisans, politiciens, journalistes ou philosophes et autres pacificateurs s'employer à repeindre la façade étatique à grands coups de *mea culpa* sur les excès et fourvoiements des guerres précédentes.

Nous sommes donc de celles et ceux qui affirment que *rien n'a fondamentalement changé* sous le capital si ce n'est en pire, que la catastrophe du capital n'est pas seulement son futur mais déjà son présent, que la seule issue humaine est la lutte révolutionnaire du prolétariat pour l'abolition de la société marchande, de la société de classe. S'il est un trait inédit de l'époque qui est la nôtre, c'est que face à la catastrophe actuelle du capital et malgré que se développent de toutes parts un grand nombre de luttes et de résistances prolétariennes, le mouvement révolutionnaire se trouve dans un état de désorganisation et d'inconscience de classe qu'il n'a jamais connu. Comme nous l'affirmons au début de cette revue, ce n'est pas l'activité qui manque mais l'affirmation de la perspective et de la

nécessité de s'organiser en fonction de cette perspective. Partout domine l'individu, défini par son « autonomie » (qui est en fait son existence comme atome de cette société) et se liant à d'autres individus par des « pactes » circonstanciels<sup>4</sup>.

Sans aucun doute se vérifie la thèse toujours valable de notre parti historique: « *jamais la marchandise ne pourra désaffamer le monde* », ainsi que nous le rappelions en 2008 dans le premier de nos textes consacrés à « *Catastrophe capitaliste et révoltes prolétariennes* » (*Communisme* n°60, novembre 2008). Dans ces matériaux, nous avons affirmé divers éléments qui constituent l'abc de la compréhension que nous en avons et en particulier le fait que ce n'est pas en soi le degré de misère qui provoque les révoltes prolétariennes mais la dégradation brutale des conditions de survie. Nous avons mis en évidence que ces révoltes trouvent leur origine dans la propriété privée, dans l'approfondissement exacerbé de la séparation de l'être humain d'avec la terre. De plus en plus d'être humains se trouvent privés de terre, d'eau (par assèchement dû aux pompes industriels, privatisation de l'accès ou contamination) et de toute possibilité de cultiver quoi que ce soit. La conséquence la plus immédiate en est le manque du plus élémentaire et que tous les produits alimentaires de base renchérisent.

Pour expliquer cette augmentation massive du prix des produits basiques de l'alimentation humaine, les médias officiels évoquent généralement trois causes principales: des raisons météorologiques, la surpopulation humaine et la spéculation. Si la météo peut expliquer une hausse ponctuelle, elle ne peut expliquer la tendance générale à la hausse qui se produit au niveau mondial et se confirme justement par la fréquence croissante des hausses imputées à tort

**Ce n'est pas le ciel, la terre ou notre nombre qui nous affament, ce ne sont pas même les seuls spéculateurs, c'est la marchandise elle-même !**

aux seules conditions météorologiques. De plus, celles-ci relèvent de moins en moins d'une question naturelle ou conjoncturelle. La fréquence et l'ampleur des « catastrophes météorologiques » sont liées au fameux réchauffement climatique causé par les choix énergétiques dictés par le taux de profit du capital et sont aggravées, en termes d'effets sur la population et les récoltes, par un ensemble de pratiques bien capitalistes et les dégâts qu'elles causent: le mésusage du sol, la déforestation et l'érosion irrémédiable qui en résulte, la destruction des espèces, la contamination des semences par les OGM, le manque d'entretien des forêts qui favorise les incendies en cas de sécheresse, la contamination des rivières et des nappes phréatiques (surpompées au détriment de l'approvisionnement des populations),...

Nous n'insisterons pas ici, parce que nous l'avons déjà fait trop souvent, sur la réponse à opposer au néo-malthusianisme (voir l'encadré « *la question démographique* » dans *Communisme* n°60), mais il nous paraît important de rappeler ce n'est pas parce que ces matières premières font l'objet de spéculation qu'elles augmentent de prix, c'est au contraire parce qu'elles connaissent des variations à la hausse qu'elle font

3- Voir l'article d'Alèssi Dell'Umbria, « *Mexique: la paranoïa et la terreur comme paradigmes de gouvernement* » (2011).

4- A ce propos, voir dans *Communisme* n°60 (novembre 2008), « *Destruction du prolétariat et idéologie* » (p.3 et suivantes) et, déjà cité, « *Prolétaire, moi ? Contribution à la définition du prolétariat* » dans *Communisme* n°62 (décembre 2010).

l'objet de spéculation (ce qui augmente évidemment les écarts). Il ne viendrait à l'idée de personne de spéculer sur un stock dernier cri de la télécommunication portable parce que ce sont des domaines où l'augmentation de la productivité provoque la baisse de valeur par unité produite, au même rythme que l'obsolescence frénétique de toute cette production (tendances globales de la production capitaliste). Chaque nouvelle découverte dans ce domaine dévalorise les marchandises existantes à une vitesse incomparablement supérieure à celle qui prévaut dans le secteur des produits alimentaires.

En effet, le rythme de croissance de la productivité agro-alimentaire atteint des limites, après avoir explosé au cours de dernier siècle en jouant sur tous les tableaux pour maximiser le profit: organisation des surfaces de culture, « progrès » technologiques et mécanisation, engrais chimiques, offensive phytosanitaire et ingénierie génétique, uniformisation et standardisation des variétés cultivées par la réduction drastique de leur nombre (processus toujours en cours dans le monde à coups de lois et de coercition),... et c'est à présent la disponibilité et la fécondité de la terre elle-même qui atteint des li-

mites, par son épuisement, sa pollution, sa désertification, sa mobilisation pour d'autres sources de profit. Quant à la perte substantielle de toute qualité des produits jusqu'à les rendre à proprement parler toxiques, elle a été déterminante pour l'augmentation du taux d'exploitation général au cours des dernières décennies. L'exemple du poulet est tellement clair qu'il vaut la peine que nous y arrêtions: il contient évidemment aujourd'hui nettement moins de travail humain que celui que mangeaient nos ancêtres (ce qui est présenté comme un progrès) et dans le même temps, ce monstre appelé « poulet » est toujours plus nocif. Si nous tentons de comparer les rythmes de dévalorisation unitaires respectifs, nous voyons tous qu'un ordinateur neuf vaut chaque fois moins d'équivalent en nourriture. Pour donner une idée quantitative, sans prétendre à aucune exactitude, si un ordinateur personnel d'il y a 20 ans (et qui ne vaut plus un seul dollar) équivalait à 1000 repas, à présent, un ordinateur équivalent ne vaut guère plus que 50 repas. Quand les premiers téléphones mobiles ont été mis sur le marché, on mangeait mal pendant plus d'un mois pour s'en payer un tandis qu'aujourd'hui, un modèle de base ne vaut pas plus que quelques repas, quand il n'est pas simplement offert contre un abonnement.

Dès la moitié de cette année 2012 s'est amorcée une nouvelle hausse des prix des produits de première nécessité. Réaffirmons avec force que ce n'est pas le ciel, la terre ou notre nombre qui nous affament, ce ne sont pas même les seuls spéculateurs, c'est la marchandise elle-même !

Non content d'être trop nombreux, nous sommes aussi trop gourmands, dépensiers, imprévoyants, et il n'est que juste qu'on vienne nous présenter l'addition de toutes ces années insouciantes où nous avons vécu « au-dessus de nos moyens » (sic). Par la magie des jeux comptables, des déficits privés que l'on nous fait payer d'un côté devienne des déficits publics que l'on nous refait payer de l'autre, avec intérêts cumulés et effet boule de neige dans la gueule. Et si les États ne parviennent à emprunter sur les marchés qu'à des taux usuraires, c'est encore de notre faute, notre insubordination ayant fait chuter la confiance. On remarquera au passage qu'afin d'assurer l'adéquation des politiques gouvernementales à la pérennité du taux de profit, la collusion et la mobilité de personnel entre les plus hautes fonctions bancaires et étatiques s'accroît encore en ces temps troublés.

Tandis que Sisyphe poussait sa pierre sur une pente pour la voir dévaler de l'autre côté et recommençait, voici qu'on nous pousse au bord du gouffre du crédit sans fond, nous menaçant de nous y précipiter si nous ne le rebouchons pas (et beaucoup y périssent d'ailleurs, du travail et de privation, des balles de l'État et ses milices ou dans ses geôles, de guerre ou de misère...) sous la bienveillance de miradors et caméras de surveillance, en creusant pour ce faire... un autre trou. Et ainsi de suite, de génération en génération. A l'heure des « assainissements budgétaires » et autres « politiques d'austérité » qu'ils nous servent avec leurs belles gueules d'apôtres, réaffirmons avec force : « *Ce n'est pas notre dette !* »



**Refusons tout sacrifice !  
Détruisons la société marchande !**

# Le léninisme contre la révolution

## Première partie :

### Social-démocratie, léninisme, stalinisme.

#### LA CONTRE-RÉVOLUTION

La Russie et l'URSS n'ont jamais été socialistes. Jamais la politique des « partis communistes » de quelque pays que ce soit n'a été révolutionnaire. Bien au contraire, L'URSS a été un grand camp de travail et d'accumulation capitaliste, un camp de concentration dont les premiers occupants furent les véritables révolutionnaires <sup>1</sup>. Au nom de nombreux changements tactiques, les « partis communistes » du monde entier se sont toujours opposés à la lutte prolétarienne pour la révolution et, lorsqu'ils ne pouvaient la dévier et la liquider idéologiquement, ils n'hésitèrent pas à par-

ticiper activement aux corps de choc de la contre-révolution, usant systématiquement de la torture et de la disparition de personnes pour affronter ceux qui luttaient pour la révolution <sup>2</sup>.

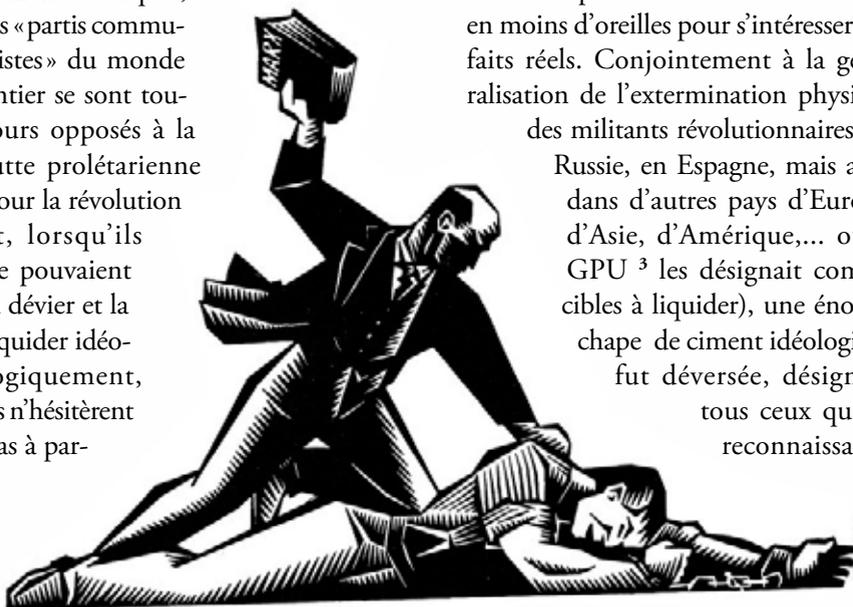
Pendant des décennies, les révolutionnaires de différentes latitudes ont dénoncé le mythe du socialisme russe et des partis dirigés par Moscou pour ce qu'ils étaient réellement : des forces de la contre-révolution internationale. Mais la contre-révolution continuait à s'affirmer et il y eut de moins en moins de révolutionnaires pour crier la vérité et de moins en moins d'oreilles pour s'intéresser aux faits réels. Conjointement à la généralisation de l'extermination physique des militants révolutionnaires (en Russie, en Espagne, mais aussi dans d'autres pays d'Europe, d'Asie, d'Amérique,... où la GPU <sup>3</sup> les désignait comme cibles à liquider), une énorme chape de ciment idéologique fut déversée, désignant tous ceux qui ne reconnaissaient

---

1- A l'époque où l'on proclamait la théorie du socialisme en un seul pays circulait parmi les militants une horrible blague : « *Oui, il existe bel et bien un pays socialiste, le pays constitué des camps de concentration dans lequel tout ce qui est enfermé est socialiste et communiste* ».

2- Beaucoup, y compris de nombreux groupes se prétendant révolutionnaires, considèrent qu'en Argentine et dans différents pays du Cône Sud, la disparition systématique de militants révolutionnaires est un fait original, inédit et fruit de la méchanceté propre aux militaires de ces pays. Cela révèle une ignorance et/ou une occultation totale de l'histoire de la lutte des classes : sans nous avancer sur une date d'origine, nous pouvons dire avec certitude que la disparition physique de personnes comme centre du terrorisme d'Etat doit remonter à l'apparition même de ce dernier. Et nous pouvons affirmer que, tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle, elle fut pratiquée de façon systématique, que le stalinisme s'imposa et se consolida par l'application systématique de cette méthode, non seulement en Russie et les autres républiques soviétiques mais contre les militants considérés dissidents dans tous les pays du monde. L'invitation de dissidents à Moscou contenait toujours la possibilité qu'ils y disparaissent et aujourd'hui encore, les disparus n'ont pas été recensés. Et il en va de même pour les militants que les agents staliniens et le parti « communiste » de ce pays ont torturés et fait disparaître en Espagne entre 1936 et 1939.

3- La Guépéou ou GPU est une institution policière soviétique constituée en février 1922 en remplacement de la Tcheka et rattachée au NKVD (Commissariat du peuple aux Affaires intérieures).



**La Russie et l'URSS n'ont jamais été socialistes. Jamais la politique des «partis communistes» de quelque pays que ce soit n'a été révolutionnaire.**

pas les «succès du socialisme» comme des agents de l'impérialisme. Les épurations gigantesques qui commencèrent dès 1918 et qui s'intensifièrent dans les années 1920 et 1930 furent décisives pour liquider les révolutionnaires et la révolution elle-même comme perspective prolétarienne réelle. Il faut signaler que cette version du communisme convenait non seulement à ceux qui l'avaient créée, aux marxistes-léninistes de Moscou ou d'ailleurs, mais également au reste de la bourgeoisie mondiale qui se réjouissait que ce fut cela «le communisme», «le socialisme» dont ils avaient eu si peur mais qui, finalement, ressemblait beaucoup à une grande usine et qui se révélait bien habile à discipliner le travail de millions d'êtres humains. C'est que, dans ce «communisme» on ne remettait en question ni la marchandise, ni le travail, ni l'Etat! Marx était dépassé!

Mis à part la rivalité interimpérialiste pour la répartition du monde et leur influence sur les masses, la bourgeoisie mondiale se réjouissait de constater que les «communistes» n'étaient plus les dangereux révolutionnaires qui organisaient des grèves internationales, qui voulaient abolir l'argent et l'Etat mais qu'ils étaient devenus des collaborateurs rationnels, démocrates, progressistes, possibilistes <sup>4</sup>, syndicalistes, collègues parlementaires,... avec qui on pouvait non seulement s'entendre sur les différents aspects du progrès social, mais qu'on pouvait également consul-

ter afin de décider ensemble des différentes politiques de gestion (et de répression!) de la force de travail.

C'est précisément grâce à cette confusion et à cette identification systématique du socialisme avec l'URSS, du «communisme» avec la politique contre-révolutionnaire des partis qui portaient ce nom et avec les différents fronts uniques, unis, populaires et anti-impérialiste qu'ils formaient avec d'autres forces social-démocrates («socialistes», «libertaires», progressistes,...), que la contre-révolution s'est perpétuée, s'est développée en s'étendant, et que le désenchantement des grandes masses prolétariennes vis-à-vis du «communisme» s'est accru. La défense du programme communiste, comme pratique et comme conscience agissante, a subi une persécution digne des Inquisitions et fut réduite à sa plus petite expression semi secrète, comme dans les premières années sectaires du

mouvement communiste. Tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle, la contre-révolution a maintenu son hégémonie totalitariste, l'histoire a été réécrite par ceux qui avaient gagné. Grâce aux efforts déployés à la tête de l'Etat en URSS de même que par les «intellectuels organiques» du capitalisme international, le «socialisme réel», négation absolue du socialisme tout court (sans capital, sans marchandise, sans Etat,...) devint la vérité absolue, l'unique alternative «réelle» au «capitalisme». La manœuvre consistant à faire passer pour «réel» ce que disaient les hommes de l'Etat Russe à propos de leur propre monde (qui, évidemment, concordait avec les intérêts de la bourgeoisie mondiale) fut une opération publicitaire de grande envergure et un succès total. Cela devint l'explication matérialiste, réaliste, au point que le terme «socialisme réel» fut digéré par un grand nombre de ceux qui le critiquaient et qui allèrent jusqu'à adopter cette dénomination absurde. Les professeurs d'Economie Politique



Yalta, 1945: Churchill, Roosevelt et Staline

4- Possibilisme est le nom donné au socialisme réformiste de Paul Brousse dans les années 1880-1900. On parlait aussi de «broussisme». Il s'agissait de fractionner le but final en plusieurs étapes pour le rendre possible.

**L'URSS a été un grand camp de travail et d'accumulation capitaliste, un camp de concentration dont les premiers occupants furent les véritables révolutionnaires. Le socialisme, le communisme, comme société où n'existe ni la marchandise, ni l'argent, ni l'exploitation de l'homme par l'homme... fut, depuis lors, réduit au rang d'« utopie ».**

Marxiste –sic–, fabricants d'idéologies, particulièrement dans les pays d'Europe de l'Est, récitaient: « *oui, c'est vrai, Marx avait dit que sous le socialisme il n'y aurait ni argent, ni marchandise, ni travail salarié ... mais maintenant que le socialisme existe, nous voyons qu'il s'est trompé, que « réellement » tout cela continue d'exister et existera jusqu'au communisme* ». Ce qui n'était rien d'autre qu'un cercle vicieux s'est transformé en explication scientifique par excellence! Telle était la « réalité » du socialisme pour la politique économique et pour la science dans le monde entier! Cela faisait longtemps que Marx avait dénoncé les hommes de science parce qu'ils cherchent à exposer non pas la vérité mais ce qui fait plaisir à la police! Le terrorisme d'Etat a été perfectionné par la vague de disqualification généralisée de tous ceux qui disaient que ce n'était pas du socialisme, ou qui pensaient simplement que l'humanité avait des intérêts antagoniques, non pas à tel ou tel pays mais à la société marchande dans son ensemble. Le réalisme d'Etat enferma l'humanité dans sa logique: *Si vous n'êtes pas d'accord avec le socialisme qui existe réellement en Russie, avec celui de quel autre pays êtes-vous d'accord?* La lutte révolutionnaire qui ne partait pas de la « réalité socialiste » fut ainsi reléguée au rang d'utopie.

Mais d'où vient cette « Réalité »? Pas du fait que Staline, avant de devenir ce qu'il fut, ait été un bon enfant de chœur... à moins que cet épisode de sa vie, qui semble anecdotique et sans importance, ait eu malgré tout une certaine

influence puisque, dans l'ensemble de l'idéologie dogmatique développée par l'Etat stalinien, il y a des empreintes ecclésiastiques<sup>5</sup>. Cela vient du fait que, sous le capitalisme, l'idéologie dominante dans sa totalité est d'origine judéo-chrétienne (ou pour être plus exact, judéo-christiano-musulmane). Même les termes qui semblent les plus authentiques sont de purs produits idéologiques et plus particulièrement de la conception religieuse monothéiste. Ainsi, et contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce concept de « réalité » ne trouve pas sa source dans la vie et les relations sociales d'un quelconque pays mais est au contraire un terme de culte créé par des théologiens. De la même façon, le « socialisme réel » n'est pas né de la société mais des idées, de la foi. Comme le dit Augustín García Calvo, « *le nom « réalité » ne vient pas de la langue courante, c'est un nom qui vient des écoles, des théologiens qui inventèrent ce terme pour l'appliquer à Dieu, qui naturellement devait être la Réalité des Réalités. Ce qui se passe, c'est que par la suite, ce nom qui vient des écoles a eu un tel succès qu'il y a maintenant partout un grand nombre de gens qui déclarent que telle ou telle chose est Réelle, que Réellement il se passe ceci ou cela, que la Réalité est ainsi, mon fils, et autres déclarations de ce genre* ». <sup>6</sup> « ... la Réalité est constituée des Idées qui sont en même temps des croyances. Il ne faut pas faire de distinction entre Idées et Foi. Idées et Foi reviennent au même ». <sup>7</sup> Comme pour Dieu, la Réalité stalinienne ne part pas de ce qui se passe réellement mais d'un ensemble d'idées dominantes entérinées par toute la classe dominante et sa foi profonde dans le fait que le monde ne peut être qu'ainsi.

Le socialisme, le communisme, comme société où n'existe ni la marchandise,

ni l'argent, ni l'exploitation de l'homme par l'homme... fut, depuis lors, réduit au rang d'« utopie ». Ceux qui défendaient une société sans marchandise et sans Etat ne manquèrent pas mais au nom de... l'Utopie. Ils construisirent de la sorte une revendication de l'utopie qui, dans les faits, acceptait le mythe qui identifie le socialisme « réel » à ces gigantesques camps de travail et de concentration autoproclamés « pays socialistes ». Des groupes qui se disaient anarchistes qui ont très confusément critiqué certains aspects du stalinisme <sup>8</sup> (quand ils ne s'en sont pas rendus entièrement complices, comme la CNT espagnole dans les années 1930 qui alla jusqu'à faire l'apologie de l'URSS et de Staline lui-même), acceptaient dans les faits le mythe des pays socialistes, les désignant comme tels et qualifiant de « communistes » les partis qui avaient

---

5- Par exemple, la conception même du parti léniniste parfait, expression du dogme révélé et nécessairement infaillible vient également de là. En effet, la conception du parti de la social-démocratie qui veut que le parti ne dérive pas du prolétariat et de sa lutte mais de la science et de la civilisation (point de vue commun à Kautsky, Lénine, Staline, ...) est fondamentalement religieuse. Nous le démontrerons dans la seconde partie de ce texte que nous publierons ultérieurement.

6- Interview de Augustín García Calvo publiée par la CNT espagnol numéro 324, Juin 2006.

7- Augustín García Calvo, idem.

8- Tandis que les gauches communistes, dans leur processus de constitution et de rupture avec les « partis communistes » officiels, ont toujours critiqué les bases économiques de la société stalinienne et dénoncé son caractère capitaliste, la majorité des groupes autoproclamés anarchistes n'ont jamais critiqué les bases économiques de cette société, se contentant, comme d'autres fractions de la social-démocratie (y compris le trotskisme) d'en faire une critique superficielle et politique. Cette critique comme celle effectuée, par exemple, par Arthur Lehning dans « *Marxisme et anarchisme dans la Révolution Russe* », se limite à critiquer « la dictature » léniniste, stalinienne, le manque de démocratie et l'absence des droits de l'homme, etc. Cette critique « anarchiste » et/ou « socialiste » accepte comme communiste ce qui est en réalité le capitalisme.

massacré les communistes partout dans le monde. Aujourd'hui encore, parmi ceux qui se déclarent anarchistes, nombreux sont ceux qui ont renoncé à s'appeler communistes ou anarcho-communistes comme ils le faisaient dans le passé, et ils n'ont pas honte de considérer comme « communistes » les partis de l'Etat et du « socialisme réel », les bourreaux et les contre-révolutionnaires. Ils contribuent de la sorte au plus grand mensonge bourgeois du XX<sup>ème</sup> siècle, toujours d'actualité: le communisme serait un grand camp de concentration. Ceux qui, au nom de l'anarchie agissent de la sorte, trahissent non seulement des générations et des générations d'anarchistes communistes et se situent clairement contre le prolétariat, du côté de tous les Etats de la planète, du côté de l'Etat mondial, de sa nécessité à dénigrer le communisme.

La construction idéologique stalinienne proprement dite basée sur de prétendues étapes et distinctions entre socialisme et communisme fut d'une importance très secondaire dans ce maillage médiatique. La monopolisation des moyens de fabrication de l'opinion publique et l'action de la police politique stalinienne qui réprimait les vrais révolutionnaires et les vrais communistes dans le monde entier ont eu une importance autrement plus grande que les stupides

explications « pour marxistes » sur la nécessaire distinction à faire entre le socialisme, où subsiste argent, marchandise et travail salarié, et le communisme, où tout cela n'existe plus.

Et, comme si cela ne suffisait pas, au milieu des années 1960, la crise de l'accumulation capitaliste en Russie a commencé à contraindre les fractions bourgeoises à remettre en question sans hésitation tout ce que le marxisme-léninisme avait codifié, à tenter une autre opération médiatique. Et donc, en pleine crise économique et politique de la bourgeoisie russe, alors que les contradictions internes à la classe dominante s'exprimaient au travers des demandes de réformes et d'autonomie financière des entreprises, le PC de l'URSS déclare sans vergogne que le socialisme est dépassé et que l'on entre en plein communisme... mais évidemment, avec la société marchande de toujours, alors en pleine banqueroute. Ainsi, la confession, prévue par Bordiga, du caractère capitaliste de la société russe et de l'empire soviétique, fut postposée quelques années encore. Avec la chute du mur, les mythes et les masques tombèrent mais l'aveu fut dissimulé par d'énormes opérations médiatiques et on nous vendit les soi-disant « transformations » opérées à la chute du mur et même le « retour au capitalisme ». Tout fut organisé pour cacher la véritable histoire. Il était bien plus rentable idéologiquement pour la contre-révolution mondiale d'affirmer que l'on revenait au capitalisme plutôt que d'admettre qu'il n'y avait jamais eu ni socialisme, ni communisme.

Les trotskystes avaient gobé tout cela sans jamais dénoncer le véritable caractère capitaliste de l'URSS, sans jamais dire clairement que la propriété d'Etat ne liquide pas le caractère privé de la propriété, sans dénoncer les racines mêmes du stalinisme<sup>9</sup>.

Les théories de l'Etat ouvrier déformé et/ou dégénéré et ses appels à

une révolution exclusivement politique désignent les trotskystes de tous poils clairement complices avec le stalinisme: la nécessité d'une révolution sociale est niée. Les critiques contre la bureaucratie, la corruption, la « dégénérescence du socialisme », comme dans n'importe quel autre pays capitaliste, correspondent non pas à la critique prolétarienne du capitalisme en Russie, mais à une série de règlements de comptes au sein de la classe dominante. Elles ne cherchent absolument pas à remettre en question le système social dans sa globalité mais elles se situent uniquement sur le terrain de la gestion politique de la société.

Une des plus hautes expressions de la contre-révolution fut la guerre que la bourgeoisie qualifia de « Seconde guerre mondiale ». Et cela est vrai sur tous les plans. La guerre paracheva la destruction physique du prolétariat que la contre-révolution était parvenue à liquider politiquement et idéologiquement: des millions de prolétaires luttant pour la révolution sociale en 1917, 1918, 1919... vingt ans plus tard il ne restait rien. L'isolement des groupes réellement révolutionnaires est le pire de l'histoire – « il est minuit dans le siècle »<sup>10</sup>. Le prolétariat mondial, à part quelques rares et brèves exceptions, a été réduit à une immense masse productrice et reproductrice de capital mondial qui se mobilise nationalement pour défendre sa propre exploitation. Le socialisme national, le national socialisme, la démocratie, le front unique, le front populaire, le front de libération nationale ne sont que différentes structures et drapeaux aux objectifs similaires<sup>11</sup>: travailler beaucoup pour la patrie et préparer de cette manière la guerre. Cette gigantesque farce avait pour objectif réel d'achever de dompter le prolétariat afin de le rendre complice de son exploitation, de le transformer en peuple russe, peuple yankee, peuple français, peuple allemand,... en chair à canon de l'impérialisme mondial.

---

9- A l'exception de Munis et de Natalia Sedova, dernière compagne de Trotski, qui, refusant cette version de l'histoire, rompirent avec les organisations trotskistes.

10- En référence au roman de Victor Serge « S'il est minuit dans le siècle » qui traite des purges de l'ère stalinienne.

11- Ici nous mentionnons la démocratie telle qu'elle se conçoit couramment, c'est-à-dire simplement comme forme d'organisation du pouvoir bourgeois. Comme nous l'avons dit plusieurs fois, la démocratie, c'est bien plus que cela: c'est l'essence de la domination du capital, produit de la généralisation de la société marchande. Dans ce sens plus global, tous les drapeaux et structures (y compris le fascisme, le stalinisme, le front populaire,...) sont des expressions formelles de la démocratie.

**Le communisme qui avait surgi et s'était développé de façon totalement antagonique à la démocratie qu'il avait toujours définie, avec raison, comme dictature de la bourgeoisie, comme dictature qu'il fallait anéantir, a été totalement massacré par ceux qui, en son nom, se sont pliés à la grande croisade démocratique.**

Cerise sur le gâteau, ce monde de la pensée unique et de la guerre généralisée créa un terrible ennemi absolu et mystérieux qui justifierait toutes les barbaries de la civilisation occidentale, chrétienne et démocratique. Ainsi, après que tous aient flirté avec les fascistes et fait des pactes avec les nazis et, à mesure que fascistes et nazis perdaient la guerre, on cacha l'origine de ces partis (en réalité, variantes de la so-

cial-démocratie et versions différentes du socialisme national) et on les définit comme l'ennemi absolu. L'atrocité fasciste nazie devait être rédéfinie non seulement comme pire que toutes les autres mais en plus comme l'horreur en soi, celle qu'il est interdit de comparer à aucune autre. Il fallait taire les dizaines de millions de morts des camps de concentration staliniens, d'Hiroshima, de Nagasaki, ... de Dresde, les massacres en Grèce, les camps de concentration alliés. On a été jusqu'à inventer des termes, des procédures, des lois, des interdictions afin que le terme de «génocide» ne puisse pas être utilisé pour parler de celui commis par les Croisades, par l'Inquisition, celui commit contre les indiens d'Amérique, contre les noirs d'Afrique, celui perpétré par les bombes atomiques lâchées sur le Japon, celui perpétré au Congo belge, celui des camps de concentration léninisto-staliniens, ... le «génocide» était celui commis par cet ennemi en soi.

Le prolétariat mondial vaincu et humilié fut ainsi mis à genou devant le totalitarisme démocratique béni de tous, y compris par les soi-disant communistes. L'épouvantail (et la magouille!) du fascisme et du nazisme a servi ainsi à légitimer l'intégrisme démocratique. Le communisme qui avait surgi et s'était développé de façon totalement antagonique

à la démocratie qu'il avait toujours définie, avec raison, comme dictature de la bourgeoisie, comme dictature qu'il fallait anéantir, a été totalement massacré par ceux qui, en son nom, se sont pliés à la grande croisade démocratique.

Les accords de Yalta et autres réjouissances capitalistes qui l'ont précédée et celles qui ont suivi, au cours desquelles les représentants les plus puissants du monde aimaient à s'embrasser, ont constitué la canonisation de ces valeurs. L'humanité asservie était condamnée à se soumettre à ceux qui répétaient la fameuse phrase de Churchill affirmant que le système démocratique était le pire des systèmes à l'exception de tous les autres. Le totalitarisme du moindre mal devint omnipotent et toute critique devait se résumer à la sempiternelle formule: «*la seule chose dont on peut se plaindre c'est de n'avoir pas assez de démocratie*». L'intégrisme démocratique avait gagné!

## LES FORCES QUI PERMIRENT CETTE LIQUIDATION

Mais comment a commencé toute cette merde? Comment a-t-on liquidé la révolution sociale qui, du Mexique à la Russie, de l'Allemagne à l'Espagne, ... avait fait trembler la bourgeoisie mondiale? Comment la force historique du prolétariat s'opposant à la dictature mondiale de la démocratie et du capital a-t-elle été liquidée? Comment et sur quelles bases la bourgeoisie a-t-elle pu réorganiser sa domination de classe mondiale?

Est-ce que, par hasard, ce fut sur le plan militaire? Certainement pas! Ici et là-bas, les prolétaires avaient détruit des armées et des puissances militaires, mais malgré leur victoire, ils étaient prisonniers d'un parti et d'une conception qui les mena, non à la destruction



«Longue vie à l'armée de la vie» (SIC !)

du capitalisme mais à sa défense ; non à l'abolition du travail salarié, mais à son développement. Ce parti fut globalement la social-démocratie dans ses différentes versions et organisations formelles et plus particulièrement le léninisme.

Comme nous le développons dans un grand nombre de nos textes, la social-démocratie est spécifiquement un parti bourgeois pour les prolétaires, c'est-à-dire un parti qui, au nom du socialisme, du communisme, de l'anarchie, du socialisme révolutionnaire, du communisme anarchiste..., appelle au développement du capitalisme et fait avaler que la domination bourgeoise serait positive pour les prolétaires. La social-démocratie présente ainsi la dictature de la bourgeoisie, la démocratie, comme un pas vers le socialisme et le développement économique du capitalisme comme partie intégrante du chemin vers le socialisme. A chaque grand processus révolutionnaire du XX<sup>ème</sup> siècle, au Mexique, en Russie, en Allemagne, en Espagne,... la révolution a été liquidée par le même processus: la puissance du prolétariat armé et triomphant, mais dirigé par la social-démocratie historique, a été mise au service du travail salarié, du développement du capital.

Le jour où il devint président de l'Allemagne, Friedrich Ebert déclara (le 9 novembre 1918!) que la révolution était achevée et qu'au nom du socialisme, il fallait développer le capital: «*A partir de maintenant -dit-il- il faut développer pacifiquement le capital, parce que seul le capital, poussé aux limites de*

*son développement, pourra être socialisé*». Ceci résume tout le programme de la social-démocratie: non seulement «*Vive le capital*» mais «*le socialisme est la répartition des fruits du progrès du capital*». Il n'y a aucune rupture entre le capitalisme et cette socialisation.

**La social-démocratie est spécifiquement un parti bourgeois pour les prolétaires, c'est-à-dire un parti qui, au nom du socialisme, du communisme, de l'anarchie, du socialisme révolutionnaire, du communisme anarchiste..., appelle au développement du capitalisme et fait avaler que la domination bourgeoise serait positive pour les prolétaires.**

C'est, à quelques mots près, ce que défendait Lénine une fois au pouvoir: «*(...) le capitalisme d'Etat serait un pas en avant par rapport à l'état actuel des choses dans notre République des Soviets. Si dans six mois par exemple, nous avions instauré chez nous le capitalisme d'Etat, ce serait un immense succès et la plus sûre garantie qu'un an plus tard, dans notre pays, le socialisme serait assis et invincible. (...) Le capitalisme d'Etat serait un immense pas en avant même si nous le payions plus cher qu'à présent. (...) Le capitalisme d'Etat est, au point de vue économique, infiniment supérieur à notre économie actuelle. (...) Tant que la révolution tarde encore à «éclore» en Allemagne, notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'Etat des Allemands*»<sup>12</sup>.

Un an plus tard et tandis qu'on réprimait le prolétariat dans toute la Russie (répressions sanglantes du prolétariat agricole, des grèves de Petrograd, de la révolte de Kronstadt), Lénine persévérait dans sa «tactique»<sup>13</sup> de développement

du capital à tout prix tout en insistant sur le fait qu'il ne fallait pas s'en effrayer: «*Par tous les moyens et à tout prix il faut développer les échanges, sans craindre le capitalisme. (...) Cela peut sembler paradoxal: le capitalisme privé dans le rôle d'auxiliaire du socialisme? Mais cela n'a rien d'un paradoxe; c'est un fait économique absolument incontestable. Puisque notre pays est un pays de petits paysans, aux transports particulièrement désorganisés, sortant de la guerre et du blocus, et politiquement dirigé par le prolétariat qui détient les transports et la grosse industrie, il en résulte inévitablement qu'à l'heure actuelle les échanges locaux sont d'une importance primordiale et, ensuite, que le capitalisme privé (et à plus forte raison le capitalisme d'Etat) peut être utilisé pour aider à l'avènement du socialisme.*»<sup>14</sup>).

Dans les années 1936 et suivantes, au nom de l'antifascisme et du front populaire antifasciste, la CNT espagnole imposa la même politique d'abandon de la révolution et de développement du capitalisme. Le renoncement à la lutte contre l'Etat, la contribution à ce dernier était justifié par la nécessité de faire la guerre aux fascistes mais surtout de travailler plus et de réorganiser la production.

Le front populaire et les syndicats basaient leur stratégie constructive sur le travail. Dans tous les cas, au nom de la révolution et du socialisme futur, on liquida toute organisation autonome des prolétaires, on réorganisa les forces répressives et toute la force du prolétariat fut mise au service de la production. L'apologie de la grande industrie et des efforts productifs de l'Etat, l'apologie du travail, la répression des groupes de prolétaires qui luttèrent contre l'exploitation (y compris dans l'agriculture et l'industrie collectivisées), le taylorisme et le stakhanovisme, le syndicalisme d'Etat, les camps de travail, la brutale augmentation du taux d'exploitation ont été le commun dénominateur du processus contre-révolutionnaire dirigé

12- Lénine, «*Sur l'infantilisme de gauche et les idées petites bourgeoises*».

13- Le prétexte social-démocrate est qu'il s'agit toujours de tactique; mais la contribution active du léninisme au développement du capitalisme est, dans la pratique, fondamentalement stratégique.

14- Lénine «*Sur l'impôt en nature*»

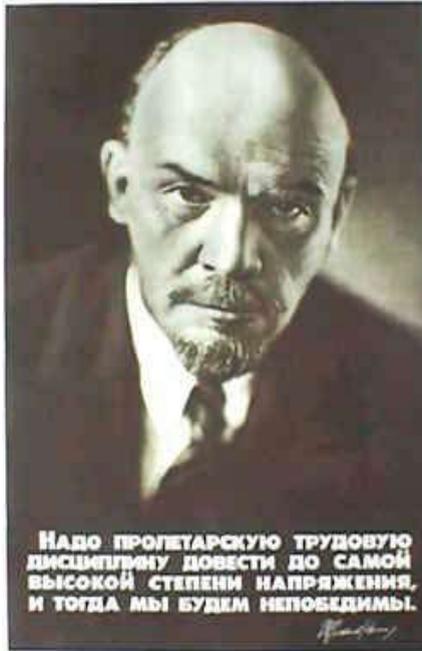
par ceux qui se disaient communistes, socialistes, anarchistes,...

La clé de la contre-révolution est précisément ce type de parti et de programme qui conduit le prolétariat vers la défense du capitalisme et cherche à le discipliner par le travail. C'est toujours au nom d'un futur meilleur et socialiste, au nom du travail, que cette force idéologique social-démocrate préconise le moindre mal et appelle, explicitement ou non, au développement du capitalisme. Tout appel à travailler plus est invariablement un appel à développer le capitalisme! La force et l'énergie prolétariennes sont ainsi anéanties dans le travail, le front de la production et/ou le front de la guerre interimpérialiste.

Le programme économique-social de la social-démocratie en général et de Lénine en particulier est donc de développer le capital, en appuyant ce qu'ils appellent le capitalisme monopoliste d'Etat qui, en réalité, se résume à l'étatisation de la propriété privée par un changement purement juridique. La révolution se résume pour eux à la politique, à un changement (violent ou non) dans la direction de l'Etat. Il est important de tenir compte de cela parce que c'est la conception léniniste qui sera réellement mise en pratique dans la politique économique et sociale des bolcheviks tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur<sup>15</sup>. Selon Lénine *« Dans un État véritablement démocratique et révolutionnaire, le capitalisme monopoliste d'État signifie inévitablement, infailliblement, un pas, ou des pas en avant vers le socialisme! (...) Car le socialisme n'est autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'État. Ou encore: le socialisme n'est autre chose que le monopole capitaliste d'État mis au service du peuple entier et qui, pour autant, a cessé d'être un monopole capitaliste. »*<sup>16</sup>

Comme on le voit, la dictature du prolétariat n'est pas conçue comme la destruction de tous les rapports sociaux mais au contraire comme le contrôle du capital

qui, selon certains social-démocrates dont Lénine, devient ainsi du «socialisme»<sup>17</sup>. Qu'on est loin de Marx qui a toujours dénoncé l'illusion que le pouvoir politique, qu'un gouvernement puisse contrôler le capital! Ce qui est ici appelé «révolution» est en réalité un changement exclusive-



**«Nous devons augmenter la discipline au travail et nous serons invincibles»**

ment politique doublé de réformisme économique social<sup>18</sup>. Le capital n'est pas détruit, c'est l'Etat, contrôlé par ceux qui prennent le pouvoir, qui s'approprie le capital et le «dirige»<sup>19</sup> comme dans toute «révolution» bourgeoise. Et comme dans toute «révolution» bourgeoise, la priorité consiste à faire travailler le prolétariat le plus possible. Pour cela, Lénine appuyait, bien avant de prendre le pouvoir, les mesures les plus radicales y compris le travail forcé, mesures qui se concrétisèrent par la suite dans les camps de travail obligatoire et qui devinrent plus tard un modèle international imité par les nazis.

Malgré les apparences, il n'est pas du tout exagéré de considérer que ce système économique basé sur les camps

de travail forcé était pour le stalinisme et en grande partie pour le trotskisme synonyme de «socialisme» (ou d'«Etat ouvrier»). Pour Lénine il s'agissait non seulement d'«un pas immense» vers le socialisme mais en plus d'une garantie qu'il n'y aurait pas de retour en arrière: *«Le service de travail obligatoire institué, réglé, dirigé par les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, ce n'est pas encore le socialisme, mais ce n'est déjà plus le capitalisme. C'est un pas immense vers le socialisme, un pas après lequel il est impossible, toujours en démocratie intégrale, de revenir en arrière, de revenir au capitalisme, à moins d'user des pires violences contre les masses. »*<sup>20</sup>

15- Voir a ce propos «Contre le mythe de la transition socialiste: la politique économique et sociale des bolcheviks» dans *Le Communiste* n° 28, décembre 1988.

16- Lénine, *«La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer»* octobre 1917.

17- De notre point de vue, il est clair que le changement politique n'implique aucune révolution et donc, qu'en Russie, dans la mesure où aucune dictature ne s'exerce contre le capital, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de destruction des rapports sociaux bourgeois, il est totalement absurde de parler de «dictature du prolétariat». La dictature du prolétariat c'est précisément ce processus destructif appliqué à la destruction de l'économie du capital, au social.

18- Nous mettons des guillemets à «révolution» parce qu'en fait ces «révolutions» sont exactement le contraire de ce que nous, révolutionnaires, entendons par révolution. Il s'agit d'un changement de pouvoir politique, suivi d'un ensemble de réformes qui tendent à maintenir le vieux système social, comme cela s'est passé y compris avec la dite «révolution française» et en dernière instance aussi avec la «révolution russe». Dans tous ces cas, il s'agit de la liquidation de la révolution, il s'agit de la contre-révolution.

19- Cette prétention de «diriger le capital» est hautement relative; la dynamique du capital implique qu'il ne soit pas dirigeable, ou, si l'on veut, que ceux qui semblent diriger le capital sont en fait dirigés par lui.

20- Lénine, *«La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer»*, octobre 1917.

En ce sens, le marxisme-léninisme est un paradigme. Non pas qu'il soit « original » au regard de la continuité historique de la social-démocratie - son programme entier est social-démocrate - mais parce qu'au moment où la social-démocratie se trouvait remise en question dans le monde entier, il lui a donné l'opportunité de ressurgir ragaillardie sous cette nouvelle forme et de s'imposer partout. C'est en apparaissant comme opposé à la social-démocratie et en revendiquant « le communisme » que le marxisme-léninisme donnera une nouvelle jeunesse à ce vieux programme en putréfaction.

### CARACTÉRISATION DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ET SON OPPOSITION AU COMMUNISME

Comme nous l'avons dit en diverses occasions, la social-démocratie n'est pas et n'a jamais été un parti prolétarien, c'est un parti bourgeois « pour » le prolétariat, c'est-à-dire pour encadrer le prolétariat <sup>21</sup>.

Tout parti bourgeois a pour projet social le développement du capital, c'est-à-dire le travail. L'unique spécificité de ce parti est de s'adresser particulièrement à la classe qui a objectivement intérêt à détruire cette société, et de lui faire croire que c'est également son objectif. Cepen-

21- Dans le passage qui suit, par social-démocratie, nous n'entendons pas tel ou tel parti formel mais l'ensemble des forces d'intégration capitaliste spécifiquement destinées à encadrer le prolétariat ainsi que nous le caractérisons, en fonction de sa pratique historique. Ce véritable parti historique du capital pour les prolétaires comprend, on l'a souvent dit, des forces qui se désignent elles-mêmes de différentes façons : socialistes, anarchistes, communistes, marxistes-léninistes, trotskistes, bolcheviques léninistes, maoïstes, guévaristes, castristes, conseillistes,...

22- Voir à ce sujet, dans *Communisme* n° 62 « Revendication et réforme », sur la transformation des intérêts prolétariens en réformes.

nant, dès l'origine, cette déclaration n'est qu'un hameçon lui permettant d'accomplir au mieux sa fonction d'encadrement des prolétaires, de les soumettre au travail et au développement du capital.

Par conséquent, et contrairement au communisme, la social-démocratie ne se définit jamais *contre* le capitalisme, mais *pour* son développement, *pour* le progrès au sein duquel elle dit représenter le « facteur travail ». Elle ne se définit pas contre la dictature démocratique de la bourgeoisie mais pour son amélioration. Son programme est, au nom de l'égalité sociale, la réalisation de la démocratie, d'où son nom. Son but est de démocratiser les revendications sociales, autrement dit, de transformer les exigences prolétariennes en réformes démocratiques. Comme le disait Marx, sa fonction est de limer les griffes du programme du « parti social », d'émousser le tranchant de ses ruptures révolutionnaires pour le rendre démocratique.

C'est pourquoi les structures de base de ce parti sont les syndicats et le parlement, c'est-à-dire les principaux organismes d'encadrement politique/social de l'Etat, dont la mission est de transformer les revendications prolétariennes en réformes économiques ou politiques. D'où le fait que la social-démocratie identifie systématiquement revendication et réforme alors que celles-ci sont aussi antagoniques que les intérêts des classes qu'elles représentent. La revendication est l'exigence prolétarienne tandis que la réforme constitue ce que le capitalisme et l'Etat peuvent réaliser ou disent pouvoir

réaliser pour calmer cette exigence en la détournant ou en la limitant aux nécessités de valorisation du capital <sup>22</sup>.

Pour résumer, ces appareils de l'Etat bourgeois, parlement et syndicats, que la social-démocratie prétend utiliser dans notre intérêt, ont toujours pour fonction de transformer une revendication prolétarienne qui tend à s'imposer par l'action directe contre le capital en une réforme syndicale ou politique (législation parlementaire) que l'Etat bourgeois concède - qu'il soit ou non conscient de ce processus - dans le but social d'empêcher que cette action remette en question l'essence du capital et de l'Etat.



«Punition et châtement pour ceux qui ne travaillent pas.»

La démocratisation, le progrès, le développement, ... ne sont pas seulement pour la social-démocratie des choses positives en soi, dont tout le monde bénéficierait, elles sont l'objet même de ses efforts. C'est d'ailleurs l'un de ses autres grands pièges parce que dans cette société, le progrès ne peut être autre chose que le progrès du capital, que le développement de l'exploitation. Il suffit de penser à la guerre qui est incontestablement liée à toute l'histoire du progrès capitaliste et qui ne constitue pas précisément un progrès pour les êtres humains! Les tâches démocratiques bourgeoises ne peuvent être autre chose que le développement des forces productives du capital. Présenter son propre progrès comme un progrès en soi, son propre développement comme un développement de l'humanité est une condition indispensable de tout parti de la classe dominante pour assurer sa domination.

Comme parti de la classe dominante pour les exploités, comme parti démocratique pour l'intégration des revendications sociales, il est logique que son objectif soit également la distorsion permanente du programme de la révolution, du programme communiste. Dans ce but, partout dans le monde et à toutes les périodes historiques, la social-démocratie contient en son sein, aux côtés des fractions ouvertement démocrati-

ques et opposées à la révolution, des fractions qui, au nom de la révolution, présentent un ensemble de réformes démocratiques. Bien que l'objectif commun soit toujours le développement du capital « pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière », les premières sont directement parlementaires et gradualistes tandis que les secondes parlent de révolution, tentent de prendre le pouvoir et utilisent la violence sur le terrain politique - ce qui, dans les faits, correspond à des luttes intestines pour le pouvoir politique - mais leur « révolution » n'est rien d'autre qu'un ensemble de réformes - en général: étatisations, nationalisations, collectivisations, socialisations, communisations<sup>23</sup> - qui sont censées améliorer la situation des prolétaires. Contrairement au communisme qui est rupture avec l'ordre social établi, destruction totale du capitalisme c'est-à-dire de toutes les relations sociales de production bourgeoise, ce projet « révolutionnaire » pose la réforme comme un ensemble d'améliorations de l'édifice social qui en général se limitent au secteur de la distribution, de la répartition. Le piège est d'appeler révolution ce réformisme radical afin de dévier la rage révolutionnaire du prolétariat vers le réformisme.

La social-démocratie ne représente en aucun cas les intérêts du prolétariat contre le capital, mais, comme elle le dit elle-même, les intérêts du *travail* au sein du capitalisme. Le piège est de présenter comme synonyme de la contradiction entre bourgeois et prolétaires le couple capital/travail et de se définir, dans ce cadre, comme partisan du pôle « travail ». Concé-

**Tandis que le communisme lutte pour l'abolition du système du travail salarié, point décisif du processus qui mène à l'abolition du travail lui-même, la social-démocratie est le parti du travail, le parti de la généralisation du travail.**

donc-lui ce mérite, la social-démocratie est le parti du travail<sup>24</sup>. Cette confusion est courante, y compris dans les secteurs qui prétendent être les continuateurs de la gauche communiste<sup>25</sup>. Ce qui est en contradiction avec le capital, ce n'est pas le travail mais le travailleur, et celui-ci ne l'est pas en tant que travailleur mais en tant qu'être humain. Le travail n'est pas contradictoire avec le capital, il en est l'essence ; le travail est la substance même du capital se capitalisant. Dans la contradiction prolétariat/bourgeoisie, le travail, l'exigence de travailler toujours plus, est nécessairement du côté du capital contre l'être humain. Ce dernier, en tant que travailleur, ne s'oppose pas au capital, il lui donne au contraire la vie en renonçant à la sienne pour assurer l'existence de cet être qui le vampirise. Comme travailleur, il ne vit pas comme un être humain, il renonce à son humanité. Ce qu'il vit en tant que travailleur n'est pas sa propre vie. La vie est en dehors du travail ; le travail n'est qu'un



«Le plan quinquennal sera réalisé en 4 ans !»

23- Les plus modernes des social-démocrates postmodernes ont mis un mot plus radical à la mode: la « *communisation* », et ce afin de remplacer tant d'autres déjà usés. Mais, dans ces théories comme dans celles de leurs collègues n'apparaît jamais clairement comment atteindre le communisme sans la destruction du capitalisme et sans la dictature révolutionnaire qu'implique cette destruction.

24- Voir à ce sujet notre article intitulé « À propos de l'apologie du travail » dans *Communisme* n°34, septembre 1991.

25- Comme par exemple le CICA (Circulo Internacional de Comunistas Antibolcheviques) [www.geocities.com/cica\\_web](http://www.geocities.com/cica_web). Le CICA est l'exemple typique de groupe qui se revendique de la gauche communiste sans rompre avec l'essence de la conception social-démocrate.

**L'apologie que Lénine fait du travail et de l'augmentation de la productivité du travail, en les prétendant essentiels à la transition vers le communisme, est totalement contre-révolutionnaire et constitue dans les faits une apologie du capital.**

moyen. En tant que travailleur, il est la vie du capital, il est capital se reproduisant. En effet, le capital est aussi travail accumulé et, dans le processus de production, il subsume le travail vivant. Plus encore, si, du point de vue du processus de travail, le travail apparaît comme sujet actif de ce processus, en transformant les moyens de travail (matières brutes et matières premières), du point de vue du processus de valorisation, c'est le travail mort qui di-

rige le travail vivant. C'est pourquoi toute apologie explicite du travail est nécessairement une apologie implicite du capital et de la subsumption du travail dans le capital. C'est pourquoi, dans la société marchande généralisée,

toute apologie ouverte du travail est une apologie couverte de l'exploitation de classe! Pensez à l'histoire du léninisme et du marxisme-léninisme en Russie, en Chine, à Cuba, en Albanie et dans les autres pays d'Europe de l'Est, au Vietnam, au Laos, au Cambodge, en Corée,... et aux pays où les marxistes-léninistes appuyèrent de manière « critique » différents fronts, gouvernements et Etats « populaires », « anti-impérialistes », « progressistes », ...!

L'antagonisme programmatique entre communisme et social-démocratie trouve ici sa plus grande clarté: tandis que le communisme lutte pour l'abolition du système du travail salarié, point décisif du processus qui mène à l'abolition du travail lui-même, la social-démocratie est le parti du travail, le parti de la généralisation du travail. C'est pourquoi, alors que le communisme comme mouvement social renaît dans toute lutte contre l'exploitation et l'oppression, alors qu'il exprime l'opposition prolétarienne à tout progrès de la valorisation, à l'industrialisation elle-même et la résistance à toute augmentation de l'extension et de l'intensité du travail, la social-démocratie au contraire est le parti de la grande industrie, de la massification du travail, des grands mouvements de masse en faveur du travail, des appels au

travail volontaire, au travail d'émulation socialiste, aux samedis communistes, le parti des camps de travail, des camps de concentration...

Lénine, dans « *Une grande initiative* » (juillet 1919) disait: « *Ce sont ces ouvriers affamés, pilonnés par la haineuse propagande contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires qui organisent des "samedis communistes", fournissent des heures supplémentaires sans aucune rétribution et réalisent une augmentation considérable de la productivité, bien qu'ils soient fatigués, exténués, épuisés par la faim. N'est-ce point là le plus grand héroïsme? N'est-ce point là le début d'un changement d'une portée historique universelle? La productivité du travail, c'est, en dernière analyse, ce qu'il y a de plus important, d'essentiel pour la victoire du nouvel ordre social.*

*Le capitalisme a créé une productivité du travail inconnue sous le servage. Le capitalisme peut être définitivement vaincu et il le sera, parce que le socialisme crée une productivité du travail nouvelle, beaucoup plus élevée. (...)*

*Le communisme, c'est une productivité supérieure à celle du capitalisme, c'est la productivité d'ouvriers bénévoles, conscients, associés, qui utilisent les moyens techniques modernes. Les samedis communistes sont infiniment précieux, en tant que début effectif du communisme; c'est là une chose extrêmement rare, car nous sommes à un stade où nous "ne faisons que les premiers pas vers la transition du capitalisme au communisme" (comme le dit, à juste titre, le programme de notre Parti).*

L'apologie que Lénine fait du travail et de l'augmentation de la productivité du travail, en les prétendant essentiels à la transition vers le communisme, est totalement contre-révolutionnaire et constitue dans les faits une apologie du capital. Malgré les apparences, ce que Lénine défend ici n'a rien à voir avec l'évidence qu'en période de lutte révolutionnaire, il pourrait arriver que



**Propagande bolchévique**  
« Méfiez-vous des mencheviks et des SR. Ils sont suivis par les généraux tsaristes, les curés et les propriétaires. » (1920)

des secteurs du prolétariat soient ponctuellement contraints de travailler et que ce travail soit considéré comme faisant partie de la lutte révolutionnaire pour l'abolition du travail salarié et du travail tout court. Ce qui est évident, par contre, c'est que Lénine, comme tout bon social-démocrate, ne conçoit pas le communisme comme une société qui abolit le travail mais comme une société qui l'affirme. Il est évident que Lénine ne conçoit pas la transition au communisme comme un processus de lutte pour travailler le moins possible, un processus de destruction du travail salarié et du travail lui-même, mais comme une société dans laquelle on travaille toujours plus « *volontairement* ».

Pire encore, il est clair que Lénine, comme n'importe quel patron ou économiste vulgaire, identifie productivité et extension du temps de travail. En effet, si nous lisons bien, nous constatons qu'il s'agit d'un mensonge lorsque Lénine dit qu'il y aurait une augmentation de la productivité du travail. Dans l'exemple cité, il n'y a AUCUNE augmentation de la productivité du travail. En effet, comme nous en informe Lénine lui-même, les samedis communistes signifient plus de travail, les prolétaires font des heures supplémentaires sans aucune rétribution. Ce qu'on obtient ainsi n'est absolument pas « *une immense augmentation de la productivité* » mais que le même travail continue à produire la même chose et que les travailleurs travaillent plus. Le travail n'est pas plus productif, on travaille plus! Le travail serait plus productif si on travaillait autant (ou moins) et qu'avec la même dépense humaine on produisait un résultat supérieur, ce qui, comme le confesse Lénine en nous disant que les prolétaires travaillent plus, n'est pas du tout le cas. Comme en plus ils le font « *sans aucune rétribution* » ce qui augmente n'est pas la productivité mais le taux de surtravail, le surtravail divisé par le travail nécessaire, le pourcentage qui va au capital (dont



«NOUS APPORTONS LA TECHNIQUE AUX MASSES.»

Lénine ne nie même pas qu'il continue d'exister!) par rapport au pourcentage que s'approprient les prolétaires, c'est-à-dire le *taux d'exploitation* et, en dernière instance, le taux de profit du capital. Ce qui augmente ce n'est pas la productivité du travail mais l'exploitation, et c'est cela que Lénine magnifie! La productivité du travail reste constante, ce qui est augmenté c'est la productivité du capital: avec le même capital, on obtient davantage. La confusion entre productivité du travail et productivité du capital est typique des capitalistes et des hommes d'Etat. Pour eux c'est logique, ce qui les intéresse c'est d'obtenir plus de capital, plus de choses avec le même capital. Cela leur est égal que ce résultat soit atteint en ajoutant des machines, en les modernisant (dans ce cas, il peut y avoir augmentation de la productivité), ou en mettant des chefs et, si on veut, des fouets pour que les travailleurs travaillent plus (plus longtemps ou plus intensément). Mais pour les travailleurs, ce n'est pas du tout la même chose: une augmentation de la productivité du tra-

vail ne signifie jamais travailler plus mais travailler moins pour obtenir la même chose, par contre une augmentation de l'extension du temps de travail signifie toujours plus de dépense humaine, plus de *tripalium*, plus de torture.

Nous voyons donc que lorsque Lénine affirme que « *Le communisme représente une productivité du travail plus élevée que le capitalisme* », il n'entend pas du tout, comme le fait Marx, un processus par lequel, une fois la société marchande abolie, l'augmentation de la productivité du travail permet de travailler chaque fois moins (diminution du temps et de l'intensité du travail) jusqu'à abolition totale du travail, mais exactement le contraire: pour Lénine, comme pour toute la social-démocratie, le communisme est la réalisation d'une société du travail <sup>26</sup>. A notre connaissance, aucun texte léniniste ou de n'importe quel autre bolchevik qui intégra l'Etat n'a

26- Lénine, « *A propos du rôle et des tâches des syndicats* », paru en janvier 1922.

**Ces oppositions n'en sont pas : par exemple, la démocratie ne s'oppose pas à la dictature, elle est la dictature du capital ; la libération nationale est toujours objectivement en faveur de l'impérialisme de l'autre camp ; ce qui est à droite dans un pays est à gauche dans un autre et vice-versa ; l'aristocratie peut mener une politique populaire ; le fascisme n'est qu'un produit organique de l'Etat démocratique et même l'antifascisme qu'il développe comme repoussoir est indispensable à ses intérêts.**

jamais contenu la moindre critique du travail ni assumé le projet communiste d'abolition de ce dernier. Mieux encore, les discours, les chansons, les drapeaux et les symboles du « communisme » selon la social-démocratie, selon le léninisme et le stalinisme, font toujours l'éloge du travail et des moyens de travail. Rien d'étonnant donc à ce que les marteaux et les faucilles aient été consacrés symboles du léninisme, du trotskisme, du stalinisme, du maoïsme, ... symboles historiques des partis du travail, des partis du *tripalium*, des partis de la torture, des partis de la soumission de l'être humain à la non vie. En pleine contre-révolution internationale, l'apologie marxiste-léniniste du travail comme synonyme de réalisation de l'être humain parvint à subsumer totalement le mouvement ouvrier mondial, au point que toute critique du travail (comme toute position révolutionnaire) pouvait être qualifiée de « petite bourgeoise » et que la lutte silencieuse mais permanente des prolétaires du monde entier pour travailler le moins possible (le travail fait sans entrain, l'indiscipline, la baisse de rythme, l'absentéisme, le sabotage, ...) pouvait être taxée de contre-révolution-

naire. Peut-être que le film « Les temps modernes » de Chaplin, dans lequel de nombreux prolétaires se sont identifiés, nous a-t-il permis d'éviter que les PC ne remplacent les marteaux par des chaînes de montage sur les pamphlets et les drapeaux ! Cela aurait pourtant été cohérent avec ce qu'ils défendaient alors et qu'ils continuent de défendre aujourd'hui : le progrès, le perfectionnement de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Bien que nous l'ayons déjà fait à de nombreuses reprises, il faut souligner l'antagonisme total qui existe entre Marx, qui a toujours défendu la lutte pour la suppression complète des deux pôles du rapport capital/travail salarié et du travail lui-même, et la social-démocratie qui s'est invariablement définie comme le pôle « travail » du capital, pour les intérêts du travail au sein du capitalisme. Comme si, dans la pratique, le capitalisme pouvait avoir d'autres intérêts que le travail ! Comme si l'économie nationale du capital pouvait avoir d'autres intérêts que le développement du travail !

Lénine fixe ainsi l'activité des syndicats en Russie en plein pouvoir bolchevique : « *Les syndicats doivent s'acquitter de toutes ces tâches diverses (ou participer systématiquement au travail respectif des diverses administrations), non pas du point de vue des intérêts d'une administration donnée, mais de celui des intérêts du travail et de l'économie nationale, considérés dans leur ensemble.* »<sup>27</sup>. Les intérêts du travail et de *l'économie nationale dans*

*son ensemble* ! Seuls les capitalistes peuvent s'y intéresser ! Marx a passé sa vie à montrer l'antagonisme total et invariant qui sépare les intérêts de l'être humain de ceux de *l'économie nationale dans son ensemble*, les intérêts de l'être humain des *intérêts du travail*.

Le progrès du travail et du parti du travail est nécessairement le progrès du capitalisme ainsi que l'extension et l'intensification de l'exploitation. Le prolétariat est l'antagonisme vivant à ce progrès du capital et à l'exploitation. Bien sûr, cela ne veut pas dire, comme la social-démocratie le prétend, qu'il faille lutter pour faire tourner la roue de l'histoire à l'envers. Le projet révolutionnaire n'est pas un retour aux cavernes. C'est typiquement le genre de disqualification à bon marché de nos ennemis.

La lutte pour la diminution de la journée de travail ou contre l'augmentation de l'intensité du travail ou encore pour l'augmentation du salaire, c'est-à-dire en général toute lutte contre l'augmentation du taux d'exploitation (par lequel le capital tente toujours de contrecarrer la tendance à la diminution du taux de profit) caractérise depuis toujours la lutte des exploités. Celle-ci est nécessairement en résistance au développement du capital mais elle pousse également au développement des forces productives de l'humanité obligeant par exemple le capital à remplacer le travail par des forces technologiques, stimulant donc également le développement des forces productives. Mais il y a une différence énorme entre poser, comme l'a toujours fait le mouvement communiste, le progrès du capital comme contradictoire à l'humanité et affirmer que la résistance contre ce progrès le rendrait moins nocif et en faire purement et simplement l'apologie, comme si le progrès était quelque chose de neutre. Comme si le progrès de la société du capital bénéficierait à l'être humain !

La transformation communiste de la société ne partira pas des cavernes mais,

---

27- Cette confusion, cette identification entre deux choses aussi antagoniques que les intérêts du travail avec les intérêts des travailleurs est systématique et typique de tous les partis bourgeois pour les prolétaires. L'intérêt des travailleurs, c'est précisément de travailler le moins possible en s'imposant contre les intérêts du capital !

que cela nous plaise ou non (et en réalité cela ne nous plaît pas!), elle partira obligatoirement de l'imposant développement des forces productives du capital que l'être humain se sera approprié. Mais justement, vu que cet imposant progrès n'est pas neutre et ne profite pas à toutes les classes (et qu'il est effectivement aussi progrès contre l'être humain), le communisme doit tout remettre en question, absolument tout. La destruction des rapports de production capitalistes ne suffit pas, il est indispensable de remettre en question absolument toutes les forces de production existantes et de les remplacer aussi tôt que possible.

En effet, du pain que nous mangeons à la machine la plus perfectionnée, du dernier modèle d'ordinateur au tracteur, de l'hôpital à l'école, de l'armement aux bureaux, des maisons aux casernes,... tout ce qui assume ou assumait la forme marchande est nécessairement marqué (conçu) par la dictature du capital. Rien, absolument rien de ce monde technologique n'est neutre; tout objet ou moyen de travail est le résultat de la dictature de centaines d'années de capital contre l'être humain, de dictature de la valeur contre la valeur d'usage, qui rend celle-ci si inhumaine. La science elle-même, véritable dogme religieux de la société bourgeoise

(et plus particulièrement de la social-démocratie) loin d'être bénéfique aux deux classes sociales est déterminé jusqu'à la moelle par la dictature de la valeur en procès, par le taux de profit du capital.

S'il est évident qu'on ne peut tout détruire et repartir à zéro, qu'il est nécessaire de partir de ce dont on hérite, il est indispensable de remettre en question toutes les forces productives dont l'humanité héritera du capitalisme pour les remplacer le plus rapidement possible.

La clé, dans le processus de dictature du prolétariat, c'est le remplacement complet de ces forces productives conçues pour augmenter l'exploitation par des forces productives déterminées par des critères humains qui ne requièrent ni davantage de travail ni plus d'intensité du travail mais au contraire les diminuent et tendent à supprimer le travail, des critères qui soient déterminés par les besoins humains, par la bonne santé des êtres humains (par exemple, l'alimentation) et non par le profit des entreprises qui aujourd'hui empoisonne tout. Il s'agit non seulement d'abolir la dictature sociale du capital mais également toute valeur d'usage produite sous la dictature de la valeur, y compris les plus anodines et les plus vitales aux hommes parce que, dans leur conception, elles recèlent des siècles d'oppression, de dictature de la valeur contre la valeur d'usage. Tout «bien» contient en lui cette oppression historique.

Prenons l'exemple le plus banal: le pain <sup>28</sup> (et non les armes, les compteurs de gaz, les banques, les prisons ou les parlements qu'il faut simplement liquider immédiatement). Non seulement le pain est contaminé par les herbicides, pesticides et autres saloperies chimiques que l'on met sur et dans le blé, la levure et le pain lui-même dans sa phase finale



«La femme soviétique doit participer à l'édification du socialisme, la société doit la décharger des tâches domestiques.»

28- Ce que nous disons ici pour le pain est évidemment valable pour le riz (ou leurs dérivés respectifs) ainsi que pour tout autre aliment de base.



**Image classique du culte de la personnalité:  
«Vive le parti invincible de Lénine.  
Vive le grand guide de la révolution prolétarienne mondiale,  
le camarade Staline!» (1934)**

(pour le conserver, pour le vendre), il n'est même pas conçu en fonction des besoins humains mais bien du gain maximum. Sa conception ne tient pas compte, par exemple, du besoin de consommer des fibres ou d'être un produit réellement sain, mais d'y ressembler (conservateurs, colorants...), ce qui a entraîné une évolution historique de l'appareil digestif humain (intolérance toujours croissante et plus générale au gluten, dégradation des céréales, etc.).

Au cours des siècles, le pain n'a pas été modifié en fonction des besoins humains mais au contraire en fonction de la renta-

bilité du capital, non seulement du capital qui produit et distribue le pain mais également de tout le capital: la réduction de la valeur du pain diminue la valeur de la force de travail et augmente de ce fait le taux d'exploitation. C'est pour cela qu'il ne s'est «amélioré» que comme support de valeur se valorisant. La valeur d'usage s'est adaptée aux exigences du taux de profit, c'est-à-dire que, dans ce processus, il s'est détérioré comme pain, comme valeur d'usage pour l'humanité. Cet exemple permet de voir à quel point la dictature du taux de profit se concrétise dans la «putréfaction», la dégénérescence de la chose elle-même. C'est pourquoi, la dictature du prolétariat doit remettre

en question toutes les valeurs d'usage en appliquant de façon conséquente à tous les secteurs productifs ces deux critères de base: dictature totale de ce dont l'être humain a besoin et diminution du travail. Il faut pousser la destruction de la dictature de la valeur jusqu'à ses conséquences ultimes et détruire tout cet héritage. Ou comme le disait Engels au sujet de l'Etat, on ne pourra conserver les valeurs d'usage de la société actuelle que dans «les musées de l'histoire».

Le communisme est ce mouvement historique d'opposition à la société du capital et, comme tel, il est l'héritier de

toute la résistance de l'humanité contre les sociétés de classes. De la résistance de la communauté primitive contre l'exploitation et l'oppression, à la résistance des esclaves contre l'esclavage (et/ou la lutte des autres classes exploitées et opprimées contre leurs exploités et oppresseurs, luttes qui furent différentes selon les régions du monde), à la lutte du prolétariat contre le capital, il y a une ligne invariante d'objectifs et de moyens qui ne peut se réaliser que dans son dépassement, par la révolution communiste mondiale.

La social-démocratie est quant à elle l'héritière de toutes les classes dominantes du passé qui ont présenté leur progrès comme celui de l'humanité toute entière. Par conséquent, les progressistes social-démocrates regardent le passé d'un œil raciste et civilisateur parce que, comme progressistes, ils sont les héritiers des colons, des conquistadors qui ont apporté la croix, la bible et l'épée des inquisiteurs à toute la planète. Certains d'entre eux le reconnaissent parfois, parfois pas. La social-démocratie a toujours discuté pour savoir si la colonisation était un bien ou un mal. Il n'y eut jamais de véritable lutte ouverte contre la bourgeoisie et l'Etat des puissances colonisatrices.

De plus, la social-démocratie s'est toujours située en faveur du caractère civilisateur du capital, elle a toujours défendu la séparation historique entre la communauté humaine d'avec ses moyens de vie, c'est-à-dire l'expropriation des communautés primitives au nom du progrès. Ce progrès qui a permis le salariat, tous l'ont défendu, de Bernstein à Kautsky, de Ebert à Lénine, de Proudhon à Abad de Santillán, de Staline à Mao, de Trotski à Fidel Castro, de Ho Chi Min à Rocker... Ce qu'ils cachent ou relativisent avec leur apologie du développement des forces productives du capital et leur fameuse «nécessité des tâches démocratiques bourgeoises», c'est que ce progrès s'est toujours imposé (et continue de le faire) par le sang et par le feu, qu'il a causé des millions de

morts partout, que nos camarades « communistes primitifs » ont résisté contre ce progrès, que le prolétariat s'est constitué comme classe non pas sur base du soutien à ce progrès mais en le combattant, en lui résistant de toutes ses forces. Le prolétariat s'est constitué en classe et tente de se constituer en parti et en force autonome dans une lutte à mort contre le progrès du capitalisme! Ce que veulent les social-démocrates c'est que le prolétariat renonce à sa résistance, qu'il accepte le progrès de ses ennemis. Et comme il ne l'accepte pas, ils le répriment! Comme il ne l'accepte pas, ils l'envoient dans les camps de concentration! Jamais la social-démocratie n'a été l'héritière de cette résistance historique, c'est au contraire de sa répression brutale qu'elle est la digne héritière. Les social-démocrates ont bien plus d'affinités avec les défenseurs de la « révolution française »<sup>29</sup>, synthèse suprême de la réalisation des tâches démocratiques qu'ils se chargent d'imposer au prolétariat. Jamais ils ne se sont solidarisés avec ceux qui luttent de par le monde contre les effets civilisateurs du capital.

L'antagonisme programmatique que nous constatons aujourd'hui entre communisme et social-démocratie est, sur le fond, identique à celui qui a existé tout au long de l'histoire du capitalisme ; le premier luttant contre la séparation historique entre l'être humain et ses moyens de vie et donc contre toute exploitation, la seconde affirmant cette séparation, en faveur du progrès, du travail, de l'exploitation ; l'humanité résistante à l'augmentation permanente du temps et de l'intensité du travail, et la social-démocratie appelant au progrès, au développement du travail salarié et au travail tout court.

La globalité programmatique que nous venons de résumer est le produit historique du développement de la social-démocratie comme parti et contient à son tour un ensemble de déterminations dérivées, invariablement

incluses en elle, dans sa pratique, et que nous schématiserons ici<sup>30</sup> pour terminer de caractériser ce parti.

- Cette politique implique nécessairement celle du *moindre mal*<sup>31</sup> qui, dans les faits, consiste à s'opposer à la révolution sociale au nom du « réalisme », du possibilisme. Ainsi toute remise en question qui va à la racine de la société est rejetée au nom des « conditions réellement existantes ». Pour la social-démocratie il est essentiel d'affirmer invariablement que « les conditions pour faire la révolution ne sont pas mûres ». Elles ne sont jamais mûres! C'est pourquoi il faut préférer le moindre mal, c'est-à-dire accepter la politique réformiste du capital ou, dans le cas des fractions plus radicales, lutter aujourd'hui pour des réformes au nom de la révolution de demain.

- Evidemment, tout cela est lié à un schéma d'options bourgeoises dont le principal objectif est la liquidation de la lutte du prolétariat pour la révolution et sa transformation en lutte *interbourgeoise*: on préfère la gauche à la droite, le progressisme au conservatisme, « la démocratie à la dictature », le républicanisme au fascisme, le populaire à l'aristocratique, la libération nationale à l'impérialisme<sup>32</sup>... Du point de vue communiste, l'important n'est pas de discuter dans chaque cas si ceci est réellement mieux ou pire que cela, si tel politicien ou telle politique sera meilleure ou pire pour les prolétaires, du point de vue communiste, l'important c'est de dénoncer l'essence de ce piège: pousser le prolétariat à lutter pour des intérêts qui ne sont pas les siens, l'arracher à la lutte révolutionnaire et le faire servir de chair à canon non seulement dans telle ou telle lutte bourgeoise mais dans toutes les guerres impérialistes où, toujours, on pourra argumenter qu'un camp est meilleur ou pire que l'autre.

- Le possibilisme, le moindre mal, le cadre des options bourgeoises déterminent une autre caractéristique essentielle

**Le communisme est ce mouvement historique d'opposition à la société du capital et, comme tel, il est l'héritier de toute la résistance de l'humanité contre les sociétés de classes.**

de la social-démocratie: le *frontisme*. Vu que pour la social-démocratie, la politique exclusivement révolutionnaire, exclusivement prolétarienne, ... n'est jamais « réaliste », elle est toujours « utopique », comme l'insurrection est toujours selon eux du « pur aventurisme politique », il faut nécessairement pouvoir renoncer au « tout pour le tout », à aller jusqu'au bout, jusqu'à la lutte finale<sup>33</sup>. Comme en Espa-

---

29- Ce qui se nomme « révolution française » n'est pas la révolution que tentèrent d'accomplir les prolétaires agricoles et urbains de cette époque en France en exécutant les propriétaires terriens, les nobles et les curés, en brûlant les titres de propriétés et en conspirant pour faire la révolution permanente (tentative de « *dictature des pauvres* », « *conspiration des égaux* »: Babeuf, Buonarroti, ...), c'est tout au contraire la liquidation de cette révolution sociale et sa transformation en simple « révolution » politique antimonarchique, en proclamation de la république démocratique bourgeoise et ses droits démocratiques de l'homme et du citoyen.

30- Ce qui suit est bien sûr un schéma dans lequel nous énumérons une série de questions considérées comme tactiques mais qui forment en réalité un tout stratégique contre la révolution.

31- Voir à ce sujet notre article « *L'argument du moindre mal: chevalier servant du capitalisme* » dans *Communisme* n° 46, novembre 1997.

32- Il est évident que dans cette énumération nous utilisons le langage de nos ennemis parce que ces oppositions n'en sont pas: par exemple, la démocratie ne s'oppose pas à la dictature, elle est la dictature du capital ; la libération nationale est toujours objectivement en faveur de l'impérialisme de l'autre camp ; ce qui est à droite dans un pays est à gauche dans un autre et vice-versa; l'aristocratie peut mener une politique populaire; le fascisme n'est qu'un produit organique de l'Etat démocratique et même l'antifascisme qu'il développe comme repoussoir est indispensable à ses intérêts.

33- Le mot d'ordre « *ir por el todo* » utilisé dans la version en espagnol de ce texte (dans *Comunismo* n°55), n'a pas d'équivalent en français. Littéralement: « *aller pour le tout* ».

**La social-démocratie s'est toujours située en faveur du caractère civilisateur du capital, elle a toujours défendu la séparation historique entre la communauté humaine d'avec ses moyens de vie, c'est-à-dire l'expropriation des communautés primitives au nom du progrès.**

gne, où, au moment clé de juin 1936, la CNT décide non pas d'aller jusqu'au bout mais au contraire d'intégrer le comité des milices antifascistes, de se soumettre à la collaboration interclassiste, premier pas vers l'intégration totale à l'État. L'argument possibiliste se présente invariablement comme un moyen de conquérir des alliés, d'aller aux masses, d'être crédible, de ne pas effrayer les peureux, de développer le front le plus large possible avec d'autres secteurs sociaux. Le frontisme est le complément indispensable de cette politique de renoncement, de moindre mal, d'assujettissement des prolétaires à la démocratie, à la bourgeoisie, au front démocratique, au front populaire, au front unique, au front anti-impérialiste, au front uni,...

- L'appui à la dénommée *libération nationale* est en fait une forme particulière de frontisme: au nom du progrès du capital (national) et de l'opposition à tel ou tel impérialisme, on appelle à faire un front avec telle ou telle fraction de la bourgeoisie. La libération nationale sert d'appât pour attirer le prolétariat dans un front national et l'utiliser comme

chair à canon dans la guerre impérialiste<sup>34</sup>.

- On peut affirmer que toutes les *carottes* sont bonnes pour arracher le prolétariat à son terrain de classe, à sa pratique révolutionnaire. Toute revendication économique ou

sociale, transformée en «quelque chose de plus réaliste», en réforme, peut servir à faire trotter le prolétariat bien soumis comme un âne derrière une carotte; toute la question réside dans la capacité du Capital à neutraliser la critique radicale, à aligner les prolétaires sous ses mots d'ordre, à les recruter pour grossir la mobilisation en faveur du réformisme. L'objectif invariant de la social-démocratie est la liquidation de l'autonomie du prolétariat, sa transformation en base d'appui de telle ou telle fraction bourgeoise progressiste et/ou d'un capitalisme à la gueule ou au masque quelque peu plus humain.

- Lorsque cet objectif n'est pas parfaitement atteint, lorsque l'on n'arrive pas à soumettre le prolétariat à ces carottes classiques afin de détruire son autonomie de classe, lorsque l'on ne parvient pas à l'encadrer dans le possibilisme et le réalisme politiciste, lorsqu'il est difficile de transformer le prolétariat en wagon de queue de tel ou tel front, alors on utilise d'autres mécanismes plus subtils mais dont les objectifs restent identiques. *L'appui critique* est de ceux-là. Ainsi, lorsque l'on ne parvient pas à obtenir des prolétaires qu'ils soutiennent un régime social qui les exploite et les opprime, lorsque l'augmentation de l'exploitation et de la répression saute aux yeux, lorsque les critiques prolétariennes deviennent inévitables, on recourt à un type de formalisme critique qui cache un soutien: «l'appui critique». Nous oublions trop souvent que l'expression est à mettre entre guillemets car cet appui se réduit dans la pratique à une triviale question opportuniste. Concrètement, on argumente que

telle option est moins pire qu'une autre et qu'il faut donc «l'appuyer de façon critique», «préserver les acquis», «ne pas faire le jeu de la droite», «ne pas entrer dans le jeu du capitalisme», cherchant ainsi à ce que les critiques restent dans un cadre respectable, non révolutionnaire. C'est ainsi que le trotskisme (et d'autres socialistes influencés par celui-ci) parvint à atténuer et canaliser politiquement une partie importante des critiques qui se faisaient à l'égard du pouvoir en Russie: il ne fallait pas «faire le jeu du capitalisme», il fallait «préserver les acquis de la révolution». Cette concrétisation politique du moindre mal et de l'appui critique qui s'exprime également dans les fronts uniques, qui fonctionne comme appât pour les fronts populaires, crée la confusion générale et fonctionne comme rabatteur de gauche pour l'appui au statu quo. Ce petit frère du stalinisme qu'est le trotskisme s'opposa obstinément à la dénonciation du caractère capitaliste de l'État en Russie et, divisé entre son aile droite et son aile gauche, il offrit son «appui critique» à toute la politique de son grand frère («Big Brother»!)<sup>35</sup>. Il est difficile de dire si en l'absence de cette politique de canalisation politique de la contradiction sociale, le prolétariat aurait eu la force de reprendre le chemin de la révolution mais il est certain que du point de vue de la domination, cette politique d'appui critique est une collaboration essentielle à sa reproduction, et il n'est pas exagéré de dire que si le trotskisme n'avait pas existé en Russie, Staline aurait eu tout intérêt à l'inventer, ne fut-ce que pour lui attribuer tous les échecs et sabotages infligés par le prolétariat à la production bourgeoise! Même en cela il y a complémentarité entre les deux frères! En accusant tout saboteur d'être trotskiste on empêchait l'unification des véritables saboteurs du capitalisme dans leur lutte pour la révolution sociale.

- Mais l'appui critique n'est pas uniquement utilisé dans ce cas extrême, il sert aussi de complément de gauche à n'im-

34- Voir à ce sujet notre article «Contre la mythologie justifiant la libération nationale» dans *Le Communiste* n° 15 et n°16, novembre 1982 et mars 1983.

35- Le meilleur document historique concernant le fonctionnement des fractions trotskistes en Russie, fonctionnement qui contribua à la reproduction du stalinisme et sabota toute critique de fond, est sans aucun doute le livre de Anton Ciliga «*Dix ans au pays du mensonge déconcertant*», Editions Champ Libre.

porte quelle politique frontiste. Tout front populaire, tout front antifasciste, tout front «anti-impérialiste» a ses partisans «critiques». C'est une espèce de brigade de recruteurs des insoumis. Ce sont ceux qui empêchent que la rupture touche à la racine de l'ordre social. Ce sont ceux qui empêchent la critique radicale et totale de ces fronts, de l'encadrement bourgeois des prolétaires, et qui empêchent surtout qu'eux-mêmes soient dénoncés pour ce qu'ils sont. Le trotskisme s'oppose formellement au front populaire au nom d'autres fronts (tel le «front unique» avec la social-démocratie qui n'est en fait qu'un autre front populaire) et en même temps, avec sa tactique d'«appui critique», il a apporté une énorme contribution à la soumission généralisée du prolétariat, à la disparition de l'autonomie de classe, à la transformation de celle-ci en chair à canon de la guerre impérialiste en Europe et dans le monde entier.

- En outre, les trotskistes ne sont pas les seuls à pratiquer l'appui critique. Combien de fois, au nom de l'anarchisme, n'a-t-on pas soutenu les défenseurs de l'Etat? Combien de fois, au nom du communisme, n'a-t-on pas appelé à défendre les mesures économiques de tel ou tel gouvernement, en invoquant l'appui critique? L'antifascisme lui-même, qui constitue depuis 80 ans le modèle de frontisme et de recrutement de prolétaires pour la guerre impérialiste, a toujours fonctionné avec des partisans critiques, qu'ils se disent marxistes-léninistes, anarchistes, trotskistes, libertaires! La Seconde Guerre Mondiale, qui commença par la liquidation de la tentative révolutionnaire en Espagne et sa transformation en guerre fascisme/antifascisme, fut un modèle en son genre. Au nom du moindre mal et de l'appui critique à l'antifascisme, la CNT collabora à la liquidation du prolétariat

révolutionnaire en Espagne et à la guerre impérialiste. Voilà une histoire emblématique de la manière de transformer la lutte du prolétariat pour ses intérêts en son exact opposé ce qui, comme on le sait, s'est conclu par la transformation des prolétaires en chair à canon, intronisant mondialement Staline, Churchill et Roosevelt. Hé oui, le moindre mal, l'appui critique, le frontisme,... furent bien utiles.



«Ne parlez pas pendant le travail !»

Ils ont réussi, au nom du communisme et de l'anarchisme, à dissoudre la force du prolétariat et à imposer la plus grande soumission de classe de l'histoire! Si on utilise encore autant le repoussoir du fascisme (jusqu'à inventer n'importe quoi afin de prouver sa véracité), c'est parce que aucun autre front historique n'est parvenu à une adhésion aussi massive que le front

antifasciste, parce que c'est l'exemple suprême de totalitarisme et d'intégrisme démocratique.

- Ce que la social-démocratie présente comme purement tactique, à savoir le moindre mal, le front,... est en réalité stratégique. Ce qui est prétendument stratégique, à savoir le socialisme, la révolution, ce sont des principes idéaux qui servent d'appât mais qui n'ont et n'auront aucune concrétisation. Ainsi, c'est au nom du communisme ou de l'anarchisme, pour lesquels luttent les prolétaires, que les partis qui se baptisent de cette manière appellent à choisir telle ou telle fraction de la classe dominante, telle ou telle politique ou groupe du pouvoir. Bien sur, cela se fait toujours au nom de la tactique, en déclarant que l'objectif final continue d'être le communisme ou l'anarchisme. Mais, de cette manière, on peut passer toute sa vie à attendre d'enfin lutter pour l'objectif final. En réalité, la social-démocratie ne lutte jamais pour cet objectif final, elle n'appelle jamais les prolétaires à cette lutte, contrairement à ses déclarations. Cela démontre bien que cet objectif n'est absolument pas son but, qu'il n'est qu'un appât pour qu'on soutienne, de manière critique ou pas, tous les moindres maux qu'on nous propose. C'est cela l'histoire de la gauche bourgeoise, 100, 200 années pourront s'écouler, c'est et ce sera toujours au nom de cet inaccessible futur que la social-démocratie illusionne les prolétaires aujourd'hui, pour lécher les bottes de telle ou telle fraction de la classe dominante.

- Le *dualisme* entre principes et tactique, entre programme maximum et programme minimum, entre historique et immédiat, entre politique et économique,... est omniprésent dans toutes les théories, tous les discours, toutes

**Ce que la social-démocratie présente comme purement tactique, à savoir le moindre mal, le front,... est en réalité stratégique. Ce qui est prétendument stratégique, à savoir le socialisme, la révolution, ce sont des principes idéaux qui servent d'appât mais qui n'ont et n'auront aucune concrétisation.**

les manœuvres, toutes les explications social-démocrates. Le plus important de ces dualismes s'affiche quand on nous dit clairement, comme Ebert ou Lénine que nous citons précédemment, qu'il faut développer le capitalisme (« d'Etat » ou pas) au nom du socialisme, que grâce à ce développement nous parviendrons au socialisme, plus tard. En résumé, l'intégralité de l'œuvre de Lénine est une apologie de la tactique, de la manœuvre, de la capitulation, de l'appui à telle ou telle fraction bourgeoise ou du compromis avec telle ou telle autre, de l'opportunité, des bontés du capitalisme et du plus grand essor possible du travail ..., au nom de la sauvegarde du « socialisme » ou de « la patrie socialiste » et dans les faits, cela n'a d'autre fonction que d'appâter tous ceux qui viendront s'y embrocher.

---

36- Voir notre article « *A mots d'ordre étrangers au prolétariat, conscience aliénée* » dans *Communisme* n°34, septembre 1991

37- Par exemple, dans la conclusion de « *Sur l'impôt en nature* », Lénine dit : « *L'impôt en espèce est la transition du communisme de guerre vers un juste échange socialiste de produits* » et « *L'échange signifie la liberté de commerce, c'est le capitalisme* ». Donc, pour Lénine, l'échange de produit est socialiste et capitaliste en même temps. Voilà comment on manœuvra à la direction de l'Etat russe en parlant simultanément de patrie socialiste, des bénéfices du capitalisme d'Etat, des entreprises communistes, des avantages de l'échange capitaliste... La confusion généralisée servit à désorienter totalement le prolétariat et à le soumettre à nouveau au travail, au capital, à l'économie nationale.

38- Pour reprendre à notre compte le titre de cet ouvrage de Jean Barrot, « *Le renégat Kautsky et son disciple Lénine* ».

- Mais en général tout ceci est moins explicite, moins direct. Lorsque c'est plus subtil, il peut y avoir jusqu'à des dizaines de *médiations* avant d'arriver aux mêmes objectifs. Au nom du socialisme, on appelle à l'appui critique de tel front, au nom de ce front, on appelle à appuyer un gouvernement et un Etat, au nom de ce gouvernement et de cet Etat, on appelle à collaborer à l'envoi de troupes de pacification de l'ONU dans tel ou tel pays. La facilité avec laquelle on utilise ainsi les prolétaires comme chair à canon est fascinante, la facilité avec laquelle on mobilise ainsi pour des objectifs complètement contraires à ceux qu'on disait défendre est incroyable, et tout aussi saisissant est le degré de spécialisation des leaders social-démocrates dans ce type de « tactique ». Au nom des besoins des travailleurs, on appelle à la défense du salaire, au nom de la défense du salaire, on appelle à la défense de la source de travail, au nom de cette source de travail, on appelle à être indulgent envers les besoins de rentabilité de l'entreprise et de l'économie nationale, au nom de l'entreprise et de l'économie nationale, on appelle à faire des sacrifices (et donc à baisser les salaires!), au nom de tout cela, on finit immanquablement par utiliser les prolétaires comme bases d'appui de la bourgeoisie nationale et chair à canon de la guerre impérialiste. <sup>36</sup>.

- Ce dualisme n'a d'autre but que d'arracher le prolétariat à son terrain de classe pour l'amener à défendre les intérêts du capitalisme et de l'économie nationale. Cette dissimulation des objectifs joue un rôle clé dans la domination de classe. Du point de vue révolutionnaire, la question est bien simple, dans tous les cas, tous les pays, toutes les époques et les circonstances, les intérêts des exploités et des exploités sont non seulement

différents mais opposés, antagoniques. Comme il est impossible de nier que le communisme et le capitalisme sont des choses différentes (bien qu'il y en eut aussi pour dire, au nom du communisme, qu'ils n'étaient pas si différents)<sup>37</sup>, la classe dominante doit nécessairement introduire ces dichotomies. « *Le renégat* » Kautsky et « *son disciple* » Lénine<sup>38</sup> le confessaient lorsqu'ils considéraient que les intérêts immédiats pour lesquels luttait le prolétariat étaient différents de ses intérêts historiques et que c'était la social-démocratie qui apportait la conscience socialiste, elle-même produit de la science : la fameuse introduction de la conscience de classe de l'extérieur de la part des intellectuels et des scientifiques de toute la social-démocratie et du léninisme, c'est précisément cela ! C'est ainsi qu'ils nous diront que dans le futur nous lutterons pour le socialisme et/ou l'anarchisme mais que pour le moment, pour des questions pratiques, tactiques, immédiates, ... ou peu importe leur nom, il faut faire juste le contraire et soutenir telle ou telle politique capitaliste. « *Non, en ce moment les conditions pour imposer le programme maximum ne sont pas réunies, nous lutterons donc pour le programme minimum...* ». « *Il est vrai que ce gouvernement est bourgeois mais nous devons le soutenir parce que c'est un moindre mal que le fascisme* ». « *Maintenant, nous ne pouvons exiger d'augmentation de salaire...* ».

- La limpidité et l'unicité du programme communiste s'oppose à l'opacité et au dualisme du programme social-démocrate. Nous, prolétaires, nous n'avons pas d'intérêts économiques distincts de nos intérêts politiques. Nos ennemis ne peuvent assurer leur domination qu'en divisant et opposant idéologiquement ce qui forme une unité. Si les prolétaires s'accrochent à leurs intérêts propres, ils luttent nécessairement contre le capital et l'Etat et, même s'ils ne le savent pas ou si seule une petite minorité d'entre eux le sait, ils sont forcément en train

de lutter pour la révolution communiste. Le dualisme entre programmes, entre tactique et stratégie, entre tel ou tel aspect du programme ne peut absolument pas venir du prolétariat, il vient de la domination idéologique de la bourgeoisie et reproduit pratiquement cette domination. La dualité n'existe ni dans les intérêts du prolétariat, ni dans son programme, ni dans sa vie. Dans tous les cas, son intérêt est unique et toujours antagonique à tout le capital et à toutes ses fractions. Seule la classe dominante peut simultanément présenter tel ou tel programme, tactique, principe, front, ... comme étant une bonne chose pour le prolétariat et lui réclamer des sacrifices. Contrairement à ce que disent les social-démocrates comme Kautsky ou Lénine pour défendre la nécessité d'introduire la conscience social-démocrate au sein de la classe, l'intérêt économique du prolétariat est identique à son intérêt politique, la véritable lutte pour ses intérêts économiques est une lutte révolutionnaire. Comme cette importation idéologique social-démocrate doit venir de la science, ce dieu de la social-démocratie, elle est forcément antagonique à la totalité des intérêts du prolétariat.

- De fait, notre intérêt est de résister à toute augmentation du taux d'exploitation, lutte inséparable de la lutte contre l'exploitation et pour sa suppression. Alors que le capital a toujours intérêt à augmenter l'exploitation, qui lui permet de contrecarrer la diminution du taux de profit, l'intérêt économique du prolétariat est toujours de lutter contre cette augmentation de l'exploitation. Evidemment, il est impossible de demander aux prolétaires de lutter contre leurs propres intérêts, c'est pourquoi la social-démocratie comme n'importe quel parti de la classe dominante, lorsqu'elle s'adresse aux exploités, essaye de les convaincre qu'il est impossible de lutter contre l'entière du capital et de l'Etat et que, même si les objectifs ultimes (ou politiques ou de principes)

sont tels ou tels aujourd'hui, il vaut mieux se battre pour... le contraire. Ce n'est qu'en imposant ce dualisme idéologique, à savoir l'opposition entre intérêts immédiats et historiques, qu'on peut recruter au nom du socialisme pour soutenir le développement du capitalisme.

- Ce phénomène a poussé de nombreux révolutionnaires à penser que si la social-démocratie ne défendait pas les intérêts historiques du prolétariat, elle défendait cependant ses intérêts immédiats, ce qui justifiait le rôle historique du syndicalisme. Ceci est absolument faux, la social-démocratie et le syndicalisme n'ont jamais défendu les intérêts du prolétariat mais leur récupération par l'Etat, et la confusion vient du fait de confondre –pour mieux dissoudre la première dans la seconde– la revendication et la réforme, la revendication prolétarienne immédiate, exprimée dans la lutte, et ce que les patrons et l'Etat sont disposés à concéder: la réforme.

### CARACTÉRISATION DU LÉNINISME ET DU MARXISME-LÉNINISME

Formellement, le marxisme-léninisme est une invention de Staline consacrée religion d'Etat à la mort de Lénine. Le fastueux enterrement de Lénine et le culte de la personnalité qui s'en suivit, organisés par Staline, constitueront la forme choisie pour présenter aux masses prosternées cette «nouvelle» idéologie, véritable religion d'Etat. Le marxisme-léninisme est l'idéologie qui permit de développer l'Etat capitaliste russe, sous la direction du stalinisme, pour régenter «le mouvement communiste mondial» en fonction des décisions des dirigeants de l'Etat russe et des intérêts du capital impérialiste centralisé dans ce pays.

Cependant, la politique qui caractérise l'Etat russe depuis la prise du pouvoir par les bolcheviks et l'imposition de la politique «léniniste» ou bolchevique

aux groupes et partis qui s'étaient mis en rupture avec la social-démocratie, existe depuis la consécration des bolcheviks comme synonyme de révolutionnaires «véritables», opérée depuis l'insurrection d'octobre, et l'idéalisation répandue à travers le monde du rôle qu'ils auraient joué au cours de cette insurrection. C'est pourquoi l'appellation léninisme, bolchevisme ou marxisme-léninisme (que l'on peut considérer tous trois comme synonymes) peut s'appliquer à la politique entamée avec la venue au pouvoir de Lénine. Nous l'utiliserons donc dès le moment où Lénine arrive à la tête du gouvernement, c'est-à-dire avant qu'elle ne soit formellement consacrée, après sa mort, et nous lui donnons ainsi un caractère plus général qui nous semble tout à fait pertinent.

Si le marxisme était déjà une idéologie totalement falsifiée de l'œuvre de Marx (cela même qui le poussa à déclarer «*je ne suis pas marxiste*»), pour affirmer la conception social-démocrate du parti qui au nom du socialisme mit le prolétariat au service du capital, le léninisme et le marxisme-léninisme s'occupèrent quant à eux des franges les plus actives du prolétariat en lutte pour la révolution sociale, et plus particulièrement des franges qui se disaient communistes (et qui d'une certaine manière avaient amorcé une rupture avec la social-démocratie formelle), avec pour seul objectif de les mettre au service du capital et de l'Etat.

Comme le reste de la social-démocratie, le marxisme-léninisme appelle à la révolution socialiste ou communiste mais pas à la destruction du capitalisme, à l'abolition du travail salarié et des rapports marchands. Au contraire, il appelle à la prise du pouvoir pour la réalisation d'un ensemble de réformes économiques. Ce dualisme politique et économique correspond, évidemment, au sempiternel dualisme de la social-démocratie dont nous parlions précédemment. Lénine a défini son programme

« communiste » en ces termes : *« Le communisme, c'est le pouvoir soviétique plus l'électrification du pays entier. »*<sup>39</sup>

Dans toute l'œuvre de Lénine, comme dans celle de Staline ou des social-démocrates dans leur ensemble, il n'y a rien, absolument rien de concret concernant la destruction de la dictature de la valeur, de l'argent, de la marchandise... absolument rien de clair et d'explicite concernant l'abolition concrète des rapports de production et de l'exploitation propres à la société bourgeoise ! Contrairement à l'apparence de radicalité que le léninisme a eu à son époque, sa conception de la révolution socialiste est complètement réformiste, contre-révolutionnaire. Elle consiste simplement à prendre le pouvoir pour moderniser le capitalisme et

corrélativement, elle « étatisé », c'est-à-dire qu'elle fait passer la propriété privée (juridique, formelle) dans les mains du gouvernement.

Ce genre de réforme nationale, initiée avec le léninisme et qui trouvera sa concrétisation finale avec le stalinisme en Russie, fut dans les faits une manière de réorganiser et de moderniser les rapports de production capitalistes. Comme idéologie, le marxisme-léninisme a servi à présenter cette modernisation d'abord comme un pas vers le socialisme (sans oublier que pour Lénine avancer vers le socialisme et développer le capitalisme sont une seule et même chose) et ensuite, avec l'idéologie du socialisme en un seul pays, comme le « socialisme » même, le tout au nom de Marx et Lénine.

Ainsi le « socialisme » devint dans le monde entier synonyme de développement accéléré du capitalisme basé principalement sur le travail, synonyme d'apologie de l'élément « travail » et « travailleur » du capitalisme. Bien que cachés, particulièrement vis-à-vis de l'extérieur, les camps de concentration, les camps de travail forcé furent l'élément essentiel du marxisme-léninisme et de la construction du « socialisme » dans le monde. Toute la production de l'Union Soviétique et sa puissance dans la compétition interimpérialiste étaient basées sur le fait de forcer au maximum le travail dans toutes les branches productives. Etant donné que, comparativement aux autres puissances, la différence technologique était défavorable à la Russie, ce genre de développement capitaliste dans lequel prédomine la plus-value absolue (augmentation de l'extension et de l'intensité du travail), fut le seul que le stalinisme réussit à accomplir. Les camps de travail forcé, comme réalité économique et comme menace généralisée, marquèrent le rythme et les fluctuations de la gestion de l'exploitation et les accélérations et les crises de la production « socialiste ». Si appeler cette monstruosité capitaliste

« socialisme » fut une invention géniale de la contre-révolution marxiste-léniniste, c'est-à-dire de l'Etat stalinien (*« le pays du mensonge déconcertant »* selon la formule d'Anton Ciliga dans le titre de son ouvrage cité plus haut en note), on comprend aussitôt qu'elle ait été accueillie avec complaisance par la bourgeoisie mondiale. Rien n'avait donné tant de bénéfices à la classe dominante mondiale pour dominer ses esclaves salariés. Ce fut la plus grande affaire du 20<sup>ème</sup> siècle !

Contre le communisme, la social-démocratie présente toujours les nationalisations et les étatisations comme faisant partie du programme socialiste, et même comme étant la question centrale du passage au socialisme. Contre les



**STAKHANOV, l'ouvrier modèle russe, a l'honneur de faire la couverture du Times. Symbole de l'augmentation « volontaire » du temps et de l'intensité du travail, symbole de l'augmentation de l'exploitation et du taux de profit, la bourgeoisie mondiale exprime bien (indépendamment de l'idéologie libérale ou socialiste) sa préférence pour le travailleur modèle. Peu lui importe d'ailleurs que la mystification autour des pseudos-records exemplaires du dit Stakhanov ait été reconnue plus tard.**

39- Lénine, « Rapport sur l'activité du Conseil des commissaires du peuple au 8e Congrès des Soviets de Russie ».

40- Comme nous l'avons déjà signalé souvent, nous refusons de nommer ce régime « capitaliste d'Etat » parce qu'en réalité le capital n'est que formellement, juridiquement étatisé. De plus, la persistance des rapports sociaux marchands rend tout véritable contrôle central de l'économie impossible, ce qui, contrairement aux illusions des marxistes-léninistes, se vérifiera dans les années suivantes. L'échec fracassant du contrôle du capital montre également à quel point le capital en URSS n'était pas un « capitalisme d'Etat », il n'était même pas « contrôlé par l'Etat », et à quel point ce soi-disant socialisme, défendu par les marxistes-léninistes, n'était pas compétitif au niveau international.

41- Ce qui est faux, ce sont les oppositions telles que posées par cette idéologie, comme par exemple entre monopole et concurrence ou entre exportation de marchandises et exportation de capitaux, ... En réalité, le capitalisme contient chaque fois nécessairement les deux réalités: tout monopole implique concurrence et vice-versa, toute exportation de marchandises est exportation de capitaux et vice-versa. Par ailleurs, l'impérialisme est présent dans toute l'histoire du capitalisme et même auparavant. Enfin, il n'y a aucun changement par rapport à la nature essentielle du capital décrite par Marx. Les changements invoqués ne sont que des subterfuges idéologiques des social-démocrates et ce dès la naissance de leur parti, pour remanier l'essence de la théorie révolutionnaire et justifier tout type de révision de la théorie de Marx en prétendant que « la période a changé ».

communistes de gauche qui, dans son parti, dénonçaient le développement du capitalisme d'Etat, Lénine le défendait ouvertement comme un pas vers le socialisme. Vu que le concept même de révolution, fondé sur la destruction des rapports sociaux basés sur la valeur, est complètement étranger au projet léniniste, il est tout à fait logique que pour Lénine il n'y ait pas de grande différence entre capitalisme d'Etat et socialisme (ni, de façon générale, entre capitalisme et socialisme), ou que cette différence se limite à qui détient le pouvoir. C'est pourquoi, pour les léninistes, la question se résume à «prendre le pouvoir» et non à détruire le pouvoir du capital! Comme si le pouvoir était quelque chose qu'on prend et qu'on utilise comme on veut! Comme si l'Etat n'était qu'un instrument neutre! Comme si la révolution

prolétarienne était une simple révolution politique! Il est logique, également, qu'à la mort de Lénine, le dernier petit pas consistant à appeler «socialisme» ce capitalisme juridiquement étatisé<sup>40</sup> ait été franchi et que, par la suite, le marxisme-léninisme soit devenu la doctrine générale de tout ce qui s'autoproclamait «camp socialiste».

Le marxisme-léninisme en URSS sera simplement ce développement du capitalisme effectué au nom de la «grande révolution d'octobre». Tout ce qui dans la réalité ne coïncide absolument en rien avec ce que Marx avait défini comme socialisme est justifié par le fait que Marx aurait été dépassé et ses erreurs corrigées par Lénine puis par Staline. Mieux encore, le stalinisme globalisera ainsi une nouvelle théorie (en réalité, une modernisation et une mise à jour

de la théorie social-démocrate présentée comme neuve) dans laquelle le dualisme propre à la social-démocratie et indispensable à la sujétion du prolétariat au service de la contre-révolution stalinienne sera présenté comme la théorie du marxisme modernisé, comme la théorie du marxisme corrigée par Lénine et Staline et applicable à l'époque impérialiste. La théorie de la nouveauté, du changement de période, d'un capitalisme qui aurait changé, passant d'une phase de compétition à une phase de monopole, une phase impérialiste<sup>41</sup> constitua la pierre angulaire du léninisme et de la révision générale de la théorie de Marx, révision qui atteindra son apogée avec le stalinisme. Lénine avait toujours à la bouche cette expression: «*Marx ne pouvait prévoir que...*». Il faut souligner le fait que la théorie de Lénine sur «*L'impérialisme comme stade suprême*



*du capitalisme*» prend sa source comme il le reconnaît lui-même dans la droite révisionniste de la social-démocratie et plus particulièrement dans les livres de J.B. Hobson, «*L'impérialisme*» (1902), et de Hilferding, «*Le capital financier*» (1912). Cette conception, reproduite par Lénine et qui est celle des principaux chefs social-démocrates, est dominante aux Congrès social-démocrates de Chemnitz et de Bâle (1912). Le fait que, lors de ces congrès, la social-démocratie dans son ensemble ait platoniquement dénoncé l'impérialisme ne l'empêcha pas d'être le parti qui réussit à recruter le plus grand nombre de prolétaires pour la guerre impérialiste déclenchée en 1914. Le réformisme est même défendu par Lénine qui utilise ce procédé révisionniste en affirmant que «maintenant» le rapport entre réforme et révolution est différent de ce que Marx avait établi: «*Seul le marxisme définit de façon précise et juste le rapport entre les réformes et la révolution; et Marx n'a pu voir ce rapport que sous un seul aspect, à savoir: dans les conditions précédant la première victoire tant soit peu solide, tant soit peu durable du prolétariat dans un pays au moins (...)* Après la victoire du prolétariat au moins dans un pays, un élément nouveau survient dans le rapport des réformes et de la révolution. En principe tout reste comme avant, mais il se produit dans la forme un changement que Marx lui-même ne pouvait prévoir, mais dont on ne peut se rendre compte qu'en se plaçant sur le terrain de la philosophie et de la politique du marxisme. Après la victoire (tout en restant à l'échelle internationale ce même «produit accessoire»), elles constituent en outre pour le pays où la victoire a été remportée, une trêve

*indispensable et légitime dans le cas où, à la suite d'une tension extrême, les forces manquent notoirement pour franchir, en suivant la voie révolutionnaire, telle ou telle étape*»<sup>42</sup>. En affirmant que «*Marx n'a pas prévu et ne pouvait prévoir*», Lénine défend non pas l'antagonisme clair entre réforme et révolution, mais le réformisme qu'il conçoit comme une sorte de renfort à la révolution, de repli indispensable pour que la révolution avance et au nom duquel il pourra justifier n'importe quoi.

Ce pseudo-dépassement de Marx permettra ainsi au léninisme de réaffirmer l'ensemble de l'idéologie social-démocrate sur l'absence des conditions nécessaires à la réalisation de la révolution, sur le retard généralisé des conditions économiques et de la conscience des masses. Toute la politique contre-révolutionnaire sera justifiée par le fait que ce retard des masses ne permet pas d'autre politique. En Russie, tout ce qui est contre-révolutionnaire sera justifié soit par le retard du pays soit par le manque de conscience des masses, en occultant tant la puissance du capitalisme dans ce pays que la force dont avait fait preuve le prolétariat en lutte. Ainsi, pour Lénine, on ne pouvait passer du capitalisme au socialisme en Russie à cause du retard des masses: «*Il ne fait aucun doute que dans un pays où la majorité de la population est formée de petits producteurs agricoles, il n'est possible de mener à terme la révolution socialiste qu'aux travers de toute une série de mesures transitoires spéciales qui seraient totalement inutiles dans les pays au capitalisme développé où les ouvriers salariés de l'industrie et de l'agriculture constitue une majorité écrasante...* Le passage direct du capitalisme au socialisme n'est possible que dans ces pays où cette classe s'est développée de façon suffisante...»<sup>43</sup>. Et ensuite, pour défendre la nécessité de rétablir le commerce que le prolétariat insurgé avait commencé à détruire, Lénine insiste sur le fait qu'on ne peut passer au socialisme et que plus de capitalisme est indispensable: «*Il n'est pas possible de conserver le pouvoir*

*prolétarien dans un pays incroyablement ruiné, avec une gigantesque prédominance de paysans, également ruinés, sans l'aide du capital (sic!) pour laquelle il prendra logiquement des intérêts exorbitants*»<sup>44</sup>. Avec l'argument du retard de développement, le léninisme fait passer le capital pour une chose neutre, comme s'il s'agissait d'une quantité d'argent ou de technologie qui pourrait aider le socialisme, et non pour ce qu'il est: un rapport social d'exploitation et de domination qui liquide toute possibilité de socialisme!

Mais, parallèlement à l'influence mondiale de la vague révolutionnaire et à l'image que la révolution prolétarienne en Russie y prendra, le marxisme-léninisme va acquérir une importance mondiale non seulement comme idéologie pour encadrer le prolétariat mais aussi comme direction formelle de ce dernier. En effet, c'est la direction russe qui liquidera la force révolutionnaire du prolétariat qui avec de grandes difficultés était en train de se constituer à travers le monde comme force en dehors et contre la social-démocratie.

Comme on le sait, la rupture avec la politique contre-révolutionnaire de la social-démocratie que le prolétariat développa dans le monde dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et qui remit le capital en question (Mexique, Russie, Hongrie, Allemagne,...) s'exprima aussi dans des noyaux et des groupes de militants qui appelaient à la rupture totale avec la social-démocratie, surtout lorsque celle-ci participa à la boucherie mondiale (au nom du socialisme, du communisme, de l'anarchisme...), ce qui mit en évidence son caractère contre-révolutionnaire. Cette rupture qui, à des degrés différents, s'opéra dans tous les pays, avait pour objectif la constitution du prolétariat en parti distinct et opposé à tout l'ordre établi. Elle s'exprima particulièrement au sein de noyaux de révolutionnaires qui, contre la politique contre-révolutionnaire et pro-impérialiste de la social-démocratie, appelaient à la révolution sociale.

42- Lénine «*A propos de la signification de l'or aujourd'hui et après la victoire du socialisme*» (1921).

43- Lénine «*Rapport sur la substitution du système de contingentement par l'impôt en espèce*» au X Congrès du PC (R) de Russie (1921).

44- Idem.

## RUPTURE COMMUNISTE VERSUS SOCIAL-DÉMOCRATIE

Cette rupture peut être schématisée comme suit <sup>45</sup>:

1. Contre la politique défensive, social impérialiste et centriste de la social-démocratie, appel à la lutte ouverte contre le capitalisme, contre tous les Etats. A la guerre impérialiste, les révolutionnaires opposent partout le défaitisme révolutionnaire, la guerre contre « sa propre » bourgeoisie et « son propre » Etat, la révolution sociale mondiale. Contre la guerre et la paix bourgeoises, guerre révolutionnaire contre la bourgeoisie et l'Etat de tous les pays, révolution communiste mondiale.

2. Contre le soutien au pôle progressiste du capital et la défense des tâches démocratiques bourgeoises, action directe contre le capital, la démocratie et l'Etat.

3. Contre la division entre programme maximum et programme minimum de la social-démocratie, lutte pour la défense de tous les intérêts du prolétariat et pour la révolution sociale.

4. Contre la défense de la démocratie, lutte contre la dictature bourgeoise sous toutes ses formes.

5. Contre le parlementarisme, l'électoratisme, action directe contre les exploiteurs et ses représentants.

6. Contre le syndicalisme (contre l'économicisme et le politicisme), lutte ouverte en dehors et contre les syndicats, véritables appareils d'Etat et de recrutement impérialiste. Cette lutte s'est concrétisée par la création de nouvelles associations prolétariennes et de structures révolutionnaires (conseils, autres organisations unitaires, noyaux communistes, ...) en rupture totale avec le capital et l'Etat.

7. Contre le colonialisme et la libération nationale, sur lesquels la social-démocratie était divisée en mille polarisations, lutte du prolétariat contre les bourgeois et les Etat de tous les pays.

8. Contre le parti de masse, contre le parti électoral, contre le parti parlementaire, organisation des communistes en noyaux révolutionnaires capables de diriger le parti et la révolution communiste.

9. Contre la social-démocratie formelle, organisation spécifique des révolutionnaires

10. Contre tout front avec la bourgeoisie, contre tout front avec la social-démocratie

11. Contre l'utilisation de l'Etat ou la prise du pouvoir d'Etat, destruction de tous les appareils d'Etat et destruction de l'Etat lui-même.

Si notre intérêt était l'individu militant Lénine, nous pourrions commencer ici à évaluer dans quelle mesure il participa à cette rupture. Nous constaterions alors que Lénine fait partiellement partie de cette rupture par sa pratique contre la guerre impérialiste, son défaitisme révolutionnaire et sa défense d'une révolution violente, contre la majorité des social-démocrates, y compris ses propres compagnons de parti. Nous verrions en même temps que Lénine, vu sa conception globale du capitalisme et son idéologie des « tâches démocratiques bourgeoises »... n'a jamais cessé d'être entièrement social-démocrate et de considérer qu'en Russie, on ne pouvait faire qu'une « révolution bourgeoise ». Nous commencerions ainsi à nous préoccuper de ses incohérences et nous nous concentrerions sur sa politique fluctuante, vacillante et douteuse dans les moments décisifs (qui même en pleine période insurrectionnelle soutenait la possibilité d'une révolution pacifique!). Mais la politique contradictoire et oscillante de l'individu Lénine ne nous intéresse pas. Ce qui nous intéresse, c'est de comprendre comment au nom du militant Lénine, une pratique sociale décisive a été associée à une conception qui sera internationalement déterminante. C'est en ce sens que Lénine nous intéresse, parce que son nom a été idéologiquement associé à une vision

qui imposera l'Etat en Russie et entraînera les partis communistes du monde entier vers l'anéantissement. Bien au-delà du militant nommé Lénine, ce qui nous intéresse, c'est le léninisme parce que, ainsi défini, il est la clé de tout le processus contre-révolutionnaire du XX<sup>ème</sup> siècle. Le culte de la personnalité de celui qui fut présenté comme le père de la révolution russe contribua évidemment à surévaluer l'importance de cet individu et à donner plus de force à la politique contre-révolutionnaire dirigée depuis Moscou dès la fondation de l'Internationale Communiste (que nous abrégions par « IC »).

Nous devons néanmoins souligner le fait que la politique social-démocrate des bolcheviks est la caractéristique dominante de ce parti depuis toujours <sup>46</sup>, ce qui explique que dès sa constitution et surtout durant le processus insurrectionnel d'octobre 1917, il prit des positions qui hésitaient entre démocratie bourgeoise et lutte prolétarienne, entre appui aux gouvernements provisoires ou continuité de la lutte prolétarienne vers l'insurrection. A ce sujet, il nous semble très instructif de reprendre les points de rupture en germe que nous énumérions précédemment et qu'exprimaient les secteurs les plus radicaux du prolétariat dans les années 1917/1921, et de situer le léninisme par rapport à ces points de rupture, et ce d'abord lorsque Lénine, Trotski, Zinoviev... sont à la tête de l'Etat et de la Troisième Internationale, puis avec Staline comme chef suprême.

45- L'énumération qui suit n'est pas exhaustive et ne prétend pas être plus qu'un schéma clair, illustratif, facilitant l'exposition et l'explication. Tout lecteur attentif peut nous dire, avec raison, que cette énumération est totalement arbitraire, qu'en réalité les différents points se recoupent partiellement, etc. Malgré cela, il est vraiment utile pour notre explication de recourir à cette énumération caractéristique de cette rupture pour ensuite la comparer à ce que fut le marxisme/léninisme.

46- Même après la scission avec les mencheviks, les bolcheviks continueront à réclamer la dénomination P.O.S.D.R., Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie.

## RUPTURE COMMUNISTE VERSUS LÉNINISME.

1. La politique défaitiste révolutionnaire qui porta les bolcheviks (et d'autres minorités révolutionnaires) à la tête de l'insurrection prolétarienne en Russie est totalement abandonnée par la direction du parti et l'Etat dès les premiers jours du pouvoir sur base de la signature d'une paix séparée avec le militarisme allemand<sup>47</sup>. Non seulement on trahissait ainsi la consigne de « transformation de la guerre impérialiste en révolution communiste mondiale » mais on sacrifiait et isolait des secteurs du prolétariat qui avaient été ou étaient toujours en pleine insurrection. C'était une action concrète contre l'insurrection prolétarienne qui était en gestation en Allemagne et une véritable livraison à la répression contre-révolutionnaire du prolétariat insurgé en Ukraine et dans d'autres régions.

2. Le léninisme réimposera dès le départ la vieille politique social-démocrate de réalisation des tâches démocratiques bourgeoises et de développement du

---

47- Voir notre article « *Brest-Litovsk : la paix c'est toujours la paix contre le prolétariat* » dans *Le communiste* n°22 et 23, juin et novembre 1985 et le travail documenté de Guy Sabatier « *Traité de Brest-Litovsk 1918 coup d'arrêt à la révolution* » aux Ed. Spartacus.

48- Voir « *Contre le mythe de la transformation socialiste : la politique économique et sociale des Bolcheviks* » dans *Le communiste* n°28, décembre 1988.

49- Lénine dans « *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* ».

50- Non seulement parce que dans tous les pays, on peut toujours trouver des causes nationales à défendre mais aussi parce qu'on subordonne le prolétariat de tous les pays à l'interminable appui en faveur de la libération nationale des autres pays, parce qu'enfin, grâce à cette couverture, on impose aux prolétaires le soutien à la bourgeoisie du monde entier.

51- Sur ce point et sur le précédent, voir notre article intitulé « *Ce qui nous sépare* », *L'Ouvrier Communiste*, 4 juin 1921, publié dans *Le Communiste* n°23, novembre 1985.

capitalisme<sup>48</sup> tant en Russie, avec la consigne de « contrôle ouvrier », que dans tous les autres pays, en défendant le pôle « travail » du capitalisme.

3. Tant sur le terrain national sur lequel le gouvernement bolchevique réclame des sacrifices, du travail et même le taylorisme, que sur le terrain international sur lequel les léninistes imposeront la politique de l'entrisme dans les syndicats, la séparation entre programme minimum et programme maximum est réintroduite tout comme sont prônés ouvertement le minimalisme, le gradualisme, l'étapisme, le réformisme, le développementisme, le démocratisme,...

4. Si la démocratie est formellement critiquée comme dictature du capital, il s'agit néanmoins de préconiser différentes tactiques qui permettent de traiter différemment les différents partis du capital en recommandant la « tactique de la lettre ouverte » puis du frontisme avec les différents partis démocratiques et particulièrement avec la social-démocratie. La politique du léninisme pour le prolétariat est aussi la réalisation de la démocratie la plus démocratique possible : « *la démocratie prolétarienne est un million de fois plus démocratique que n'importe quelle démocratie bourgeoise* »<sup>49</sup>.

5. La rupture avec le parlementarisme est taxée d'infantile. Le vieux parlementarisme social-démocrate est maintenant impulsé sous l'appellation de « parlementarisme révolutionnaire ». Ce fut un véritable parlementarisme en dépit de ce que prétendit l'IC en l'assaisonnant de toute une sauce léniniste. Dans la pratique, grâce au système électoral, le parlementarisme liquidera les partis surgis de et pour la révolution. La phase électoraliste et légaliste, tout en éloignant les partis de l'action directe, fut extrêmement utile à la répression qui en profita pour fichier tous les cadres révolutionnaires.

6. Contre la rupture, le léninisme défendra le syndicalisme pour qui, souvent, il utilisera aussi l'adjectif trompeur

de « syndicalisme révolutionnaire » et appellera sans cesse à travailler dans les syndicats social-démocrates.

7. Toujours au nom des tâches démocratiques bourgeoises et du « nécessaire » développement du capitalisme, on proclamera la nécessité de la lutte de libération nationale. Dans les faits, cette politique n'impliquera pas seulement l'appui au nationalisme bourgeois, la complicité avec différentes fractions bourgeoises et donc impérialistes mais aussi l'abandon de toute politique prolétarienne autonome, la liquidation des minorités communistes dans tous les pays. Soulignons que cette politique, bien qu'elle ait été dessinée pour ces pays ou nations considérés comme des colonies ou des semi colonies, se concrétisera en une politique contre-révolutionnaire d'assujettissement du prolétariat à la bourgeoisie sur toute la planète<sup>50</sup>.

8. Le léninisme avec sa politique d'« aller aux masses », appliquera la même bonne vieille recette social-démocrate électoraliste, parlementariste et liquidatrice de l'organisation strictement communiste, est indispensable à la constitution du prolétariat en parti opposé à tout l'ordre social.

9. On cherchera un nombre incalculable de fronts à réaliser avec la social-démocratie formelle et on conseillera aux minorités en rupture de se dissoudre dans les structures et partis centristes.<sup>51</sup>

10. La politique frontiste fonctionne dans tous les cas -grâce au vieil argument social-démocrate du moindre mal- et mène à la défense de la démocratie sous différentes formes.

11. Le léninisme ne luttera jamais pour la destruction de l'Etat mais bien au contraire, comme toute la social-démocratie, il défendra son utilisation sous prétexte de « réaliser les intérêts prolétaires » par « la prise de pouvoir », réduisant ainsi la « révolution » à un changement politique, à un changement dans l'administration du capital.

Après la mort de Lénine, toute cette politique sera confirmée par le marxisme-léninisme dirigé par Staline. La différence entre les deux périodes c'est qu'à l'époque de Lénine il s'agissait, au nom de la voie vers le socialisme, de développer le capitalisme en Russie et il était ouvertement question des soi-disant vertus de ce dernier et/ou du capitalisme d'Etat. A l'époque de Staline, en se basant sur la consolidation de l'étatisation juridique du capital, tout cela a été présenté comme étant le socialisme, le pays lui-même comme étant socialiste. Il est vrai que Lénine parlait déjà de « patrie socialiste » ou de « socialisme » dans ses discours et ses appels au sacrifice, au travail et à la défense de la patrie, mais face à la critique des communistes de gauche de son propre parti, Lénine admettra clairement qu'il s'agissait non pas de la réalité socialiste de ce pays mais d'une formule de propagande. Il est clair que cette déformation de la réalité justifiée par les besoins de la propagande est de l'opportunisme, Lénine lui-même le revendiquera. Elle servira à la bourgeoisie soviétique, au stalinisme, pour défendre le capitalisme au nom de la théorie du socialisme en un seul pays. Les camps de travail et de concentration qui furent fondés à l'époque de Lénine sur base de la vieille idéologie de la défense du travail se généralisèrent pendant toute la période stalinienne jusqu'à devenir une caractéristique centrale de l'organisation du travail, de la répression sociale et du développement capitaliste dans ce pays. Reprenons rapidement l'énumération des ruptures contre la social-démocratie qui ont caractérisé l'époque révolutionnaire pour voir cette fois comment le stalinisme s'est situé en continuité avec le léninisme et la social-démocratie.

## LE STALINISME

1. Il ne reste absolument aucune trace de la politique défaitiste révolutionnaire. Le stalinisme consolidera la Russie comme une puissance impérialiste parmi les autres, en utilisant son pouvoir militaire pour se partager le monde avec les grandes puissances militaires du globe. Il fera des pactes avec toutes les puissances, y compris les nazis ; il participera à toutes les guerres et se fera le porte-drapeau du monstrueux pacte de Yalta. Comme puissance impérialiste, il réprimera les révoltes prolétariennes qui se développent dans son orbite.

2. On est passé de la réorganisation du capital à son développement normal et accéléré sur base des campagnes stakhanovistes (travailler plus de temps et plus intensément) et à maximiser ainsi le taux de plus-value (taux d'exploitation).

3. Partout, on défend le dualisme programmatique qui permet d'obtenir le maximum de sacrifices du prolétariat et de faire l'apologie du travail au nom de telle ou telle réforme et/ou du « socialisme ».

4. Il ne reste rien de la critique de la démocratie en tant que dictature du capital. La défense de la démocratie est généralisée, on soutient que le socialisme en construction a « la constitution la plus démocratique au monde » et, partout, on préconise des fronts populaires avec les démocrates et/ou les nationalistes (y compris les fascistes), toujours avec des secteurs ouvertement bourgeois.

5. On défend le parlementarisme dans sa globalité et on participe à tout processus électoral, comme l'a toujours fait la social-démocratie.



Le paradis soviétique

6. L'apologie des syndicats est générale, on participe à tout type de syndicat et autres appareils d'Etat.

7. Constitués en forces de l'Etat bourgeois partout, les PC staliniens travaillent avec les autres partis bourgeois à la consolidation des libérations nationales et mènent des guerres impérialistes au nom du bloc impérialiste russe.

8. Tous les partis staliniens se consolident comme partis de masse et sont présents à tous les niveaux de l'Etat : gouvernements, parlements, répression, institutions internationales,...

9. Les « PC » sont des partis totalement social-démocrates dont l'unique spécificité est de satisfaire et défendre les intérêts du capital et de l'impérialisme russe.

10. On participe à toutes sortes de fronts bourgeois et on réprime les minorités et, en général, les prolétaires qui rejettent cette politique.

11. Partout, les partis marxistes-léninistes sont des partis de l'Etat (idem que le point 8).

### L'IMAGE RADICALE DES BOLCHEVIKS

Les bolcheviks (en réalité, une fraction de ceux-ci) étaient, au niveau international, une des multiples expressions de rupture prolétarienne qui se développaient alors de par le monde contre la social-démocratie. Cette rupture était portée tant par des groupes qui se trouvaient au sein de la social-démocratie formelle que par des groupes qui se trouvaient en dehors de cette dernière. Le niveau de rupture des bolcheviks n'était toutefois pas le plus radical, loin de là. Comme nous l'avons vu, cette rupture n'alla jamais à la racine de ce qu'est la social-démocratie comme parti bourgeois pour encadrer les prolétaires. Jamais elle ne reprit la critique que Marx

avait faite du capitalisme, ni celle qu'il avait entamé de la social-démocratie et de ses partis formels: critique de la valeur, de l'argent, du travail, du progrès, de la démocratie,... et définition du socialisme comme négation généralisée de la société marchande (destruction de la valeur, de l'argent, de la démocratie...). Jamais elle ne se situa dans la trajectoire historique de la lutte communiste, de la résistance historique de la communauté pour ne pas être séparée de ses moyens de vie ; elle resta toujours dans la ligne du progrès, du développement, des tâches démocratiques bourgeoises. Les bolcheviks et Lénine lui-même se considéraient comme les héritiers des « révolutionnaires français » et ils ont toujours conçu la « révolution russe » comme la continuité de la révolution française et non comme la continuité de la lutte des indigènes expropriés, des esclaves,... Ils chantaient plus volontiers la Marseillaise que l'Internationale ! Ils voyaient le progrès du capital comme le leur et concevaient le communisme non comme le véritable antagonisme humain au capital mais comme son prolongement, comme son évolution suprême à laquelle il suffisait d'ajouter « le pouvoir ouvrier », « le pouvoir soviétique ». La résistance humaine à l'accumulation capitaliste et au progrès du capital était, pour eux, un archaïsme qu'il fallait dépasser avec notamment le développement du capital dans les campagnes. Jamais ils ne firent une vraie critique du travail, ils se limitèrent juste à critiquer l'appropriation de la plus-value par les patrons, à l'instar de toute la social-démocratie, jusqu'à la gauche de l'économie politique. Pour les bolcheviks, la révolution se situait donc non pas dans la sphère de la production mais dans celle de la distribution : il fallait prendre le pouvoir pour liquider cette appropriation. Pour eux, le communisme c'était le développement du capitalisme contrôlé par le parti et une meilleure distribution. Le stalinisme, que tant de léninistes et de trotskistes ont

renié et renient aujourd'hui ne fut rien d'autre que l'application conséquente de ce programme.

Cependant, depuis 1917, le bolchevisme, le léninisme,... ont acquis une image totalement différente de cette réalité. Avec l'insurrection de 1917, comme le revendique Lénine, « *le bolchevisme est devenu un phénomène mondial* » en opposition totale à ce qu'il était à l'origine. « *Le bolchevisme, au début de la Révolution d'Octobre, était considéré comme une curiosité* »<sup>52</sup>. Les deux classes de la société voyaient donc le bolchevisme non tel qu'il était en réalité, mais comme la concrétisation même du communisme. Pour les prolétaires de tous les pays, le bolchevisme devint l'exemple même du mouvement révolutionnaire; pour la bourgeoisie mondiale, il devint l'équivalent du terrorisme généralisé contre sa propriété, son futur, sa vie. Cette terreur que la bourgeoisie ressent alors et les mesures antiterroristes qu'elle adopte rehausse le prestige du bolchevisme face aux secteurs révolutionnaires du prolétariat et contribue à lui donner cette image de radicalité si éloignée de la réalité: « *Depuis la révolution prolétarienne de Russie et les victoires inattendues — pour la bourgeoisie et les philistins, — remportées par cette révolution à l'échelle internationale, l'univers entier est devenu tout autre, la bourgeoisie de même a changé partout. Elle redoute le "bolchevisme", elle est exaspérée contre lui jusqu'à en perdre la raison. Et c'est précisément pourquoi, d'une part, elle précipite le cours des événements; de l'autre, attentive à réprimer violemment le bolchevisme, elle affaiblit par là ses propres positions sur toute une série d'autres terrains. Ces deux circonstances, les communistes de tous les pays avancés doivent en tenir compte dans leur tactique.* »

*Lorsque les cadets russes et Kerensky déclenchèrent une campagne forcée contre les bolcheviks — surtout, depuis avril 1917 et plus encore en juin et juillet, — ils "forcèrent la note". Les millions d'exemplaires de journaux bourgeois, qui clamaient sur tous les modes contre les bolcheviks, per-*

52- Lénine au IX Congrès du PC de Russie en 1920.

mirent aux masses de juger le bolchevisme; et puis, en dehors de la presse, toute la vie sociale, précisément grâce au "zèle" de la bourgeoisie, s'emplissait de discussions sur le bolchevisme. Maintenant, à l'échelle internationale, les millionnaires de tous les pays se comportent de telle façon que nous devons leur être profondément reconnaissants. Ils persécutent le bolchevisme avec autant de zèle que le firent Kerensky et Cie; ils "forcent la note", et ils nous aident tout comme Kerensky. Quand la bourgeoisie française fait du bolchevisme le centre de l'agitation électorale, taxant de bolchevisme des socialistes relativement modérés ou hésitants; quand la bourgeoisie américaine, perdant complètement la tête, appréhende des milliers et des milliers d'hommes soupçonnés de bolchevisme et crée une atmosphère de panique en répandant partout des nouvelles sur les complots bolcheviques; quand la bourgeoisie anglaise, la "plus sérieuse" de toutes dans le monde, commet, malgré toute son intelligence et toute son expérience, d'invraisemblables sottises, fonde d'opulentes "sociétés de lutte contre le bolchevisme", crée une littérature spéciale sur le bolchevisme, recrute pour faire la guerre au bolchevisme un personnel supplémentaire de savants, d'agitateurs, de prêtres, — nous devons saluer et remercier messieurs les capitalistes. Ils travaillent pour nous. Ils nous aident à intéresser les masses à la substance même et au rôle du bolchevisme. Ils ne peuvent pas agir autrement, puisque leurs efforts pour "taire", pour étouffer le bolchevisme ont déjà avorté. Cependant la bourgeoisie ne voit à peu près qu'un seul aspect du bolchevisme: l'insurrection, la violence, la terreur; aussi bien, elle s'efforce de se préparer à la résistance et à la riposte de ce côté-là surtout».<sup>53</sup>



Propagande: construction du mythe «Lénine»

En accusant le bolchevisme d'être antidémocratique, la propagande bourgeoise, y compris et plus particulièrement celle des différents secteurs de la social-démocratie, rehausse le prestige des léninistes vis-à-vis des masses. «Ils travaillent pour nous!» se vantait Lénine, et c'était vrai! Mais cette propagande ne travaillait pas en faveur de la révolution parce que les bolcheviks n'étaient pas ce que la propagande affirmait<sup>54</sup>. Au contraire, cette propagande servit à récupérer des révolutionnaires dans ce projet hybride, centriste qui, dans les faits, reproduisait l'idéologie social-démocrate bien que peinte en l'occurrence sous de plus rouges attrait. Ainsi, non seulement on présentait les bolcheviks comme des partisans invétérés de «l'insurrection, la violence et la terreur» (alors qu'ils défendaient plutôt la démocratie, le parlement, le syndicat, ... et même les coopératives de consommateurs!),

mais en plus, lorsque la bourgeoisie injuriait les «socialistes relativement modérés ou hésitants» en les taxant de «bolchevisme», ce n'était pas aussi stupide que le pensait Lénine. Cela engendrait une confusion idéologique généralisée, confusion fondamentale pour la domination mondiale de la bourgeoisie car elle servait à cacher la véritable rupture que tentait alors le prolétariat, derrière des organisations formelles qui ne promotionnaient en rien cette rupture. Elle sert à réencadrer le prolétariat dans des options, des structures, des programmes qui n'étaient pas les siens.

Cette culture du formel, cette concentration de la spectacularisation du monde dans le formel, est typique de la social-démocratie, de la domination idéologique de masses. La rupture que le prolétariat et ses avant-gardes tentaient d'opérer resta totalement cachée derrière le mythe des bolcheviks et de Lénine et d'autres groupes social-démocrates centristes qui cherchaient à reformer la Seconde Internationale, non sans magouiller préalablement pour lui redorer la face et ce notamment, véritable coup de théâtre bien monté, en lui donnant le nom de Troisième Internationale. Le Parti et les

53- Lénine, *La maladie infantile du communisme («le gauchisme»)* (1920).

54- Le lecteur fera inévitablement le lien avec ce que les dominants de ce monde condamnent aujourd'hui comme de l'«islamisme». Ce parallèle a des bases historiques réelles et peut s'expliquer pour différentes raisons même si nous pourrions également noter certaines différences. Cependant, cette analyse, tant du point de vue de la concordance que de celui de la différence, nous éloignerait des objectifs du présent texte.

chefs formels qui apparaissent alors sur le devant de la scène à la tête de l'Internationale Communiste et des Partis « Communistes » de tous les pays (les Lénine, Levi, Zinoviev, Trotski, Staline, Kamenev, Radek, Zetkin, Dimitrov, Gramsci, Codovila, Ghioldi,...) contre la révolution, font tout pour dissimuler le véritable développement du parti du prolétariat en cours de constitution et finissent par le liquider.

Cette propagande, ce travail bourgeois « en notre faveur », se concrétisera, du point de vue du prolétariat, dans le fait que ce que disaient les bolcheviks était de toute façon considéré comme révolutionnaire, même lorsque c'était réactionnaire. Dans le monde entier, les militants révolutionnaires crurent que les léninistes étaient l'incarnation même de la lutte contre le capitalisme, contre la démocratie, contre la social-démocratie, contre le syndicalisme, contre le parlementarisme... et qu'ils luttaient réellement, sur tous les fronts, contre le capitalisme et l'Etat. Durant ces mêmes années, Lénine et les siens, tout en né-

gociant avec des présidents, des généraux et des ministres, s'affirmaient comme successeurs du tsarisme au sein de l'Etat national russe, appelaient à réintégrer les syndicats, à organiser des élections, à participer au parlement, à développer le capitalisme, à faire des fronts et des alliances avec les social-démocrates et fronts uniques, populaires ou nationaux soi-disant anti-impérialistes. Tout le prestige que cette organisation formelle avait conquis a servi à anéantir et isoler les minorités révolutionnaires qui portaient la rupture avec la social-démocratie et à consolider internationalement, au sein de la dite Internationale Communiste, une politique opportuniste, contre-révolutionnaire. Le surgissement même de l'Internationale, plutôt que d'être la concrétisation historique du parti du prolétariat révolutionnaire, sera la reproduction élargie du social-opportunisme de la social-démocratie et de la Seconde Internationale en particulier.

Il est important de souligner que du point de vue du spectacle, la même chose s'était produite quelques années plus tôt avec la social-démocratie en Allemagne et ailleurs. La structure formelle de cette organisation avait été créée sur base d'un programme formel (le Programme de Gotha) que Marx et Engels avaient violemment critiqué et dont ils avaient annoncé qu'ils se désolidariseraient publiquement (« nous sommes obligés d'intervenir publiquement contre une telle dépravation du parti et de la théorie »<sup>55</sup> vu qu'ils étaient considérés comme les responsables de ce parti. Cependant, leur critique resta dans le domaine privé, confidentielle: jamais Marx et Engels ne firent la dénonciation publique de la social-démocratie qu'ils

avaient annoncée. Cela fut bien utile aux chefs de ce parti pourri qui continuèrent à se présenter comme leurs successeurs. Pourquoi Marx et Engels ne dénoncèrent-ils pas publiquement ce programme et ce parti pour ce qu'ils étaient réellement? Selon leurs propres termes, parce que ce programme confus et réformiste, ce programme bourgeois était considéré comme subversif et communiste par toutes les classes sociales. Ainsi, selon Engels, la presse, au lieu de le ridiculiser, considéra ce programme comme radical: « *Le tout est au plus haut point désordonné, confus, incohérent, illogique et blâmable. Si dans la presse bourgeoise il y avait eu un seul esprit critique, il se serait saisi de ce programme, l'aurait examiné phrase à phrase, de façon à réduire chacune d'elles à son vrai contenu, et aurait mis en évidence tous les illogismes, toutes les contradictions et bévues commises sur le terrain économique (par exemple le passage où il est dit que les instruments de travail sont aujourd'hui le monopole de la classe capitaliste), comme s'il n'y avait pas de propriétaires fonciers; ensuite tout le bavardage sur « l'affranchissement du travail », alors qu'il ne peut être question que de l'affranchissement de la classe ouvrière. Le travail, lui, est précisément bien trop libre), il n'aurait pas eu de peine à faire sombrer notre Parti dans le ridicule. Au lieu de cela, ces ânes que sont les journalistes bourgeois ont pris ce programme tout à fait au sérieux, ils y ont lu ce qui n'y était pas et l'ont interprété comme étant communiste.*

---

55- « Et je termine ici, bien qu'il faudrait critiquer presque chaque terme de ce programme... Au point que s'il était approuvé, Marx et moi ne pourrions jamais militer dans le nouveau parti érigé sur cette base et devrions sérieusement méditer sur l'attitude à adopter à son encontre, y compris publiquement. Tenez compte du fait qu'à l'étranger on nous considère comme responsables de chacune des manifestations, de chacun des actes du Parti Ouvrier Social-démocrate Allemand. Ainsi par exemple, Bakounine, dans son livre 'Politique et Anarchie', nous considère responsables de chaque terme irréfléchi prononcé et écrit par Liebknecht ... » Engels, lettre à Begle (18-28 mars 1875).



*Les ouvriers semblent faire la même chose. C'est cette circonstance seule qui nous permet, à Marx et à moi, de ne pas nous désolidariser publiquement d'un pareil programme. Tant que nos adversaires et aussi les ouvriers substitueront malgré tout nos intentions à ce programme, il nous est permis de nous taire».*

Évidemment, ce silence fut une erreur, l'erreur la plus grande de Marx et Engels parce qu'il constitue de fait une concession terrible – et donc un immense service rendu – à l'ennemi de classe. Ce spectacle de révolutionnarisme social-démocrate servait l'ennemi précisément parce qu'il n'était que cela: un spectacle. Grâce à lui, la bourgeoisie, la social-démocratie raffermira son emprise sur les prolétaires, n'hésitant pas à utiliser le nom de ses révolutionnaires<sup>56</sup>.

Le bolchevisme, le léninisme, le marxisme-léninisme, internationalement identifiés à la révolution russe et

à la révolution tout court, jouissaient donc du même mythe spectaculaire que la social-démocratie dans son ensemble, avec une coloration plus radicale encore puisqu'ils avaient soi-disant « fait la révolution »<sup>57</sup>. Comme pour la social-démocratie, ennemis et partisans considéraient les partis dirigés par Moscou comme communistes, révolutionnaires, ... alors qu'ils n'étaient rien d'autre que des partis bourgeois pour les ouvriers. Cette confusion fut déterminante pour l'encadrement léniniste et staliniste des prolétaires radicaux de toute la planète. Elle le fut également pour l'isolement et la liquidation des groupes d'avant-gardes révolutionnaires conséquents.

En effet, le bolchevisme et le marxisme-léninisme se transformèrent en véritable autorité morale pour l'ensemble du mouvement ouvrier, avec la capacité de dicter la pratique de chaque parti ou organisation formelle qui se revendiquait

du communisme et de la révolution. Évidemment, dans la mesure où le bolchevisme et le marxisme-léninisme n'impulsaient pas de véritable rupture révolutionnaire, ils réimposaient la vieille politique des centristes de sorte que les « partis communistes » ne soient qu'une nouvelle mouture de la social-démocratie, avec la défense des intérêts impérialistes de l'Etat russe en prime. Cette politique contre-révolutionnaire isolera les groupes de militants révolutionnaires et particulièrement ceux qui dans certains pays, s'autoproclamèrent fractions communistes ou fractions de la gauche communiste, et elle contribuera à leur répression.

Les « partis communistes » atteignirent leur apogée comme force de choc et de répression contre-révolutionnaire dans le monde et participèrent ouvertement à la boucherie impérialiste nommée « seconde guerre mondiale ».

56- Voir « Critique du Programme de Gotha » et « Lettre à Bebel du 12 octobre 1875 ». Cette « Critique du Programme de Gotha » fut publiée par Engels en 1891 à la veille du Congrès de Erfurt (moyennant certaines concessions par rapport au texte original, suite au tollé des dirigeants socialistes allemands), dans la *Neue Zeit* en janvier 1891 et dans le *Vorwaerts*, organe central du Parti, en février, suscitant encore de vives polémiques

57- Au-delà du fait que, dans cette affirmation, la révolution est réduite à l'insurrection, il faut souligner que même cela n'était pas une certitude. Les vieux Bolcheviks, le fameux « parti de Lénine » avec ses plans et ses revendications, ont toujours été à la traîne du prolétariat révolutionnaire en Russie. Ils se sont toujours opposés à la lutte pour la révolution sociale dans ce pays et ont concentré leurs efforts sur le soutien plus ou moins critique aux partis bourgeois et à la démocratie. Lors de l'insurrection d'octobre, le parti oscilla et les vieux dirigeants s'y opposèrent.

D'autres textes suivront dans lesquels nous analyserons la pratique de la politique contre-révolutionnaire dirigée par Moscou et les expressions de lutte contre cette dernière. Nous renvoyons également nos lecteurs à deux textes, rédigés par des auteurs différents à des époques différentes mais qui ont en commun de dénoncer la politique contre-révolutionnaire du léninisme et qui illustrent ce que nous avons développé dans le texte ci-dessus : « Ce qui nous sépare » *L'Ouvrier Communiste*, 4 juin 1921, publié dans *Le Communiste* n°23, novembre 1985 et « Conquérir les syndicats ou les détruire ? » *L'Ouvrier Communiste*, 1929, publié dans *Le Communiste* n°24, avril 1986.

## Le prolétariat met une raclée au syndicat officiel

Une fois de plus le prolétariat en Afrique du Sud a écrit une page de notre histoire en lettres de feu. Août 2012, les mineurs de Marikana en ont marre de fermer leurs gueules face aux conditions de vie qu'on leur impose (bidonvilles dégueulasses sans eau courante, accidents du travail, salaires ridicules) « on leur avait dit qu'on en avait marre de vivre comme ça. Ils n'ont rien fait. On a continué à voter pour eux. Maintenant ils tuent nos familles et ils ne font toujours rien. Ça, c'est sûr, on ne vote plus ». Ils se mettent en grève et comptent bien négocier leur sueur le plus cher possible. Pour cela, Ils exigent le triplement de leur salaire et des conditions de travail moins merdiques. La bourgeoisie, avec son Alliance tripartite ANC/SACP/COSATU (Congrès National africain, Parti

communiste sud-africain et Congrès des syndicats sud-africains), bien déterminée à mettre fin à ce qu'elle appelle « une grève sauvage et des revendications irréalistes », met tout en œuvre pour saper le mouvement: répression ouverte, interventions policières et militaires, meurtres, descentes dans les Townships pour désarmer les grévistes et menaces de licenciement (100.000 mineurs seront sous le joug de cette menace), intervention des Cours de justice, négociations syndicales mine par mine pour y arriver. L'Alliance tripartite qui avait promis « une vie meilleure pour tous » à la fin de l'apartheid a du plomb dans l'aile aujourd'hui. Déjà en février de cette année à Impala Platinum, une grève avait été réprimée grâce aux embrouilles syndicales habituelles du NUM (National

Union of Mineworkers) et les mineurs ne l'ont pas oublié: la tutelle syndicale se ramasse cette fois en pleine gueule une lutte prolétarienne mémorable.

Le 16 août 2012 est « le jour J » pour écraser la grève grâce aux 3000 flics (unités de police à cheval, véhicules blindés, soldats) déployés à Marikana et dont l'intention est de donner une bonne leçon aux mineurs. Non seulement il s'agit de mater la grève mais aussi de venger la mort de deux policiers et de deux vigiles morts lors des échauffourées de la semaine précédente. Lors du rassemblement du 16 août, quelques milliers de mineurs se font encercler par les forces de répression et tirer comme des lapins. Non content de tirer dans le tas, faisant 34 morts et 78 blessés, l'Etat arrête 270 grévistes pour meurtre, dont certains à leur sortie d'hôpital. En prime, ils se font tabasser en prison. Les déclarations des policiers qui prétendent s'être défendus contre des mineurs armés jusqu'aux dents attaquant de pauvres policiers sans défense sont contredites par les images filmées qui circulent peu après. De plus, il est difficile de maintenir de telles allégations vu le nombre de mineurs morts ou blessés d'une balle dans le dos. Pour justifier les arrestations massives, on ressort une loi anti-émeute de 1956 qui stipule que « toute personne présente lors d'une fusillade en présence de la police doit être arrêtée et inculpée pour meurtre ». Cette fois ce sont des



policiers noirs qui tirent sur des mineurs noirs, il est donc vain de ressortir la vieille propagande antiraciste pour encadrer la lutte, l'heure n'est plus à la couleur de la peau mais aux démarcations claires de classe. Dans ces conditions, ne pouvant maintenir plus longtemps l'argument de l'autodéfense policière sans faire exploser la marmite sociale, la bourgeoisie relâche 162 inculpés (en liberté conditionnelle !) et invoque, du bout des lèvres, une bavure policière possible, avec la promesse qu'une enquête judiciaire sera diligentée « *pour déterminer les responsabilités de chacun* ». Ben, tiens ! Pour tenter de justifier les meurtres des mineurs, on parle de « *manque d'expérience et d'équipement de la police* » mais surtout de « *la violence des mineurs* ». De plus, le gouvernement organise des obsèques nationales et une semaine de deuil. Au moins, pendant que nous pleurons nos morts, nous restons tranquilles... Bien essayé !

Plutôt que de casser la grève, les morts de Marikana vont provoquer un durcissement du bras de fer bourgeoisie/prolétariat et la grève va faire tache d'huile. Beaucoup de compagnies minières sont tour à tour touchées par le mouvement, à Madder East, Amplats, Aquarius, Xstrata, Béatrix, Altatsa, la Gold One, la Gold Field, American Platinum... « *Ce qui nous inquiète vraiment c'est que le mouvement est en train de s'étendre aux mines d'or* » pleurniche le secrétaire général du

NUM. Au plus fort du mouvement il y aura jusqu'à 100.000 grévistes. Le mouvement touche effectivement les mines de platine, d'or, de fer, de chrome, de charbon... mais également 20.000 transporteurs routiers ainsi que les ouvriers de Dunlop.

### LE BÂTON ET LA CAROTTE

Comme d'habitude, les différentes fractions bourgeoises se partagent le travail. D'un côté, on a les syndicats, dont le NUM est le plus connu, qui tentent d'imposer les négociations avec les patrons, de ramener les mineurs à la mine et le gouvernement qui promet un plan de développement des villes minières. De l'autre, les grèves sont décrétées illégales par la justice, justifiant ainsi les licenciements massifs des mineurs qui refusent de retourner au travail. Avec en apothéose, la police et l'armée qui tentent de reprendre la situation en main en tirant à balles réelles ou en caoutchouc, balancent des gaz lacrymogènes ou des grenades assourdissantes, tuent ou blessent ceux qui résistent.

L'Alliance tripartite complètement dépassée par l'ampleur et la force du mouvement appelle de ses vœux l'intervention de l'armée et des forces spéciales pour réprimer « *les éléments criminels à Rustenburg et dans les mines voisines* ». La radicalité des grévistes pousse les syndicats à durcir le ton mais en vain. Depuis le début du mouvement, les mineurs refusent d'être représentés par ceux qui les ont si souvent roulés dans la farine et décident eux-mêmes des revendications qu'ils veulent défendre. Le triplement des salaires, rien que ça ! Dans cette situation, les investisseurs internationaux ne sont pas rassurés et les titres boursiers sont en baisses. En 2012, les grèves ont coûté plus de neuf cent millions d'euros à l'industrie minière. Evidemment la bourgeoisie se fout pas mal des conditions de vie du prolétariat, ce qui la contrarie ce sont les pertes sèches qu'occasionnent tous ces

mouvements de grève. Nous, nous nous en réjouissons.

Critique en acte du syndicalisme : Zokwana, président du NUM, se rend chez les grévistes de Lonmin en véhicule blindé pour essayer de convaincre les mineurs d'arrêter la grève estampillée illégale et c'est hué par la foule qu'il repart, la queue entre les jambes, sous protection policière. Des manifestations anti-syndicales sont organisées notamment lors de la réunion du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), auquel le NUM est affilié, dans un stade, le NUM appelle à l'unité syndicale. Trois cent manifestants anti-syndicaux en sont expulsés, bloqués à la sortie par des véhicules blindés, dispersés à coups de grenades assourdissantes et de gaz lacrymogène. Aux cris de « *nous en avons assez du NUM* », ils brûlent des tee-shirts syndicaux. Le NUM avait négocié 179 dollars de prime pour ceux qui retourneraient travailler avant le mardi suivant. Négociations qui ont capoté au grand dam du NUM qui déplore : « *le noyau dur a refusé le compromis et appelé à poursuivre le mouvement* ».

L'aspect de la lutte qui semble avoir été le plus décidé et le plus dur, c'est celui qui a consisté à empêcher les jaunes d'aller travailler : « *on ne reculera pas, peu importe ce qu'ils disent ou ce qu'ils font, on se battra jusqu'à la dernière goutte de sang* ». Si, en deux mois et demi, on compte une soixantaine de morts, une partie est à mettre au compte de la lutte anti-syndicale et anti-jaunes : « *ceux qui vont au travail sont responsables de la mort des autres* » ; « *personne ne dormira la nuit prochaine, car nous devons contrôler les gens qui vont au travail* ». Un syndicaliste est tué par balle, d'autres se font casser la gueule. Il devient dangereux de porter un tee-shirt à l'effigie du NUM. Au plus fort de la lutte, les jaunes n'osent plus retourner à la mine et les syndicats s'en plaignent : « *des ouvriers qui voulaient aller travailler en ont été empêchés, ils ont été intimidés* » (porteparole du NUM, Lesiba Seshaka).



La bourgeoisie, avec son Alliance tripartite ANC/SACP/COSATU est bien déterminée à mettre fin à ce qu'elle appelle « *une grève sauvage et des revendications irréalistes* »



actions de classe pour justifier sa propre violence. La sienne étant légitimée par tout son arsenal juridique et idéologique. De même, c'est un vieux classique étatique de justifier l'usage de flics Robocops surarmés, de véhicules blindés, de chars, de grenades, de mitrailleuses, de missiles et autres saloperies de leur invention pour réprimer des prolétaires en lutte, armés de lances, de couteaux, de revolvers. Seule la bourgeoisie peut user de violence en toute impunité, ce sont ses lois et ses Cours de justice qui le certifient, ce sont ses flics, ses armes qui nous l'imposent par la force. Quant à notre violence de classe, elle est systématiquement taxée de terrorisme par nos ennemis. L'erreur serait de croire qu'il pourrait en être autrement, nous n'avons rien à attendre de leur justice et de leurs lois parce qu'elles ne sont de toute façon élaborées que pour nous réprimer. L'unique violence acceptable pour l'Etat c'est la sienne, qui n'est autre que la violence du taux de profit.

Ces luttes ne surgissent pas du néant, leur radicalité nous montre que la critique des pratiques syndicales était à l'ordre du jour avant le démarrage de ces dernières grèves. Il est par contre difficile de déterminer de quelles formes d'associationisme se dote les prolétaires en lutte et avec quel degré d'autonomie.

Si certains se sont indignés du fait qu'une loi du temps de l'apartheid serve à réprimer les grévistes d'aujourd'hui, nous savons quant à nous que cela ne fait qu'exprimer la continuité de gestion dans tout conflit de classe qui s'exprime et ce, quelle que soit la fraction bourgeoise à la tête de l'Etat. Une fraction bourgeoise dite de gauche n'a aucun état d'âme à utiliser des lois élaborées par une fraction bourgeoise dite de droite, et vice versa. La seule raison d'être de toute loi étant de nous réprimer, que cela soit individuellement ou collectivement. Et c'est un vieux classique de la bourgeoisie que de mettre en avant la violence de nos





Comme souvent dans un tel contexte d'affrontement avec le syndicat officiel, un syndicat dissident a surgi, l'ACMU (Association of Mineworkers and Construction Union), qui rassemble beaucoup de mineurs en rupture avec le NUM mais nous manquons d'information sur sa pratique réelle, en dépit de la virulence du COSATU (Congrès des syndicats sud-africains) à son égard. Celui-ci a appelé à la répression de l'ACMU, le traitant d'anarchiste et dé-

clarant que sa création répondrait « à une stratégie politique délibérée de l'intimidation et de la violence ». La vieille rengaine d'appel à l'union syndicale n'a toutefois pas été entendue par les grévistes.

Si aujourd'hui, le mouvement de grèves semble être retombé et que la course au profit a repris, il n'en demeure pas moins, que des semaines durant, l'exemple de Marikana a fait des petits. Les luttes ont continué jusqu'en novembre au moins, notamment dans les mines de charbon de Magdalena où deux mineurs ont été tués parce qu'ils essayaient de

prendre l'armurerie de la mine. Les mineurs exigent le doublement des salaires et six mois de congé de maternité pour les employées. Dans d'autres cas, le travail a repris parce que la situation devenait sans doute intenable vu le manque d'extension et d'unification des luttes. Cela n'enlève rien à l'expérience que nos frères d'Afrique du Sud viennent de vivre. Si le triplement des salaires n'a pas été obtenu, il n'en demeure pas moins que cette revendication a toute sa raison d'être, celle d'entraver la course au profit, celle de vouloir récupérer une part toujours plus grande de la plus-value. Cela va dans le sens de la lutte pour une augmentation du salaire relatif contre la dictature du profit.

Il nous est difficile d'analyser plus avant les contradictions qui s'expriment au sein de ces luttes et nous n'avons pas la prétention de savoir tout ce qui s'est passé, vu que nous manquons cruellement de réseau d'informations directes. Nous pouvons néanmoins retenir de ces grèves: le refus de la politique gouvernementale, la rupture avec le syndicat officiel, la grande combativité et la détermination dont ont fait preuve les prolétaires, leur riposte violente au terrorisme meurtrier de l'Etat, la lutte pour leurs besoins contre tout impératif de gestion «réaliste», contre le taux de profit.



**Salut à nos frères de classe en Afrique du Sud  
et à tous ceux qui luttent aujourd'hui dans le monde !**

**En dehors et contre  
tout encadrement bourgeois des luttes !**

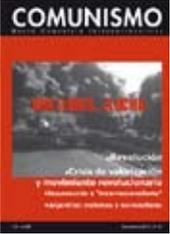
**A bas la dictature du profit !**

# NOS PUBLICATIONS



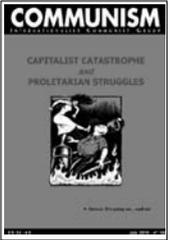
## ORGANE CENTRAL DU GCI EN FRANÇAIS n° 63

- CATASTROPHE CAPITALISTE ET RÉVOLTES PROLÉTARIENNES PARTOUT
- BOLIVIE: « SI C'EST ÇA LE CHANGEMENT, LE CHANGEMENT C'EST DE LA MERDE »



## ORGANE CENTRAL DU GCI EN ESPAGNOL n° 62

- RÉVOLUTION
- CRISE DE LA VALORISATION ET MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE
- INSURRECTION ET «INSURRECTIONALISME»
- ARGENTINE: MALOUINES ET NATIONALISME



## ORGANE CENTRAL DU GCI EN ANGLAIS n° 15

- CATASTROPHE CAPITALISTE ET LUTTES PROLÉTARIENNES
- ÇA CONTINUE: GRÈCE...



## ORGANE CENTRAL DU GCI EN TURC n° 2

- CONTRE L'ÉTAT
- PRÉSENTATION DES "GLOSES MARGINALES"
- GLOSES CRITIQUES MARGINALES (MARX)
- A PROPOS DE L'ÉTAT LIBRE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE
- L'ÉTAT, LA POLITIQUE, LA DÉMOCRATIE... DÉFENDUS PAR LA SOCIAL-DÉMOCRATIE



## ORGANE CENTRAL DU GCI EN HONGROIS n° 7

- GUERRE OU RÉVOLUTION
- VOYAGE EN IRAQ
- LUTTE DE CLASSE EN IRAQ – INTERVIEW D'UN VÉTÉRAN
- IRAQ – CHRONOLOGIE DE LA LUTTE DE CLASSE AU 20<sup>ème</sup> SIÈCLE
- ACTION DIRECTE ET INTERNATIONALISME
- CONTRE LA GUERRE IMPÉRIALISTE : LA SEULE ALTERNATIVE C'EST LA GUERRE CONTRE LE CAPITAL



## ORGANE CENTRAL DU GCI EN PORTUGAIS n° 5

- TENTATIVES BOURGEOISES DE CANALISATION DES LUTTES PROLÉTARIENNES À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE ET LUTTE INVARIANTE POUR LA RUPTURE PROLÉTARIENNE
- GÈNES 2001: LE TERRORISME DÉMOCRATIQUE EN PLEINE ACTION
- PROLÉTAIRES DE TOUS PAYS: LA LUTTE DE CLASSE EN ALGÉRIE EST LA NÔTRE!
- UN BON CITOYEN

## ORGANE CENTRAL DU GCI EN ARABE n° 6

- EDITORIAL SUR LE PROGRÈS
- CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DES LUTTES ACTUELLES
- QUELLE RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL?
- "ILS NOUS PARLENT DE PAIX... ILS NOUS FONT LA GUERRE!" TRACTS DU GCI



## ORGANE CENTRAL DU GCI EN ALLEMAND n° 5

- CATASTROPHE CAPITALISTE ET RÉVOLTES PROLÉTARIENNES PARTOUT
- REVENDICATION ET RÉFORME



## ORGANE CENTRAL DU GCI EN KURDE n° 5

- ÉLÉMENTS CONTRADICTOIRES DE LA RÉVOLTE EN TUNISIE
- CONTRE LA DICTATURE DE L'ÉCONOMIE: VIVE LA RÉVOLTE INTERNATIONALE DU PROLÉTARIAT !
- LA VAGUE DE MANIFESTATIONS ATTEINT AUSSI L'IRAK ET LE KURDISTAN
- APPEL AUX MANIFESTANTS DE SOULEMANIA ET D'AUTRES VILLES DU KURDISTAN ET D'IRAK
- LES ÉMEUTES DE LA FAIM SONT DES LUTTES PROLÉTARIENNES.
- L'ANTI-TERRORISME C'EST LE TERRORISME DE L'ÉTAT.
- EN ÉGYPTE, LES LUTTES PROLÉTARIENNES S'AFFAIBLISSENT ET LA BOURGEOISE SE RÉORGANISE
- HAÏTI: SAUVEZ LES MEUBLES!
- NOTES SUR LES ACTUELS MOUVEMENTS PROLÉTARIENS EN AFRIQUE DU NORD ET AU MOYEN-ORIENT.
- REGARD SUR LES IDÉOLOGIES CONSEILLISTES RÉFORMISTES.



## ORGANE CENTRAL DU GCI EN GREC n° 3

- NOTES CONTRE LA DICTATURE DE L'ÉCONOMIE
- A PROPOS DE L'APOLOGIE DU TRAVAIL
- VALORISATION/DÉVALORISATION: L'INSURMONTABLE CONTRADICTION DU CAPITAL



## ORGANE CENTRAL DU GCI EN RUSSE n° 1

- PRÉSENTATION DU GROUPE - PRÉSENTATION DE LA REVUE
- CONTRE LE MYTHE DES DROITS ET LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES
- NOTES CONTRE LA DICTATURE DE L'ÉCONOMIE
- VERS UNE SYNTHÈSE DE NOS POSITIONS + DIFFÉRENTS TRACTS



## ORGANE CENTRAL DU GCI EN TCHÈQUE n° 3

- CATASTROPHE CAPITALISTE ET LUTTES PROLÉTARIENNES
- L'ANTITERRORISME EST LE TERRORISME DE L'ÉTAT.
- QUI SONT DERRIÈRE LES RÉVOLTES EN AFRIQUE DU NORD?
- CONTRE LA DICTATURE DE L'ÉCONOMIE: VIVE LA RÉVOLTE INTERNATIONALE DU PROLÉTARIAT !



Le GCI a réuni sur un CD-Rom

la quasi totalité

de ses revues centrales

en français, espagnol

et anglais ainsi que ses

thèses d'orientation programmatique.



Si vous voulez prendre connaissance

de nos approfondissements programmatiques,

nous vous proposons la formule d'abonnement suivante à nos revues :

## **Communisme, Comunismo, Communism...**

5 numéros : 20 \$ / 15 €

Il vous est également possible de prendre mieux connaissance  
des positions de notre groupe en vous procurant nos

### **Thèses d'orientation programmatique**

en français, en espagnol, en anglais, en allemand ou en arabe, au prix de 4 \$ / 3 €

<http://gci-icg.org>

[info@gci-icg.org](mailto:info@gci-icg.org)

<http://gcinfos.canalblog.com>



# DICTATURE DU PROLÉTARIAT POUR L'ABOLITION DU TRAVAIL SALARIÉ

La social-démocratie est spécifiquement un parti bourgeois pour les prolétaires, c'est-à-dire un parti qui, au nom du socialisme, du communisme, de l'anarchie, du socialisme révolutionnaire, du communisme anarchiste..., appelle au développement du capitalisme et fait avaler que la domination bourgeoise serait positive pour les prolétaires.